

# DIALOGUE GLOBAL

16.1

3 numéros par an, en plusieurs langues

Parlons de sociologie avec  
Abdie Kazemipur

Nazanin Shahrokni

Nazanin Shahrokni  
Reyhaneh Javadi  
Esmail Khalili  
Zohreh Bayatrizi  
Aghil Daghighaleh  
Shiva Alinaqian  
Nafiseh Azad  
Maral Latifi  
Mahbubeh Moqadam  
Fateme Moghadasi  
Ladan Rahbari  
Reza Sohrabi

Repenser la sociologie  
en Iran

Karen Shire  
Heidi Gottfried  
Rina Agarwala  
Ashwin Kumar  
María Camila Vega-Salazar  
Carolina Moreno  
Suelen Castiblanco-Moreno  
Javier A. Pineda D.  
Lynn Yu Ling Ng  
Yunhui Ye  
Anju Mary Paul  
Mustafa Yavaş  
Sejin Park  
Feng Xu  
Tsz Chung Lai  
Kaxton Siu

Économie politique  
et sociale de la migration  
de main-d'œuvre

Rubrique ouverte

> **La guerre, une accumulation entremêlée :  
le cas de Gaza**

MAGAZINE



Association  
Internationale  
de Sociologie  
**isa**

VOLUME 16 / NUMÉRO 1 / AVRIL 2026  
<https://globaldialogue.isa-sociology.org/>

**DG**



# > Éditorial

**C**e premier numéro du volume 16 de *Dialogue Global* marque le début d'une nouvelle étape, caractérisée à la fois par la continuité et le renouveau. Après trois années d'un travail intense et engagé, Carolina Vestena et Vitória Rodriguez quittent leurs fonctions d'assistantes de rédaction de *Dialogue Global*. Leur dévouement, leur rigueur éditoriale et leur regard critique ont été essentiels pour pérenniser et renforcer la revue durant une période particulièrement difficile pour la sociologie mondiale. Au nom de l'équipe éditoriale, je tiens à leur exprimer ma plus profonde gratitude. Dans le même temps, c'est un grand plaisir d'accueillir Marcia Rangel Candido, chercheuse à l'ISCTE – Institut Universitaire de Lisbonne, qui assumera désormais ce rôle. Forte d'une vaste expérience éditoriale, d'un engagement profond envers la sociologie publique et d'une perspective comparative et mondiale, Marcia contribuera sans aucun doute de manière importante à cette nouvelle étape dans la trajectoire de *Dialogue Global*.

Après le numéro précédent, qui constituait un hommage collectif à l'héritage intellectuel, politique et humain de Michael Burawoy, fondateur et rédacteur en chef de *Dialogue Global*, ce nouveau numéro revient à sa structure habituelle. Il le fait en abordant deux préoccupations pressantes qui marquent l'époque actuelle : la situation en Iran et les transformations mondiales liées à la migration de main-d'œuvre.

La rubrique « Parlons de sociologie » ouvre ce numéro avec un entretien mené par Nazanin Shahrokni avec Abdolmohammad (Abdie) Kazemipur, qui revient sur les débats autour des sociologies nationales, du changement social, des frontières complexes entre le sacré et le profane, ainsi que sur les questions en constante évolution qui façonnent aujourd'hui la sociologie iranienne.

Cette conversation est suivie d'une riche série d'articles dans la section « Repenser la sociologie en Iran », soigneusement préparée par Nazanin Shahrokni et Reyhaneh Javadi, qui met en lumière les tensions et les paradoxes liés à la pratique de la sociologie dans des contextes marqués par la répression politique, la surveillance épistémique et de profondes contestations culturelles. De la pertinence publique de la sociologie et de la (non-)institutionnalisation de la discipline à la privatisation de l'enseignement, en passant par la question ethnique, les luttes autour des études de genre et les contraintes pesant sur la recherche critique, cette section aborde sous différents angles les défis auxquels est confrontée la sociologie iranienne aujourd'hui. Enfin, une table ronde dynamique réunit des chercheurs issus de multiples horizons géographiques, contribuant ainsi à dresser un portrait situé et collectif de la production de connaissances sur l'Iran et depuis l'Iran.

À l'heure où le pays fait à nouveau la une des journaux à travers le monde – souvent à travers des récits sélectifs, des simplifications géopolitiques ou une vision étroite axée sur la sécurité –, il s'avère d'autant plus crucial de s'appuyer sur des perspectives sociologiques fondées sur la réalité du terrain, publiques et mondiales. Au-delà des images diffusées par les médias dominants, la société iranienne se caractérise par des formes complexes de contestation politique, de vigoureuses traditions intellectuelles, des luttes quotidiennes pour la dignité, ainsi que par des configurations mouvantes du pouvoir étatique et de la mobilisation sociale. Pour comprendre ces dynamiques, il faut écouter les chercheurs qui travaillent en Iran, sur l'Iran et avec l'Iran, et qui sont à même de replacer les événements actuels dans un contexte passé plus large de répression, de résistance, de production de connaissances et de transformation sociale. Bien que cette section ne soit pas consacrée à l'analyse des événements les plus récents, elle contribue grandement à offrir une compréhension de la situation actuelle plus globale et ancrée dans l'histoire.

Le deuxième dossier, intitulé « L'économie politique et sociale de la migration de main-d'œuvre » et dirigé par Karen A. Shire, Heidi Gottfried et Rina Agarwala, porte sur l'un des enjeux majeurs de notre époque, à savoir le rôle central des migrations de travailleurs dans la réorganisation du capitalisme mondial. Des programmes de mobilité « sûre et ordonnée » en Inde aux chaînes mondiales du *care* reliant le Venezuela et la Colombie, en passant par les systèmes qui régissent la main-d'œuvre migrante en Chine, à Singapour, à Dubaï ou au Cambodge, les articles inclus dans ce dossier montrent comment les inégalités, le genre, l'origine ethnique, les frontières et le pouvoir de l'État s'entrecroisent pour produire de nouvelles formes de précarité – et de nouvelles possibilités d'action et de résistance.

Le numéro s'achève dans la « Rubrique ouverte » par une analyse percutante de Guilherme Leite Gonçalves sur la guerre à Gaza, présentée comme une forme d'accumulation entremêlée ancrée dans des dynamiques politiques, économiques et coloniales qui s'étendent bien au-delà du champ de bataille.

Avec ce numéro, *Dialogue Global* réaffirme son engagement en faveur d'une sociologie publique et globale, capable d'analyser les processus contemporains à travers des perspectives situées, plurielles et dialogiques. Nous espérons que les réflexions, les débats et les recherches rassemblés ici contribueront à élargir les discussions, à renforcer les réseaux et à soulever de nouvelles questions dans un monde marqué par les inégalités, la violence et les déplacements forcés – mais aussi par la résistance, l'imagination critique et les efforts collectifs en faveur d'un avenir plus juste. ■

**Breno Bringel**, Rédacteur en chef de *Dialogue Global*

> *Dialogue Global* est disponible en plusieurs langues sur [son site web](#).

> Les propositions d'articles sont à adresser à [globaldialogue@isa-sociology.org](mailto:globaldialogue@isa-sociology.org).

## > Comité de rédaction

**Rédacteur en chef** : Breno Bringel.

**Rédactrice adjointe** : Marcia Rangel Candido.

**Réviseur** : Christopher Evans.

**Chefs d'édition** : Lola Busuttill, August Bagà.

**Consultants** : Brigitte Aulenbacher, Klaus Dörre.

### Équipes régionales

**Monde arabe** : (*Liban*) Sari Hanafi, (*Tunisie*) Fatima Radhouani, Safouane Trabelsi, Siwar Harrabi, Ahmed Jemaa.

**Argentine** : Magdalena Lemus, Juan Parcio, Dante Marchissio.

**Bangladesh** : Habibur Haque Khondker, Khairul Chowdhury, Bijoy Krishna Banik, Shaikh Mohammad Kais, Mohammed Jahirul Islam, Helal Uddin, Masudur Rahman, Rasel Hussain, Yasmin Sultana, Md. Shahidul Islam, Farheen Akter Bhuian, Ruma Parvin, Arifur Rahaman, Md. Nasim Uddin, Alamgir Kabir, Taslima Nasrin, Suraiya Akter, Nusanta Audri, Ekramul Kabir Rana, S. Md. Shahin.

**Brésil** : Fabrício Maciel, Andreza Galli, José Guirado Neto, Jéssica Mazzini Mendes, Carine Passos.

**France/Espagne** : Lola Busuttill.

**Inde** : Rashmi Jain, Manish Yadav.

**Iran** : Reyhaneh Javadi, Niayesh Dolati, Elham Shushtarzade, Ali Ragheb.

**Pologne** : Aleksandra Biernacka, Joanna Bednarek, Sebastian Sosnowski.

**Russie** : Elena Zdravomyslova, Daria Kholodova.

**Taïwan** : WanJu Lee, Yun-Hsuan Chou, Zhi Hao Kerk, Yi-Shuo Huang, Yun-Jou Lin, Tao-Yung Lu, Chien-Ying Chien, Yu-wen Liao, Ni Lee.

**Turquie** : Gül Çorbacıoğlu.



Dans la rubrique « Parlons de sociologie », Nazanin Shahrokni aborde avec **Abdie Kazemipur** les questions qui guident la sociologie iranienne.



La rubrique intitulée « **Repenser la sociologie en Iran** » explore les tensions inhérentes à la pratique de la sociologie dans un contexte de répression, de surveillance épistémique et de contestation culturelle.



Le dossier consacré à **l'économie politique et sociale de la migration du travail** examine le rôle central des travailleurs migrants dans la réorganisation du capitalisme mondial.

Image de couverture : Hans-Peter Gauster, via Unsplash.



**Dialogue Global** est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

Édition française : ISSN 2519-8696

## > Dans ce numéro

Éditorial 2

### > PARLONS DE SOCIOLOGIE

Le fétichisme du particulier, le sacré et le profane.  
Entretien avec Abdie Kazemipur

**Nazanin Shahrokni, Canada 5**

### > REPENSER LA SOCIOLOGIE EN IRAN

Entre répression et pertinence : Repenser la sociologie  
à travers le prisme de l'Iran

**Nazanin Shahrokni et Reyhaneh Javadi, Canada 8**

L'Association iranienne de Sociologie : l'institutionnalisation  
de la non-institutionnalisation

**Esmail Khalili, Iran 12**

Entre politique et profits : Les cours privés de sociologie  
en Iran

**Reyhaneh Javadi et Zohreh Bayatrizi, Iran 16**

L'ethnicité en Iran : la question que la sociologie iranienne  
évitait d'aborder

**Aghil Daghighaleh, États-Unis 19**

Vies situées, savoirs contestés : Se réappropriation les études  
de genre en Iran

**Shiva Alinaqian, Iran 22**

Table ronde : la recherche sociologique sur l'Iran,  
sous contrainte

**avec Nafiseh Azad, Maral Latifi, et Fatemeh Moghadasi, Iran ; Mahbubeh Moqadam, États-Unis ; Ladan Rahbari, Pays-Bas ; et Reza Sohrabi, Nazanin Shahrokni et Reyhaneh Javadi, Canada 25**

### > ÉCONOMIE POLITIQUE ET SOCIALE DE LA MIGRATION DE MAIN-D'ŒUVRE

L'économie politique et sociale de la migration du travail :  
Introduction

**Karen Shire, Allemagne ; Heidi Gottfried et Rina Agarwala, États-Unis 33**

Contributions sociologiques au défi migratoire

**Rina Agarwala, États-Unis 36**

La pratique de l'État indien en matière de migration sûre  
et ordonnée

**Ashwin Kumar, États-Unis 39**

Le *care* au-delà des frontières : les migrantes  
vénézuéliennes en Colombie

**María Camila Vega-Salazar, Carolina Moreno, Suelen Castiblanco-Moreno et Javier A. Pineda D., Colombie 41**

"Développementalisme mobile" et migration  
de travailleuses domestiques en Chine et à Singapour

**Lynn Yu Ling Ng et Yunhui Ye, Canada 43**

L'attrait particulier de Dubaï pour les expatriés  
non occidentaux

**Anju Mary Paul, Mustafa Yavaş et Sejin Park, Émirats arabes unis 45**

L'immigration étudiante des Chinois : interne, à l'étranger  
et de retour

**Feng Xu, Canada 47**

Les travailleurs migrants cambodgiens du secteur textile :  
précarité et protestation

**Tsz Chung Lai et Kaxton Si, Hong Kong 50**

### > RUBRIQUE OUVERTE

La guerre, une accumulation entremêlée :  
le cas de Gaza

**Guilherme Leite Gonçalves, Brésil 52**

**“Si, à juste titre, les sociologies nationales ou régionales  
remettent en cause les paradigmes dominants,  
elles peuvent également reproduire les exclusions auxquelles elles s’opposent,  
en essentialisant des contextes particuliers  
ou en remplaçant une universalité par une autre”**

**Abdie Kazemipur**

# > Le fétichisme du particulier, le sacré et le profane

Entretien avec **Abdie Kazemipur**



Portrait de Abdie Kazemipur. Crédit : Abdie Kazemipur.

Les débats sur la dynamique mondiale de production de connaissances sociologiques se sont intensifiés ces dernières années, marqués par un intérêt croissant pour les « sociologies nationales », la « théorie du Sud » et les « traditions régionales ». À cet égard, l'Iran représente un terrain privilégié pour ces discussions, comme l'explique dans l'interview qui suit le **Dr. Abdolmohammad (Abdie) Kazemipur**, professeur de sociologie et directeur du département d'études ethniques à l'Université de Calgary et ancien président de l'Association canadienne de Sociologie. Ses travaux récents examinent comment le sacré et le profane s'interpénètrent dans l'Iran d'aujourd'hui et comment les migrations reconfigurent le paysage social iranien. Dans cet entretien, le Dr. Kazemipur partage ses réflexions sur l'état de la sociologie iranienne – les difficultés auxquelles celle-ci est confrontée, ce qu'elle a apporté, et les efforts pour développer une discipline ancrée localement et en même temps engagée dans les débats mondiaux. Il est ici interviewé par la **Dr. Nazanin Shahrokni**, maître de conférences en études internationales à l'Université Simon Fraser au Canada.

**Nazanin Shahrokni (NS) : Nombre de sociologues ont remis en question l'idée d'une sociologie « universelle », faisant valoir que ce qui a longtemps été présenté comme universel désigne en fait une tradition particulière, ancrée dans les expériences européenne et nord-américaine. En réaction à cela, le tournant vers la particularité – à travers les sociologies nationales, les approches régionales et la théorie du Sud – cherche à mettre en avant d'autres épistémologies. Quel regard portez-vous sur ce tournant, et que revêt l'expression « sociologie nationale » dans le contexte iranien ?**

**Abdie Kazemipur (AK) :** Je trouve cette distinction problématique, aussi bien sur le plan descriptif que normatif. Si, à juste titre, les sociologies nationales ou régionales remettent en cause les paradigmes dominants, il est possible qu'elles repro-

duisent également les exclusions auxquelles elles s'opposent, en essentialisant des contextes particuliers ou en remplaçant une universalité par une autre. Si réfuter l'universalisme ne prête plus aujourd'hui à controverse, le risque est cependant de tomber dans un nouveau « fétichisme du particulier ».

Premièrement, le « particulier » recèle dans chaque cas une diversité interne. Prétendre parler au nom de toutes ses sous-catégories revient à répéter la même erreur que celle commise au nom de l'universalisme. L'Iran et la Turquie, qui n'ont pas été directement colonisés, peuvent difficilement être regroupés avec d'anciens pays colonisés tels que l'Algérie, l'Inde ou l'Égypte ; y compris dans le Moyen-Orient arabe – ainsi que le faisait observer Sari Hanafi –, les parties orientale et occidentale de la région présentent des différences considérables.

>>

Deuxièmement, le fait de concevoir la « sociologie nationale » ou la théorie du Sud principalement en termes d'opposition aux paradigmes du Nord sert souvent davantage des objectifs politiques identitaires que des objectifs épistémologiques. Des figures symboliques, dont l'attrait révolutionnaire s'estompe avec le temps, peuvent alors être mises en avant. Par exemple, Raewyn Connell cite Ali Shariati comme une voix fondamentale contre l'impérialisme culturel occidental avant la révolution iranienne de 1979, alors que son influence intellectuelle a rapidement décliné par la suite. On voit bien là comment les revendications identitaires peuvent mobiliser politiquement, mais contribuent peu à une progression durable des connaissances sociologiques.

**NS : Compte tenu de vos préoccupations concernant « le fétichisme du particulier », pensez-vous que nous devrions renoncer entièrement à l'idée de sociologies nationales ? L'idée de quelque chose comme une « sociologie iranienne », par exemple, est-elle utile sur le plan analytique, ou risque-t-elle de renforcer les divisions épistémologiques qu'elle cherche à surmonter ?**

**AK :** Les sociologies nationales existent et doivent exister, mais pas en tant qu'enclaves théoriques. Leur valeur ne réside pas dans la revendication de théories ou de méthodes distinctes, mais dans la formulation de questions distinctes ancrées dans les conditions spécifiques de leurs sociétés. Une « bonne » sociologie commence par des questions clairement définies et ancrées localement ; et répondre à ces questions nécessite de puiser dans toutes les ressources intellectuelles disponibles – du Nord ou du Sud, de l'Est ou de l'Ouest – sans en disqualifier aucune a priori. Ces réponses sont le fruit d'un long processus de négociation entre idées et réalités, et d'échanges entre les différentes traditions intellectuelles. Nous devons donc pratiquer l'agnosticisme et l'éclectisme théoriques, en englobant des concepts issus de multiples traditions plutôt qu'en sacralisant ou en rejetant certaines théories particulières.

**NS : Permettez-moi de poursuivre avec deux autres questions. Vous suggérez que la valeur des sociologies nationales réside dans les questions qu'elles posent plutôt que dans la formulation de théories distinctes. Mais comme le soutiennent depuis longtemps les sociologues féministes, il n'existe guère de point de vue neutre : les questions que nous posons sont conditionnées par les outils conceptuels et les prismes analytiques dont nous disposons. Les paradigmes dominants peuvent même empêcher ne serait-ce que soient posées certaines questions. De ce point de vue, les sociologies nationales ou régionales ne se limitent pas à formuler des questions locales, mais développent également des cadres alternatifs qui rendent possibles de nouveaux types de recherche. Que répondez-vous à cela ?**

**AK :** Je suis d'accord, mais je pense que cela fonctionne dans les deux sens. Tout comme les perspectives dites « uni-

versalistes » peuvent limiter les questions que nous sommes en mesure de poser, les perspectives « nationales » peuvent également exclure d'autres pistes de réflexion. Cette tension est particulièrement évidente dans les études féministes. Si la position universaliste adoptée par certains courants féministes dans les pays du Nord les a souvent rendus aveugles à des problèmes et possibilités théoriques alternatifs émergeant du Sud, une grande partie de la conscience féministe dans les pays du Sud a en fait été façonnée par l'engagement en faveur de programmes féministes originaires du Nord. C'est précisément pour cette raison qu'un dialogue soutenu et actif entre les différentes approches est essentiel.

**NS : Dans le prolongement de cela, puisque vous soulignez que les sociologies nationales apparaissent à travers les questions qu'elles soulèvent, pourriez-vous nous parler des types de questions et de thèmes qui ont défini la sociologie iranienne au cours des dernières décennies ?**

**AK :** La société iranienne a connu au cours des 50 à 60 dernières années des changements considérables, qui ont influencé les questions abordées par les sociologues. Parmi ces changements, figurent la modernisation et la sécularisation rapides menées par l'État pendant la période pré-révolutionnaire, la progression inattendue de la religion en tant que force politique et personnelle puissante pendant la révolution islamique de 1979, qui a mobilisé environ 10% de la population, et la guerre Iran-Irak, la plus longue du XX<sup>e</sup> siècle.

Les dernières décennies ont été marquées à la fois par la sécularisation – soit l'abandon total de la religion, soit l'adoption d'une spiritualité personnalisée, libre de toute institution, rituel, hiérarchie cléricale ou théologie – et par une forme de laïcité dans laquelle la religion est moins importante que l'État, conséquence involontaire de leur fusion dans le cadre d'une islamisation agressive.

L'Iran présente également un profil migratoire singulier : c'est à la fois un important pays d'émigrants et d'accueil de migrants. Le pays accueille en effet quelque 4,5 millions de réfugiés (soit environ 5% de la population), tandis que quelque 8 millions d'Iraniens vivent à l'étranger (environ 9%). Des sondages semblent indiquer que plus de la moitié de la population émigrerait si cela était possible, ce qui fait de l'Iran un cas rare pour étudier simultanément l'immigration et l'émigration.

Enfin, un véritable et puissant mouvement féministe a vu le jour, en réaction aux inégalités systémiques entre les sexes et à la culture patriarcale – un mouvement qui a contribué à redéfinir la nature, la portée et les revendications des mouvements sociaux dans le pays. Ces évolutions interdépendantes – revirements idéologiques, changements religieux, guerre, migration et rapports hommes-femmes – ont alimenté une recherche sociologique très dynamique

en Iran et au sein de la diaspora iranienne, en particulier dans les domaines de la sociologie de la migration, de l'identité, du genre et du capital social.

**NS : Dans ce contexte, quels sont selon vous les principaux obstacles à l'essor de la sociologie en Iran aujourd'hui, et en quoi ces obstacles déterminent-ils le type de questions qui peuvent ou ne peuvent pas être posées ?**

**AK :** Les restrictions imposées par l'État à la liberté de faire des recherches constitue l'obstacle le plus important. Le Dr. Saeed Madani, éminent sociologue spécialiste des problèmes sociaux, est actuellement en prison ; la Dr. Fariba Adelkhah, anthropologue basée en France, a passé plusieurs années en prison avant d'être libérée. Beaucoup d'autres, expulsés des universités iraniennes, continuent néanmoins à réaliser un travail exceptionnel.

Ceci est étroitement lié à la primauté persistante de l'État et du « politique » dans l'imaginaire intellectuel des Iraniens, y compris de nombreux spécialistes en sciences sociales. Cette préoccupation tend à éclipser le « social » lui-même, ce qui conduit à limiter le type de questions posées et les orientations analytiques poursuivies. On constate notamment un manque de recherches sur les moyens d'action des communautés ou les initiatives locales dans un contexte où l'État ne veut pas, ou ne peut pas, fonctionner comme prévu.

Un autre obstacle a trait à une double pathologie, celle d'une fascination excessive pour la théorie – proche d'un fétichisme – conjuguée à des travaux empiriques athéoriques, ce que C. Wright Mills appelait « l'empirisme abstrait ». La sociologie iranienne a besoin de recherches empiriques davantage axées sur la théorie, qui soient à la fois fondées et conceptuellement solides.

Enfin, la sociologie iranienne reste largement déconnectée de la sociologie mondiale et de la recherche comparative, y compris de contextes régionaux et/ou historiques comparables tels que la Turquie, l'Égypte ou l'Arabie saoudite.

Cela dit, de nouveaux mécanismes permettent aujourd'hui à la sociologie iranienne de s'inscrire dans des débats plus larges. Un nombre croissant de jeunes sociologues, souvent issus de la deuxième génération d'immigrés et basés hors d'Iran, apportent une énergie et une curiosité nouvelles à l'étude de la société iranienne. Bien que parfois idéalisés, leurs travaux ont joué un rôle essentiel pour traduire les réalités sociales iraniennes auprès d'un public international et donner une meilleure visibilité internationale à ce domaine de recherche. Par ailleurs, les efforts

déployés en Iran pour traduire, à une vitesse remarquable, des ouvrages sociologiques classiques et contemporains en persan, constitue un autre facteur important. Ce mouvement en faveur de la traduction en persan a considérablement influencé le discours universitaire local et exposé les universitaires iraniens aux débats mondiaux, même si cette évolution n'intervient encore principalement qu'au niveau de la réception plutôt que de la contribution.

**NS : Ce mouvement de traduction est certes impressionnant, mais il met également en évidence une asymétrie plus profonde : le flux de traduction reste en grande partie unidirectionnel. Les ouvrages produits en dehors de l'Iran – en particulier ceux rédigés en anglais – sont traduits en persan, tandis que très peu d'ouvrages sociologiques écrits en persan sont traduits dans d'autres langues, et que les sociologies arabe, turque, kurde et autres sociologies de la région ne sont guère diffusées en Iran. Ce déséquilibre linguistique et épistémique soulève des questions plus générales. Partant de ce constat, comment envisagez-vous la place de l'Iran dans le projet plus large d'une sociologie du Sud global, et en particulier par rapport à la sociologie du Moyen-Orient ?**

**AK :** Vous avez raison : ce flux à sens unique est malsain pour la sociologie iranienne. Les associations iraniennes de sociologie pourraient contribuer à établir des liens plus systématiques et réguliers avec leurs homologues de la région et d'ailleurs, ce qui serait bénéfique pour tous.

Comme l'a fait valoir Michael Burawoy, les sociologies nationales, à l'instar des identités personnelles, se forment de manière relationnelle et ne peuvent se comprendre qu'à travers leurs interactions avec les autres. Selon ses propres termes : « Nous ne pouvons pas continuer à envisager le particulier – qu'il s'agisse des États-Unis ou de la France, des hommes ou des colonisateurs – comme étant l'universel. Mais nous ne pouvons pas non plus retomber dans le terrain marécageux de particularismes déconnectés. La sociologie globale doit se construire sur un dialogue entre les particularismes. »

Pour adapter une réflexion de Michel Foucault, on pourrait dire que l'avenir de la sociologie réside dans les espaces de rencontre – là où l'Europe et ce qui n'est pas l'Europe, l'Occident et l'Orient, le Nord et le Sud, ainsi que les diverses composantes de chacun de ces espaces, se rencontrent et se remettent mutuellement en question. La contribution de la sociologie iranienne à cet avenir dépend de la capacité à cultiver une discipline fondée sur des questions réelles et contextuelles : ni prisonnière de modèles théoriques importés, ni réduite à l'exceptionnalisme national. ■

Contact :  
Nazanin Shahrokni <[nazanin\\_shahrokni@sfu.ca](mailto:nazanin_shahrokni@sfu.ca)>

> Entre répression et pertinence :

# Repenser la sociologie à travers le prisme de l'Iran

**Nazanin Shahrokhni**, Université Simon Fraser (Canada) et **Reyhaneh Javadi**, Université de l'Alberta (Canada)



Ce dossier consacré à la sociologie de l'Iran paraît à un moment où la production de connaissances dans le pays est mise à très rude épreuve. La sociologie iranienne est depuis longtemps traversée par des débats sur son rôle public, qu'il s'agisse de servir de voix critique, d'outil de diagnostic des crises sociales ou de médiateur entre l'État et la société. Aujourd'hui, cependant, le terrain sur lequel se déroulent ces débats s'est considérablement rétréci. La répression politique, le musellement des voix universitaires dissidentes dans une sphère publique fracturée, la précarité économique, les sanctions internationales et les mesures de restriction en matière de mobilité et de visas ont conjointement contribué à affaiblir les infrastructures institutionnelles et intellectuelles qui soutiennent la vie universitaire. Les universités doivent composer avec des contraintes politiques de plus en plus strictes, les fonds de recherche sont rares et la collaboration internationale devient de plus en plus difficile. Pourtant, la sociologie

iranienne persiste, grâce aux chercheurs qui continuent d'analyser et de s'engager face aux profondes transformations qui modèlent leur société.

Alors que nous préparons ce dossier, il est devenu impossible d'ignorer l'instabilité de la situation actuelle en Iran. Le pays a traversé une succession de crises qui illustrent la précarité du milieu universitaire et de la production de connaissances dans le pays. En juin 2025, Israël a lancé une guerre de douze jours contre l'Iran, bombardant des infrastructures militaires et civiles à travers tout le territoire. Quelques mois plus tard, les soulèvements de janvier 2026 ont éclaté, auxquels l'État a répondu par une répression brutale qui a fait des milliers de morts parmi les civils. [D'après l'Association iranienne de Sociologie](#), aussi bien les manifestations que la riposte violente des autorités n'étaient ni inédites ni imprévisibles. L'Association a averti que la normalisation de la violence constituait une menace pour la solidarité sociale et la dignité



humaine. Dans ce contexte, la sociologie devient plus – et non moins – nécessaire, comme moyen de rendre compte des crises, d'en interpréter les fondements structurels et de poursuivre le débat public sur les futurs possibles.

Pourtant, même ces conditions déjà difficiles ont été encore aggravées. Au moment où ce dossier est prêt à être publié, une nouvelle vague de frappes militaires coordonnées entre les États-Unis et Israël a de nouveau fait sans discernement des victimes civiles à travers tout le pays. Parmi les victimes figurent plus de 100 écolières de moins de 12 ans, tuées lors d'une attaque dévastatrice contre une école primaire dans la petite ville de Minab, dans le sud du pays. Les bombardements ont ravagé encore davantage les infrastructures, aggravant un paysage institutionnel déjà fragile et mettant en péril les fondements intellectuels laborieusement construits et entretenus par des générations de spécialistes en sciences sociales iraniens.

Dans leur ensemble, ces évolutions reflètent le contexte dans lequel la sociologie iranienne doit œuvrer. Les chercheurs sont confrontés à des pressions venant de toutes parts – à la fois une répression interne qui restreint l'autonomie intellectuelle et le débat public, et une coercition militaire et économique extérieure qui déstabilise d'autant plus les institutions dont dépend la vie universitaire. Ce recueil d'articles porte donc non seulement sur la société iranienne, mais aussi sur les conditions dans lesquelles la sociologie elle-même doit perdurer et intervenir.

## > Les travailleurs et les infrastructures font l'objet d'attaques répétées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Iran

C'est peut-être à travers l'existence physique précaire de l'Association iranienne de Sociologie que la fragilité de ces conditions est la plus visible. Son siège officiel à l'Université de Téhéran reste à la merci de la surveillance réglementée par l'État et expose l'Association à des pressions récurrentes qui menacent son autonomie. Ses efforts inaboutis pour obtenir un siège indépendant permanent illustrent encore davantage la contraction générale de l'activité sociologique et publique. Ces incertitudes institutionnelles s'accompagnent de vagues récurrentes d'arrestations visant des universitaires, des traducteurs et des chercheurs, ébranlant non seulement des individus, mais aussi les infrastructures qui soutiennent la pensée critique. Dans ces conditions, le travail sociologique comporte souvent des risques personnels considérables. Ces pressions ont des racines historiques profondes : la sociologie a longtemps été considérée comme idéologiquement suspecte, et s'est vue soumise de manière répétée à une islamisation, à un « nettoyage » disciplinaire et à une sécurisation persistante.

Ces contradictions ne s'arrêtent pas aux frontières de l'Iran. Les universitaires irano-américains et autres uni-

versitaires de la diaspora, confrontés à une surveillance accrue et à des restrictions de mobilité, aussi bien en Iran que dans les institutions universitaires occidentales, doivent composer avec des logiques sécuritaires concomitantes qui limitent leurs déplacements et leurs collaborations. La suspicion qui entoure la sociologie en Iran se poursuit de plus en plus à l'étranger.

## > Des formes inattendues de résilience

Pourtant, ces pressions interviennent parallèlement à des changements positifs. L'élection en 2025 de Shirin Ahmadnia comme première femme présidente de l'Association iranienne de Sociologie a suscité de nombreuses réactions, signalant à la fois la reconnaissance tardive du travail sociologique des femmes et la possibilité de reconfigurer un espace institutionnel historiquement masculin dans une discipline désormais largement soutenue par des étudiantes. Le fait qu'une telle élection ait eu lieu dans un contexte d'instabilité institutionnelle est en soi révélateur : même lorsque les structures s'affaiblissent, de nouvelles revendications de visibilité et d'autorité émergent. Dans ce contexte tendu, la sociologie iranienne a développé des formes inattendues de résilience, les chercheurs et les étudiants se créant des espaces de réflexion et de débat dans tout un ensemble d'universités, d'instituts privés, de groupes de lecture et de réseaux de la diaspora.

## > Les objectifs de cette série d'articles, et un outil heuristique

Cette série d'articles poursuit deux objectifs. Elle vise à mettre en avant à la fois la vitalité intellectuelle de la sociologie iranienne et les obstacles qui délimitent sa pratique, et inscrit ces débats dans le cadre d'efforts disciplinaires plus larges visant à repenser la sociologie à travers un cadre mondial adapté aux géographies inégales du pouvoir. À titre d'outil heuristique, nous introduisons une distinction entre *la sociologie en Iran* et *la sociologie de l'Iran*, non pas comme une opposition géographique binaire, mais comme un moyen de marquer les fissures épistémiques, méthodologiques et politiques qui circonscrivent ce domaine.

## > Sociologie en Iran et sociologie de l'Iran : circulations d'un contexte à l'autre

Par *sociologie en Iran*, nous entendons les diverses pratiques professionnelles, pédagogiques et de recherche qui prennent forme au sein des universités, associations, instituts privés et réseaux intellectuels informels iraniens. Celles-ci comprennent non seulement la production de connaissances sociologiques, mais aussi leur diffusion grâce à une industrie de la traduction très dynamique, des conférences publiques, des ateliers et des espaces d'enseignement semi-indépendants qui soutiennent l'engagement sociologique au-delà des institutions formelles.

Ces pratiques se déroulent dans un contexte de censure, de surveillance, de contrôle idéologique, d'austérité économique et de filtrage institutionnel international, notamment en matière de langue, de réputation et de barrières géopolitiques : des contraintes qui rendent la recherche critique risquée et inégale, mais qui sont aussi à l'origine de stratégies inventives en matière de collaboration, de pédagogie et de débat public.

Par *sociologie de l'Iran*, nous entendons l'ensemble des travaux universitaires qui cherchent à comprendre l'Iran – ses configurations sociales, son histoire et son économie politique – qu'ils soient produits à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. La plupart de ces travaux circulent au sein des systèmes universitaires internationaux et reflètent les attentes de « lisibilité » des publics dominants de la discipline. Ces pressions peuvent conduire à mettre de côté les concepts, les priorités et les lexiques épistémiques qui émergent en Iran, même si elles facilitent une visibilité et un débat plus larges à l'échelle internationale.

Il est important de noter que ces orientations ne constituent pas des domaines fixes ni des catégories opposées. Les idées, les archives et les sensibilités méthodologiques circulent au-delà des frontières, malgré les barrières politiques et institutionnelles. Les chercheurs évoluent entre ces positions au cours de leur carrière, et leur travail est marqué par des combinaisons changeantes en matière d'accès, de contraintes et de publics.

## > Soupçonnés dans le monde entier et entravés par les sanctions

Pourtant, les asymétries en matière de visibilité, de ressources et de reconnaissance institutionnelle restent importantes. Les chercheurs en Iran doivent composer avec la censure, la surveillance et la précarité matérielle ; ceux qui se trouvent à l'étranger sont confrontés à des régimes de sanctions, à des restrictions en matière de visas et au regard disciplinaire des institutions occidentales. Pour de nombreux universitaires de la diaspora, cela revient à être considérés comme suspects dans les deux pays – surveillés en Iran et scrutés en Amérique du Nord ou en Europe – et cela a des répercussions sur ce qu'ils peuvent étudier, écrire et partager.

Ces fractures se trouvent aggravées par des facteurs géopolitiques. Les sanctions américaines ont rendu difficile, voire parfois impossible, pour les universitaires basés en Iran d'intégrer des réseaux universitaires internationaux, de payer leurs cotisations à des associations professionnelles ou d'assister à des conférences. L'Association iranienne de Sociologie, qui a été par le passé un pôle très dynamique de débat public, peine aujourd'hui à maintenir ses activités de base en raison des contraintes économiques et des pressions exercées par les institutions. Ces exclusions ne limitent pas seulement la so-

ciologie iranienne, elles affaiblissent également la sociologie globale en normalisant l'absence de voix issues de contextes soumis à des sanctions et à la surveillance et structurellement marginalisés.

## > Des contraintes épistémiques, méthodologiques et institutionnelles

Dans l'ensemble d'articles qui suit, ces dilemmes sont abordés sous différents angles. Certains examinent les conditions institutionnelles dans lesquelles s'exerce la sociologie ; d'autres explorent des questions épistémiques de fond ; l'entretien avec Abdolmohammad Kazemipur replace pour sa part les débats iraniens dans le cadre plus général d'une réflexion théorique sur le particularisme et l'universalité.

Dans leurs articles, Aghil Daghighaleh et Shiva Alinaqian retracent les silences épistémiques autour de l'appartenance ethnique et du genre, ce qui permet de mettre en lumière la façon dont un centre normatif dominant – défini par l'intersection des hiérarchies de genre, ethniques et de classe – a longtemps structuré la sociologie iranienne, positionnant les perspectives périphériques et féministes comme marginales ou suspectes. Ces exclusions ne sont pas seulement intellectuelles, mais aussi institutionnelles. Comme le montre Esmail Khalili, l'Association iranienne de Sociologie incarne une « institutionnalisation de la non-institutionnalisation », soit un mode d'existence en tant qu'organisation où l'aspiration à institutionnaliser la sociologie persiste alors même que les structures destinées à soutenir celle-ci sont continuellement sapées. L'analyse de Khalili met en évidence le paradoxe qui consiste à ce qu'une grande partie de l'énergie déployée dans ce domaine soit consacrée à établir des formes institutionnelles durables, alors même que précisément ces efforts interviennent dans des contextes qui limitent l'autonomie réelle et conduisent à reproduire les limites qu'ils cherchent à dépasser. On retrouve ce type de tension dans les études sur la privatisation : Reyhaneh Javadi et Zohreh Bayatrizi montrent ainsi comment la privatisation de la sociologie, à l'origine pensée comme un remède partiel à l'absence d'autonomie des universités, a au contraire renforcé la logique néolibérale de marchandisation, transformant l'enseignement en un marché de certification plutôt qu'en un bien public.

Les difficultés méthodologiques abordées lors de la table ronde organisée sous le titre « La recherche sociologique sur l'Iran, sous contrainte » portent à étendre cette analyse à la pratique quotidienne de la recherche. Des limites du travail de terrain aux procédures éthiques opaques, en passant par la menace de criminalisation, les participants montrent comment les environnements très politisés – que ce soit en Iran ou dans les contextes diasporiques et institutionnels dans lesquels l'Iran est étudié – influent non seulement sur ce qui peut être étudié, mais aussi sur la

manière dont les données peuvent être collectées, archivées et diffusées.

## > De nouvelles pratiques transformatrices et des modes d'engagement innovants

Mais les articles ici réunis mettent également en lumière les possibilités élaborées en dépit de toutes ces contraintes. Malgré leur marginalisation au sein des institutions officielles, des universitaires féministes continuent de produire des analyses incisives sur le genre, la religion et le pouvoir étatique. Par ailleurs, des travaux sur les questions ethniques bousculent les orthodoxies nationalistes, en soulignant que les différences ethniques doivent être replacées dans le contexte historique de la formation des États, de la souveraineté et de la résistance au quotidien. L'Association iranienne de Sociologie, malgré la précarité de ses locaux et sa dépendance vis-à-vis des universités publiques ou de la bonne volonté des autorités, reste un lieu d'échanges par le biais de conférences, de publications et d'événements ouverts au public. Et les cours de sociologie dans des établissements privés et semi-privés offrent de leur côté des espaces pédagogiques hybrides, à mi-chemin entre résistance et reproduction néolibérale. Dans tous ces contextes, les sociologues transforment les limitations qui leur sont imposées en innovations méthodologiques et conceptuelles.

Conjointement, tous ces articles mettent en lumière un domaine caractérisé à la fois par des contraintes complexes qui s'exercent à diverses échelles et par des modes d'engagement diversifiés et inventifs. Ils font apparaître un domaine continuellement remodelé par l'action conjuguée des pressions structurelles et des pratiques ingénieuses mises en œuvre par les chercheurs pour persévérer, s'adapter et intervenir.

## > Une sociologie avec l'Iran

Ce dossier n'a pas pour objectif de dresser un tableau exhaustif de la sociologie iranienne, mais plutôt de re-

placer ces pressions dans un ensemble plus général de questions qui concernent la discipline de la sociologie. Les diverses formes de précarité que connaît la sociologie en Iran/de l'Iran font écho à des tendances plus générales qui traversent l'ensemble des pays du Sud global, où les sociologues sont confrontés à des gouvernements autoritaires, aux pressions du marché et à un accès inégal aux circuits mondiaux de la connaissance. En rassemblant ces articles, nous cherchons non seulement à témoigner de ces difficultés, mais aussi à inviter les lecteurs à réfléchir aux perspectives conceptuelles et méthodologiques que ces réflexions apportent à la discipline dans son ensemble. En ce sens, l'histoire de la sociologie iranienne devient une histoire de la sociologie elle-même – celle de ses limites, de ses possibilités et de sa lutte permanente pour continuer de rendre des comptes aux sociétés dont elle est issue.

Ce que nous proposons est par conséquent un geste dans le sens d'une *sociologie avec l'Iran*, soit un mode d'engagement fondé sur la collaboration, la réciprocité et la réflexivité. Cette approche ne résout pas les tensions entre la sociologie *en* Iran et la sociologie *de* l'Iran, mais elle met l'accent sur la nécessité de travailler à travers et entre celles-ci. La sociologie iranienne est ainsi reconnue comme un élément central – et non périphérique – pour repenser les trajectoires mondiales de la discipline et remettre en question les exclusions qui définissent la production et la circulation des connaissances sociologiques.

Une telle position revient à refuser de traiter la sociologie iranienne comme un cas particulier ou un objet d'examen externe. Elle consiste au contraire à affirmer que le travail intellectuel, les luttes institutionnelles et les innovations méthodologiques des sociologues iraniens constituent des contributions essentielles à la sociologie en général. À un moment où les voix iraniennes sont systématiquement exclues des instances internationales, l'impératif de construire une sociologie avec l'Iran est également un impératif de justice pour notre discipline. ■

Contact :  
 Nazanin Shahrokni <[nazanin\\_shahrokni@sfu.ca](mailto:nazanin_shahrokni@sfu.ca)>  
 Reyhaneh Javadi <[javadi1@ualberta.ca](mailto:javadi1@ualberta.ca)>

# > L'Association iranienne de Sociologie : l'institutionnalisation de la non-institutionnalisation

**Esmail Khalili**, ancien membre de l'Institut des Études civilisationnelles et socio-culturelles et vice-président de l'Association iranienne de Sociologie (2021-25) (Iran)



Sixième Conférence de Réflexion conceptuelle et critique sur la société iranienne, en septembre 2025. Crédit : Mohadeseh Ghazvini.

**L**a sociologie a fait son apparition dans le paysage de l'enseignement supérieur iranien avec la création de l'Université de Téhéran en 1934, où Gholamhossein Sadighi, diplômé de la Sorbonne, a commencé à enseigner cette discipline en 1940. À ses débuts, la sociologie en Iran était un domaine restreint et élitiste, marqué par les influences intellectuelles françaises et lié au projet moderniste de création de l'État Pahlavi. Elle est restée une discipline exercée principalement au sein de l'élite universitaire de Téhéran, dont la portée institutionnelle est limitée et la communauté professionnelle peu nombreuse.

La Révolution de 1979 puis la Révolution culturelle (1980-1983) ont entraîné à la fois une rupture et une expansion. La République islamique nouvellement éta-



blie a procédé à une restructuration radicale du système universitaire, en expulsant les enseignants jugés idéologiquement suspects, en fermant des universités à des fins de réorganisation et en intégrant un contrôle idéologique à chaque étape de la vie universitaire. La sociologie – à l’instar des autres sciences sociales – a été soumise à une étroite surveillance, des courants intellectuels entiers étant purgés et les programmes d’enseignement réécrits pour cadrer avec les valeurs islamiques et révolutionnaires.

Paradoxalement, la période de reconstruction qui a suivi la fin de la guerre Iran-Irak, à la fin des années 1980 et dans les années 1990, a été marquée par une expansion rapide de l’enseignement supérieur et une augmentation spectaculaire du nombre d’étudiants en sociologie. Mais la croissance institutionnelle de la discipline était profondément ancrée dans l’appareil bureaucratique et idéologique de l’État rentier. Les promotions universitaires, le financement de la recherche et les nominations au sein des départements étaient moins régis par l’autonomie intellectuelle ou le mérite que par la loyauté politique, les réseaux personnels et la soumission à la bureaucratie. Alors que le nombre même de départements de sociologie et d’étudiants en sociologie augmentait, la qualité de la vie intellectuelle se trouvait déterminée par la tension entre l’expansion de la discipline et les contraintes liées au contrôle idéologique.

## > Un courant dominant varié et conforme aux exigences bureaucratiques, et une périphérie universitaire diversifiée

Dans ce contexte postrévolutionnaire, la sociologie iranienne s’est de plus en plus diversifiée. L’interaction entre le filtrage idéologique, le formalisme bureaucratique et l’économie de prestige de l’université rentière a donné lieu à une profession dans laquelle les universitaires occupaient des positions différentes – et parfois très divergentes. Certains sont entrés dans le milieu par des voies rentières liées à l’idéologie officielle, mettant à profit leur loyauté politique pour accéder à des postes de direction au sein de réseaux universitaires oligarchiques. D’autres, moins engagés idéologiquement mais en quête de sécurité et d’avancement dans le cadre des règles existantes du système, ont endossé par intérêt pragmatique des rôles bureaucratiques.

On trouvait également des idéologues convaincus – qu’ils soient religieux, de gauche ou nationalistes – qui se situaient en marge du courant universitaire dominant, privilégiant l’affirmation politique plutôt que la recherche empirique approfondie. En dehors du noyau universitaire, des chercheurs indépendants, dont beaucoup avaient été expulsés lors des purges des années 1980, ont continué à produire des travaux d’une valeur intellectuelle durable, sans être pour autant affiliés à aucune institution officielle.

La « périphérie universitaire » comprenait les personnes employées dans des instituts de recherche ou des organismes scientifiques, qui s’adressaient souvent à un public plus large par le biais de conférences publiques, de publications et de forums en ligne. Une génération plus jeune de chercheurs qui évoluaient en dehors du milieu universitaire a également vu le jour – certains exclus de l’université par la loi, d’autres l’évitant par choix –, qui ont maintenu le dialogue avec les courants intellectuels critiques mondiaux. La diaspora iranienne comprenait deux groupes distincts : ceux qui avaient été formés en Iran mais qui ne pouvaient pas y retourner en raison d’interdictions politiques, et ceux qui étaient nés ou avaient grandi à l’étranger mais dont les travaux maintenaient un lien profond avec la société iranienne. Enfin, il y avait les « chercheurs d’identité » : des diplômés pour qui la sociologie correspondait moins à une vocation intellectuelle durable qu’à une forme d’affiliation personnelle ou symbolique leur offrant une reconnaissance, un statut ou un sentiment d’appartenance plutôt que le sentiment d’une contribution scientifique continue.

## > Héritages

Si ce paysage professionnel complexe et fragmenté existait déjà avant la création de l’Association iranienne de Sociologie, il a cependant profondément marqué sa culture et sa dynamique interne. La coexistence d’orientations aussi diverses – allant de la loyauté bureaucratique à l’indépendance radicale, de l’engagement intellectuel à l’échelle mondiale à une identification purement personnelle – a fait que la vie institutionnelle de l’Association iranienne de Sociologie se caractérise à la fois par le pluralisme et par les tensions.

Ces héritages ont ouvert la voie à ce que l’on pourrait appeler l’institutionnalisation de la non-institutionnalisation : une culture professionnelle où l’apparence de vitalité scientifique l’emporte souvent sur la production réelle de connaissances.

## > Entre la forme et la substance

À l’aune des critères officiels, l’Association iranienne de Sociologie a accompli des progrès notables en termes d’institutionnalisation : le nombre de ses membres a augmenté, son congrès annuel s’est développé, et sa présence s’est renforcée dans les débats publics. La première étape décisive vers la création d’une organisation professionnelle officielle avait été franchie en 1991, lorsque 17 sociologues iraniens, pour la plupart formés en Europe et aux États-Unis, ont fondé l’Association iranienne de Sociologie. Durant sa phase de formation, l’association a acquis une organisation interne plus structurée. Outre des fonctions administratives, telles que l’organisation évolutive de ses congrès et de ses publications, elle a créé des groupes

de travail correspondant à divers sous-domaines de la sociologie. Mais bon nombre de ces groupes ont cependant fonctionné sans orientation ni ensemble d'objectifs clairement définis.

Il en ressort un paradoxe que l'on pourrait qualifier d'« institutionnalisation de la non-institutionnalisation ». Le fonctionnement des associations scientifiques revient souvent à privilégier la forme au détriment du fond : la mise en scène de la production de connaissances à travers des conférences, des ateliers et des réunions devient la mesure même de la légitimité, tandis que la conception effective de nouvelles approches reste secondaire. En ce sens, l'hétéronomie prend forme non seulement par la dépendance vis-à-vis de forces extérieures, mais aussi par la routinisation de pratiques qui simulent un travail intellectuel sans pour autant produire de résultats tangibles.

## > Une consolidation suivie d'un renforcement des conventions

Les années comprises entre 2000 et 2015 ont constitué une période de relative stabilité et de consolidation, durant laquelle l'Association iranienne de Sociologie a acquis une crédibilité tant sur le plan scientifique que social. Mais les années qui ont suivi ont été marquées par un renouvellement générationnel : au cours de cette période, de nombreux chercheurs confirmés se sont retirés de la vie active, tandis que les nouveaux venus – qui évoluaient souvent dans un environnement universitaire contraignant – disposaient de moins de possibilités de formation et d'intégration systématiques dans les réseaux professionnels. Alors que la croissance quantitative se poursuivait, le noyau intellectuel de l'association s'est affaibli. Les normes et routines institutionnelles établies pendant la période de stabilisation se sont ancrées, formant une identité qui avait autrefois été efficace mais qui est depuis devenue réfractaire au changement.

Le modèle organisationnel initial de l'Association iranienne de Sociologie reposait moins sur une planification explicite que sur des savoirs tacites, à savoir les habitudes informelles et les présupposés de ses membres fondateurs. Plutôt que de mettre en place des structures adaptées aux réalités iraniennes, l'association a essentiellement reproduit le modèle des associations professionnelles européennes et américaines. Cette imitation a donné à l'association l'apparence d'une organisation en bonne et due forme, mais sans l'adaptation réfléchie ni les règles codifiées susceptibles d'ancrer une identité institutionnelle durable. En conséquence, l'association ne dispose pas de documents fondateurs énonçant sa mission intellectuelle, ses codes éthiques et scientifiques, ni sa vision à long terme. Les débats sur des questions centrales pour l'activité scientifique – telles que la démocratie, l'éthique associative ou la répartition des tâches entre les groupes de travail – restent peu développés.

L'absence de normes codifiées a conduit l'Association iranienne de Sociologie à fonctionner sur la base de conventions non codifiées et de prises de décisions personnalisées. Il s'agit moins d'une institution moderne que d'un hybride : organisée dans les formes, mais dépourvue de l'auto-compréhension réflexive nécessaire à la pérennité institutionnelle. Cette « non-institutionnalisation au sein de l'institutionnalisation » est visible dans ses processus démocratiques : les membres de l'association s'engagent rarement dans des délibérations de fond sur son orientation, et la plupart ne conçoivent pas celle-ci comme un projet intellectuel et organisationnel commun.

## > Le prestige l'emporte sur la rigueur intellectuelle et le sens des responsabilités

Dans le même temps, la vie interne de l'association a été marquée par des paradoxes. L'Association iranienne de Sociologie reproduit les rituels apparents de la vie associative – conférences, élections, publications – sans pour autant atteindre pleinement les objectifs fondamentaux d'une société savante. Au lieu d'encourager une contestation intellectuelle vigoureuse autour des théories, des méthodes ou des priorités de recherche, ses énergies compétitives se concentrent souvent sur des questions de prestige, de visibilité et d'identité. Les impulsions militantes et les quêtes identitaires, devenues plus visibles ces dernières années, ont certes contribué à faire mieux connaître l'Association, mais ont parfois relégué au second plan la tâche consistant à mettre en œuvre une structure institutionnelle durable.

Ces dynamiques s'articulent autour de trois axes de concurrence qui s'entrecroisent : un axe idéologique, un axe lié au prestige, et un axe institutionnel. Les clivages idéologiques, autrefois atténués par la relative homogénéité des premiers membres, se sont accentués et recourent souvent l'activisme et les questions identitaires. La concurrence liée au prestige reproduit plus généralement la culture du milieu universitaire iranien, où les postes de direction sont davantage recherchés pour le capital symbolique que pour la responsabilité intellectuelle. L'axe institutionnel, quant à lui, reste peu développé : bien qu'elle organise colloques et conférences, l'Association iranienne de Sociologie ne fait guère preuve de dynamisme scientifique (débats sur les théories, les méthodologies ou les programmes de recherche) susceptible de favoriser la consolidation d'une communauté de recherche solide.

Ces tendances ne sont pas seulement internes, dans la mesure où elles se trouvent renforcées par les faiblesses structurelles du propre système universitaire iranien : formation scientifique inégale avant la création de l'association, encadrement limité au sein des universités, et prédominance de logiques de rente et de cliques universitaires oligarchiques. Pris dans leur ensemble, ces éléments mettent en lumière le paradoxe d'une association qui, bien

que dotée d'une existence officielle et d'une visibilité publique, et bien qu'étant en pleine expansion quantitative, peine toujours à établir des fondements intellectuels et institutionnels durables, ce qui laisse la question de son avenir ouverte.

## > Les perspectives d'avenir

Au milieu des ambiguïtés institutionnelles de l'Association iranienne de Sociologie, des possibilités de transformation commencent à se dessiner. Un nombre limité mais croissant de chercheurs critiques, souvent privés des privilèges dont bénéficiaient les générations précédentes, participe activement aux débats critiques mondiaux, résiste à la recherche identitaire de prestige et s'efforce de se forger une identité scientifique indépendante des hégémonies dominantes. Leurs engagements, ancrés dans la pratique démocratique, le pluralisme intellectuel et la réflexivité institutionnelle, restent marginaux au sein de la culture dominante de l'association, mais indiquent néanmoins des voies possibles de renouveau.

Pour que ces courants puissent se consolider, plusieurs piliers interdépendants sont indispensables : la démocratie, afin de canaliser l'hétérogénéité vers la délibération plutôt que vers le factionnalisme ; le pluralisme, pour garantir que les groupes de travail reflètent des orientations diverses ; l'autonomie opérationnelle, pour permettre à ces groupes de définir des programmes de fond ; et la continuité de conférences périodiques, axées sur une recherche centrée sur les problèmes plutôt que sur des priorités identitaires ou dictées par le prestige. L'évolution progressive vers des communications présentées en conférence et davantage axées sur les problèmes laisse entrevoir une ouverture à un tel changement, ce qui pourrait favoriser des collaborations qui s'étendent au-delà de la conférence elle-même.

## > Le défi à venir

L'Association iranienne de Sociologie est aujourd'hui le fruit d'un héritage complexe, composé à la fois de la sociologie élitiste influencée par l'étranger de la période pré-révolutionnaire, des ruptures idéologiques et des purges des années 1980, de l'expansion bureaucratique et rentière des décennies qui ont suivi la guerre Iran-Irak, et de la culture intellectuelle de plus en plus fragmentée actuelle. Cette histoire a doté l'Association iranienne de Sociologie à la fois de vitalité et d'instabilité : une large base de membres, allant des loyalistes bureaucratiques aux intellectuels indépendants en passant par des chercheurs critiques engagés à l'échelle mondiale, mais sans une conception clairement codifiée d'elle-même ni une culture du débat démocratique.

Le défi à relever ne consiste pas à croître en nombre ou à gagner en visibilité, mais à développer des habitudes, des normes et des structures permettant à l'association de devenir plus que la simple somme de ses parties. Autrement dit, il s'agit de dépasser le paradoxe de la forme vide de substance, c'est-à-dire de transformer la représentation en action, et les apparences en véritable production scientifique. Si l'Association iranienne de Sociologie parvient à adopter véritablement le pluralisme, la délibération démocratique et l'autonomie intellectuelle, elle pourrait bien faire de son hétérogénéité une source de force collective. Sans un tel changement d'orientation, elle risque de rester une association par la forme mais dépourvue de substance : une institution qui donne l'apparence de la cohésion mais qui, en réalité, est fragmentée. La trajectoire qu'elle choisira définira le prochain chapitre de la vie collective de la sociologie en Iran. ■

Contact :  
Esmail Khalili <[esmaeil.khalili@gmail.com](mailto:esmaeil.khalili@gmail.com)>

# > Entre politique et profits : Les cours privés de sociologie en Iran

Reyhaneh Javadi et Zohreh Bayatrizi, Université de l'Alberta (Canada)



Le panneau signale la « Faculté des sciences sociales, Université de Téhéran ». Sur cette photo datant de 2009, l'ancien panneau repose contre un portail endommagé dans un coin de la cour de la faculté. Crédit : Reyhaneh Javadi.

**L**es forces politiques et économiques externes, nationales et internationales influent depuis longtemps sur l'enseignement et la recherche universitaires, souvent avec des effets à la fois constructifs et néfastes. Au cours des dernières décennies, le manque de moyens, les modèles de financement néolibéraux et la politisation de l'enseignement et de la recherche ont contraint les universités de nombreux pays à donner la priorité à des formations orientées vers les professions ainsi qu'à des recherches alignées sur les priorités de l'État ou du secteur privé. Sur le plan éducatif, le micro-crédentialisme (la tendance aux micro-certifications), les MOOC (cours en ligne ouverts à tous) et l'enseignement basé sur des certificats sont, au moins en partie, une réponse à ces pressions politico-économiques plus générales, avec pour conséquence d'intensifier la marchandisation de l'enseignement supérieur, d'affaiblir l'enseignement formel en classe et de dévaloriser de nombreux domaines de l'éducation et de la recherche.

À l'échelle locale, ces tendances générales tantôt bouleversent les dynamiques préexistantes, et tantôt les renforcent. Dans le cas de l'Iran qui nous intéresse ici, la censure politique, le sous-financement et les politiques

de recrutement privilégiant la loyauté idéologique au détriment du mérite scientifique limitent depuis longtemps l'enseignement de la sociologie. D'un autre côté, depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, la mobilisation étudiante favorise une éducation de meilleure qualité et le libre échange des idées. Les étudiants ont organisé des groupes de lecture sur des sujets populaires ou interdits et ont mis en place des classes privées avec des universitaires politiquement ostracisés. Au fil du temps, des cours privés payants ont également vu le jour pour combler les lacunes des universités et offrir des plateformes éducatives alternatives.

Dans cet article, nous nous intéressons aux cours privés de sociologie en Iran, en analysant leurs origines, leur structure, leurs participants, leur qualité perçue et, plus généralement, leurs implications politiques et scientifiques. Nous montrons que ces cours illustrent la double dynamique de marchandisation et de résistance du milieu universitaire. Pour cette étude, diverses méthodes ont été utilisées, notamment l'examen d'archives, des recherches sur Internet et des entretiens semi-structurés auprès de 28 étudiants et enseignants de huit instituts privés proposant des cours de sociologie. Il ressort de notre étude que si certaines de ces évolutions sont propres à l'Iran,

>>

elles correspondent à certains égards avec des changements d'ordre plus général qui sont à l'œuvre dans l'enseignement supérieur à travers le monde, en particulier la marchandisation du savoir. Cependant, dans le contexte iranien, les cours privés de sociologie constituent également un espace de résistance potentielle aux contraintes imposées par l'État.

### > Cours privés : des cercles de lecture à la recherche du profit

Si les cercles de lecture et les cycles de conférences existent depuis longtemps en Iran, les cours de sociologie payants ont surtout fait leur apparition dans le secteur privé dans les années 2010, dans des établissements d'enseignement tels que [Porsesh](#) et [Rokhdad-i Tazeh](#), deux instituts de renom basés à Téhéran. Des sociétés savantes, dont [l'Association iranienne de Sociologie](#), ont également commencé à proposer des cours payants. Les cours proposés par ces entités vont de sujets théoriques de niche et à la mode (Phénoménologie de l'esprit, Derrida dans La pharmacie de Platon) à des méthodologies appliquées (analyse du discours, codage NVivo). Ces instituts illustrent une forme d'« éducation dans l'ombre », qui fonctionne parallèlement aux institutions officielles, mais qui obéit à des motivations et des logiques différentes.

De nombreux cours privés sont dispensés sous forme de conférences, avec un nombre limité de participants et sans plan de cours ni évaluations ni devoirs. Quelques instituts privés délivrent des certificats, qui sont surtout utiles aux candidats au doctorat pour renforcer leur candidature. Les frais d'inscription, très variables, et les revenus limités provenant des enregistrements des cours constituent la source de revenu de ces instituts. Bien qu'il existe des motivations financières, les instituts privés de sociologie ne sont pas très rentables ; sur les huit instituts que nous avons identifiés, deux ont fait faillite.

Sans surprise, les instituts privilégient les sujets à la mode, peu coûteux et essentiellement composés de cours magistraux. Au départ, il s'agissait de sujets théoriques susceptibles de trouver facilement un public parmi la classe intellectuelle des grandes villes, comme à Téhéran, qui abrite plusieurs grandes universités et où les cercles intellectuels sont depuis longtemps nombreux. Mais ces cours ont aussi leurs détracteurs. L'une des personnes interrogées faisait observer que la recherche du profit conduit les instituts privés à accorder une plus grande place aux débats théoriques occidentaux de niche : « Ces instituts déterminent ce qui est important. Il s'agit d'entreprises puissantes qui se comportent comme des marchands. Et quelle est leur marchandise ? La pensée [sociale] est leur marchandise ; la pensée n'a aucun rapport avec notre situation sociale et économique. » (Personne interrogée n° 5).

### > Contre-publics subalternes privatisés

Ces espaces fonctionnent comme ce que Fraser appellerait des contre-publics subalternes : des espaces semi-autonomes au sein desquels des voix marginalisées prennent part aux débats critiques échappant au contrôle de l'État. Les participants viennent d'horizons intellectuels divers et leurs motivations vont de la recherche théorique à la frustration politique, la volonté d'établir des contacts ou celle de trouver une échappatoire aux pressions universitaires. Beaucoup considèrent ces cours comme un refuge intellectuel, en particulier dans les années 2010, après la répression du « mouvement vert » de 2009, qui a eu de profondes répercussions sur les universités. Pour les sociologues politiquement marginalisés, les cours privés offrent à la fois un engagement intellectuel et un soutien financier ; de leur côté, les professeurs d'université disposant d'un revenu stable qui enseignent également ces cours, les considèrent comme des espaces plus libres pour exprimer des opinions critiques.

Bien qu'ils nécessitent des autorisations de l'État, les instituts privés accueillent des débats plus ouverts que les universités. Les étudiants apprécient les relations de pouvoir plus décontractées, qui contrastent avec la rigidité des hiérarchies à l'université. Certains considèrent ces institutions comme des sources de prestige intellectuel, en particulier l'ancienne Porsesh, qui à son apogée possédait un capital symbolique et un capital social d'élite considérables. Les cours privés attirent également les étudiants qui recherchent des possibilités d'apprendre auprès de professeurs en dehors de leur université.

Les participants aux cours privés sont souvent critiques à l'égard des programmes de sociologie à l'université, qu'ils jugent inutiles, ce qui explique qu'ils cherchent à trouver d'autres options. Si les cours privés se prêtent mieux au débat, les avis sur leur qualité divergent. Certains apprécient les connaissances spécialisées, tandis que d'autres estiment que ces cours ne font que commercialiser l'intellectualisme, sans apporter grand-chose de plus que ce qui est accessible au grand public. Les détracteurs y voient un risque de marchandisation de la pensée elle-même, des travaux théoriques complexes étant transformés en contenu commercialisable destiné à la consommation individuelle.

De nombreux cours privés offrent un espace intellectuel aux étudiants qui souhaitent approfondir leurs connaissances théoriques sans se limiter aux programmes universitaires, même si des voix critiques estiment que ces cours glorifient souvent la pensée occidentale sans aborder la question de son intérêt dans le contexte iranien. Une personne interrogée a comparé cette expérience à une catharsis spirituelle, où les participants se sentent enrichis intellectuellement sans apprentissage substantiel. Cette personne a défendu l'enseignement univer-

sitaire officiel, au motif qu'il expose les étudiants à la recherche sociale en Iran, à la différence de l'approche théorique détachée de nombreux cours privés.

## > Impacts

Les cours privés offrent une alternative controversée et néanmoins essentielle à l'environnement universitaire restrictif iranien. Certains estiment que ces cours nuisent aux universités en proposant des alternatives de qualité et affaiblissent par conséquent la mobilisation étudiante dans les universités. D'autres considèrent que les cours privés sont essentiels pour préserver un débat sociologique indépendant dans un environnement universitaire contrôlé par l'État. De leur point de vue, les universités sont trop rigides pour changer, rendant ainsi nécessaires des espaces intellectuels externes. Certains voient dans les cours privés un nouvel espace de discussion, certes imparfait, pour l'engagement critique : « Si ces instituts ferment, quelle est l'alternative ? L'État contrôlera tout » (personne interrogée n° 23).

Les cours privés révèlent également des tensions structurelles plus profondes au sein du système d'enseignement supérieur iranien, notamment en ce qui concerne la question des réformes et de la légitimité institutionnelle. Si certains estiment que la concurrence du secteur privé incite les universités à s'améliorer, d'autres craignent que ces établissements ne servent de diversion, permettant à l'État d'éviter toute réforme. Pour beaucoup, les cours privés de sociologie offrent une alternative controversée et pourtant essentielle à l'environnement restrictif des universités iraniennes.

L'impact socioéconomique des cours particuliers est également important. Des décennies de changements dictés par le marché ont remodelé le paysage de l'enseignement supérieur en Iran, rendant l'accès à celui-ci de plus en plus stratifié. L'admission dans les grandes universités publiques est devenue très compétitive et ouverte aux manœuvres des familles à hauts revenus. En outre, alors que ces universités sont censées offrir des frais d'inscription gratuits, des entorses à la réglementation ont été de plus en plus souvent trouvées et utilisées pour les rendre payants. Le déclin de la qualité de l'en-

seignement dans les universités publiques et l'essor des cours privés payants renforcent les inégalités existantes et restreignent encore davantage l'accès à une éducation de qualité.

Dans de nombreux pays, le micro-crédentialisme résulte des pressions exercées par le secteur privé sur les universités. En Iran, les cours payants sont le fruit à la fois de la contestation politique et des faiblesses du système universitaire contrôlé par l'État. À l'origine, ces cours privés servaient d'espaces intellectuels dédiés au débat théorique, mais ils proposent désormais des formations axées sur les compétences et délivrent des certificats qui améliorent les perspectives universitaires et professionnelles des étudiants.

## > Conclusion

Les cours privés de sociologie en Iran ne sont pas seulement le reflet d'une adaptation au marché ; ils occupent un espace controversé où la marchandisation se conjugue à la résistance. En tant que forme d'enseignement parallèle, ils reflètent la logique néolibérale du credentialisme tout en créant des espaces pour les contre-publics qui remettent en question le contrôle de l'État et la conformité intellectuelle. Ces réponses privatisées à des contraintes politiques systémiques témoignent d'évolutions plus générales dans l'enseignement supérieur iranien, où les institutions publiques sont affaiblies par le sous-financement, l'ingérence idéologique et l'augmentation des inégalités.

Les recherches futures devraient examiner comment l'essor des médias sociaux en tant que lieu d'engagement intellectuel affecte la dynamique des connaissances publiques, redéfinissant les frontières entre éducation formelle et informelle. Les plateformes de médias sociaux pourraient permettre à la sociologie publique de se développer, en portant le discours critique au-delà des salles de classe, mais risquent également de transformer encore davantage les connaissances en marchandise par le biais de stratégies de marque et de monétisation des contenus. Il reste à savoir si cette évolution contribue à démocratiser l'accès aux connaissances sociologiques ou se contente de reproduire la logique du marché sous une forme numérique. ■

Contact :  
 Reyhaneh Javadi <[javadi1@ualberta.ca](mailto:javadi1@ualberta.ca)>  
 Zohreh Bayatrizi <[bayatriz@ualberta.ca](mailto:bayatriz@ualberta.ca)>

# > L'ethnicité en Iran : la question que la sociologie iranienne évite d'aborder

Aghil Daghagheleh, University of Northern Colorado (États-Unis)



Carte de la diversité ethnique de l'Iran indiquant les principaux groupes ethniques du pays. Crédit : Ethnic Groups in Iran, de Mapper 01, Wikimedia Commons, CC BY-SA 4.0.

**E**n Iran, la question ethnique est un sujet tabou – du moins dans la sociologie dominante. L'Iran abrite plusieurs groupes ethniques, notamment les Perses, les Kurdes, les Turcs, les Arabes et les Baloutches. Les Perses constituent la majorité sur le plateau central, tandis que les autres groupes ethniques sont concentrés dans les régions périphériques. Ces divisions ethniques se recoupent avec des différences religieuses, l'islam chiite étant prédominant au centre, tandis que les populations sunnites sont plus nombreuses dans les régions périphériques. Mais même cette brève description soulève des questions sociologiques, notamment celle de savoir comment ces différenciations et intersections ethniques et religieuses influent sur les expériences sociales. Étonnamment, les travaux consacrés à l'Iran font pourtant abstraction de ces fragmentations.

Certes, on trouve de plus en plus de travaux consacrés à l'ethnicité, que j'aborderai plus loin. Mais dans les études sociologiques générales, l'ethnicité est le plus souvent niée en tant que catégorie analytique permettant de différencier les expériences sociales en Iran. Les études se succèdent, sur des sujets très divers, des révolutions iraniennes aux luttes des femmes, en passant par les mouvements sociaux, la politique subalterne ou d'autres en-

jeux sociopolitiques auxquels le pays est confronté. Mais dans la plupart de ces travaux, le sujet reste un « peuple iranien » désigné au singulier, tandis que l'ethnicité est passée sous silence.

Ce déni s'explique, d'une part, par des perspectives nationalistes qui présentent l'Iran comme une nation historiquement unifiée et homogène. L'ethnicité est ainsi considérée comme une question de variations culturelles plutôt que comme une dimension structurante de l'expérience sociale. Cette vision s'appuie souvent sur [des récits glorifiant l'Iran antique ainsi que sur des mythes relatifs à l'ascendance aryenne](#) pour « naturaliser » l'unité nationale et écarter l'existence d'une fragmentation nationale. Dès lors, intégrer l'ethnicité comme outil de compréhension des réalités quotidiennes du pays est jugé hors de propos, voire dangereux, dans la mesure où rendre compte de l'ethnicité fait craindre de renforcer ces distinctions, et donc de fracturer ce qui est imaginé comme un tout unifié.

Les chercheurs critiques sont plus enclins à reconnaître la construction moderne de la nation. La majorité d'entre eux admettent que l'Iran ne constitue pas un cas à part dans l'histoire mondiale de la formation des États-nations. Cependant, au sein de cette tradition, la question ethnique a été peu prise en compte en tant que dimension structurante de la vie sociopolitique iranienne, même si certains travaux récents ont commencé à combler cette lacune. Par exemple, un article récent de [Kadivar et al. \(2025\)](#) intègre l'ethnicité comme dimension dans l'analyse des récentes vagues de manifestations en Iran. Cette approche reste toutefois marginale.

Ce silence analytique n'est pas fortuit, mais trouve son origine dans le positionnement même de la sociologie iranienne. Historiquement, celle-ci a en effet été modelée par la tradition intellectuelle des classes moyennes chiites perses. Cette tradition tend à assimiler la nation à la culture, à la langue et à l'histoire du plateau central iranien, omettant par conséquent la possibilité de réalités sociales différentes. Cela est d'autant plus significatif que l'on prend en compte l'intersection entre appartenance ethnique et religion, sachant que d'importantes populations périphériques sont à la fois sunnites et non perses. Il est également important de garder à l'esprit que les communautés périphériques ont connu des trajectoires différentes dans leur relation avec l'État iranien central.

Par exemple, la formation de l'État iranien moderne, couramment célébrée comme marquant la naissance de la nation iranienne moderne et de son intégrité territoriale au centre, [a été vécue dans les régions périphériques comme une perte d'autonomie](#). Il en va de même pour la Révolution islamique de 1979, lorsque la prépondérance accordée au chiisme a donné lieu à une résistance et à une répression violente dans la périphérie. Bien sûr, la liste pourrait s'allonger à l'infini. Mais le fait est que [ces points de vue from the edge \(« de la bordure »\)](#), [pour reprendre les termes de l'historien iranien Arash Khazeni](#), restent largement absents des études sociologiques sur l'Iran. Le problème ici n'est pas que ces perspectives soient difficiles à concilier, ni qu'il s'agisse simplement d'un manque de volonté personnelle de voir le monde social à travers les yeux de ceux qui se trouvent en marge. Le problème, c'est plutôt que dans une perspective profondément ancrée au centre, le point de vue de la périphérie reste en grande partie du domaine de l'impensable. Derrière tout cela se cachent bien sûr des rapports de force plus profonds, que je laisse de côté pour l'instant.

**> En Iran, l'ethnicité est généralement considérée comme une pathologie plutôt que comme un facteur d'inégalité**

Malgré ce silence analytique général, les études sur l'ethnicité en Iran se sont multipliées, mais comme un domaine restreint et séparé. Au sein du pays, une grande partie de la recherche consacrée à la question ethnique adopte [une perspective politico-pathologique](#). La question ethnique est présentée comme un « problème », comme une menace existentielle pour l'intégrité nationale qu'il faut surveiller, contenir ou neutraliser. Les chercheurs se déplacent d'un groupe ethnique à l'autre comme s'ils enquêtaient sur des zones à risque. Ils évaluent en permanence les niveaux d'identité nationale, examinant dans quelle mesure les affiliations ethniques cadrent avec les identités nationales ou s'en écartent, et si cela constitue une menace à ce moment.

Des sujets tels que le séparatisme, la cohésion nationale et l'ethnocentrisme (*qawmgerayi*) dominent le débat. Certaines études nient l'existence même de la question ethnique en Iran, en la présentant comme un mythe fabriqué par les élites ou des agents étrangers déterminés à déstabiliser la nation. D'autres la traitent comme une crise en cours : une menace latente pour la souveraineté, un « mal sécuritaire » (*bimaari-ye amniati*) à diagnostiquer et à traiter, une question névralgique pour de futurs conflits, ou un défi sécuritaire à gérer. Il s'agit ainsi d'une sociologie qui « [voit comme un État](#) », pour reprendre l'expression de James Scott, cherchant à rendre les populations ethniques lisibles et gérables à des fins de contrôle, plutôt qu'à les comprendre de leur propre point de vue.

Parallèlement, un ensemble de travaux plus critiques et interprétatifs ont vu le jour, pour analyser la manière dont les politiques ethniques ont été définies en fonction de plus vastes projets de construction de l'État. Plutôt que de présenter l'ethnicité comme une pathologie à prendre en charge, ces travaux situent l'identité ethnique dans le cadre des processus historiques de reconstruction nationale, d'intégration coercitive et de développement inégal. Les travaux s'inscrivant dans ce courant examinent comment les discours et les institutions étatiques ont engendré la marginalisation par le biais de mécanismes tels que l'homogénéisation linguistique, la suppression de l'histoire des minorités et la sécuritisation des communautés non persanes. Certains chercheurs ont également mis en lumière des formes de résistance au quotidien : comment les minorités ethniques composent avec les discours dominants sur l'identité nationale, les subvertissent ou les contestent. Il existe également un corpus croissant, mais encore limité, de [recherches empiriques](#) qui ont commencé à [étudier les disparités ethniques](#) dans les secteurs de l'éducation, des soins de santé et des opportunités économiques, soulevant la question difficile, restée encore largement sans réponse, de savoir si l'ethnicité fonctionne comme un [facteur d'inégalité](#) dans l'Iran d'aujourd'hui.

**> L'appartenance ethnique est étroitement liée à des luttes anciennes**

D'importantes lacunes subsistent. La première est d'ordre conceptuel : la notion d'ethnicité reste difficile à cerner dans le contexte iranien, ce qui conduit certains chercheurs à lui substituer des termes tels que « minorité » afin d'éviter les tensions politiques et théoriques. Le terme de « minorité » renvoie généralement à une marginalité numérique ou à une subordination structurelle, mais sert moins à aborder des questions controversées comme celles de savoir comment définir un groupe ethnique, où tracer ses frontières ou comment éviter d'essentialiser les identités. Ce glissement permet aux chercheurs de s'engager dans ce que Rogers Brubaker appelle « l'ethnicité sans groupisme » (comme on le voit dans les [travaux d'Elling](#)), ce qui peut permettre d'analyser la marginalisation sans en appeler à des revendications d'identité collective ou à des remises en cause de la souveraineté.

Pourtant, la question demeure : que désigne réellement le terme « ethnicité » – même lorsqu'il est formulé de manière plus prudente sous le nom de « minorité » – dans le contexte iranien ? Cette question revêt une importance particulière dès lors qu'on applique des grilles de lecture occidentales sans les remettre suffisamment en question – des théories qui mettent souvent l'accent sur l'identité, la différence culturelle ou les frontières symboliques, mais accordent bien moins d'attention à la question historique de la souveraineté. En Iran, l'ethnicité ne se résume pas à une simple spécificité culturelle. Elle est intimement liée à des luttes de

longue date autour de la souveraineté de l'État, du contrôle territorial et de l'incorporation forcée des régions périphériques. Les principaux groupes ethniques du pays – Turcs, Kurdes, Baloutches, Arabes et Turkmènes – sont concentrés dans ce qu'on appelle communément la « périphérie » : des régions géographiquement éloignées de Téhéran et du plateau central. Ces régions et leurs populations ont souvent connu des périodes de gouvernement semi-autonome et des tensions de longue date avec l'État central ; il s'agit de régions dont l'intégration dans le corps politique de l'État iranien a impliqué des campagnes militaires, une assimilation forcée et un contrôle de la population. Pourtant, ce passé est souvent exclu des analyses contemporaines de l'ethnicité, ce qui rend difficile de comprendre dans toute leur complexité les dynamiques ethniques actuelles.

## > L'intégration des histoires tribales dans la sociologie de l'ethnicité met en lumière l'influence des héritages du passé sur les réalités actuelles

Certes, l'expansion de l'État vers la périphérie a été [traitée](#) – en particulier dans les travaux influencés par les études subalternes, qui retracent la violence étatique et la résistance locale, généralement présentée sous l'angle de la « politique tribale ». Cependant, les études sur la politique tribale et l'ethnicité sont restées cloisonnées, la première étant reléguée à l'histoire, et la seconde au temps présent. Cette division occulte la manière dont les héritages du passé influent sur les réalités actuelles. Comblé ce fossé permettrait d'ouvrir de nouveaux horizons conceptuels pour [les études ethniques en Iran](#).

Un ensemble de travaux universitaires, encore modeste mais en pleine expansion, commence précisément à s'atteler à cette tâche. Sur la base d'[histoires périphériques de la formation de l'État](#), ces travaux remettent en question [la nature même de l'État iranien](#). Des épisodes de déplacements forcés, d'effacement culturel et de violence d'État sont examinés pour montrer que la formation de

l'État n'a pas seulement supposé une modernisation, mais aussi des logiques de domination coloniale. Dans cette optique, l'expansion de l'Iran vers ses périphéries ethniquement distinctes s'apparente à un projet colonial de peuplement, et la résistance à celui-ci constitue une pratique décoloniale. Cette réinterprétation bouleverse les paradigmes dominants et implique d'intégrer les histoires tribales dans la sociologie de l'ethnicité.

## > Le besoin, souvent occulté, d'une recherche empirique qui reconnaisse la diversité des expériences vécues

Il n'en reste pas moins que pour comprendre l'ethnicité – et ce, quel que soit le cadre théorique –, un ancrage empirique est nécessaire. La question ethnique doit être étudiée comme un phénomène vécu, négocié et situé, qui se définit à travers les pratiques quotidiennes et des significations contestées. Cela exige un engagement ethnographique à long terme. Or en Iran, ce type de recherche se trouve fortement entravé par des obstacles politiques et structurels. Le fait de considérer la question ethnique comme un enjeu sécuritaire a créé un climat de peur et d'autocensure. Aussi bien les chercheurs que leurs interlocuteurs risquent d'être accusés de séparatisme ou d'agir contre la sécurité nationale. Le travail de terrain devient périlleux, et les institutions sont peu susceptibles d'apporter leur soutien à des recherches qui remettent en cause les discours dominants.

En mettant la question ethnique au centre de ses préoccupations, la sociologie iranienne est amenée à se confronter à ses propres exclusions, à remettre en question les imaginaires nationaux dominants et à reconnaître la multiplicité des expériences vécues. Ceci est également une invitation à comprendre de manière plus nuancée l'État iranien – une conception définie non seulement par la révolution et l'idéologie, mais aussi par des géographies contestées, des histoires périphériques et des luttes pour la souveraineté. ■

Contact :  
Aghil Daghighaleh <[aghigh.daghighaleh@unco.edu](mailto:aghigh.daghighaleh@unco.edu)>

# > Vies situées, savoirs contestés : Se réappropriier les études de genre en Iran

Shiva Alinaqian, chercheuse indépendante (Iran)



Illustration de Yonesu.

**A**u cours des huit années où j’ai enseigné des cours sur le genre, l’ethnographie et la narration dans les universités de Téhéran, mon expérience personnelle s’est constamment heurtée aux contraintes institutionnelles et aux jeux politiques quotidiens. Mon licenciement de mon poste d’enseignante en 2022 – au moment même où éclatait le soulèvement « Femme, Vie, Liberté » (Jina) – n’a pas simplement marqué une rupture personnelle, il a aussi mis à nu à quel point la production de connaissances critiques sur le genre en Iran est indissociable des relations de pouvoir et des formes de résistance au quotidien. Dans ces conditions, même de simples choix pédagogiques – inviter les étudiants à rédiger des mini-ethnographies, en mettant en avant les expériences vécues, ou débattre des théories féministes mondiales parallèlement aux récits locaux – prennent une dimension profondément politique, dans la mesure où elles ébranlent les attentes des institutions qui voudraient que le genre reste confiné aux cadres juridiques et administratifs ou aux cadres politiques de ce qui est considéré comme la famille « sûre ».

Dès lors, la salle de classe n’est pas un espace intellectuel protégé : c’est un lieu où les logiques disciplinaires de l’État se heurtent au désir des étudiants de donner un sens à leur propre vie. Mon licenciement n’a fait que mettre en lumière ce que de nombreux enseignants savaient déjà : en Iran, les connaissances sur le genre sont précaires parce qu’elles émergent de la vie quotidienne, et non en dépit de celle-ci.

## > Chronologie des études sur le genre en Iran : une discipline construite par les instances dirigeantes

Pour comprendre les enjeux des pratiques pédagogiques mises en œuvre dans le cadre des études de genre en Iran, il faut les replacer dans le contexte historique local de cette discipline. Les études de genre ne sont pas apparues en Iran dans un environnement universitaire ouvert ou autonome : elles se sont développées dans un contexte où les sciences sociales étaient déjà fortement

>>

limitées et soumises à une surveillance politique. L'ombre de la Révolution culturelle – une restructuration des universités entre 1980 et 1983 – continue aujourd'hui de peser sur la vie universitaire en Iran. Les départements de sciences humaines ont été passés au crible, les programmes réécrits et les disciplines jugées potentiellement perturbatrices strictement réglementées. C'est dans cette atmosphère de suspicion que les études de genre ont fait leur apparition.

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, ce domaine a été officiellement introduit sous la forme d'un projet d'État. Des programmes d'études féminines ont été mis en place dans les grandes universités. Dès le départ, l'objectif n'était pas de développer une critique féministe, mais de réglementer un domaine de connaissance qui gagnait en visibilité au sein de la société. À mesure que le militantisme des femmes prenait de l'ampleur et que les débats sur le genre faisaient leur entrée dans la vie publique, l'État a cherché à canaliser ces énergies en définissant les termes selon lesquels les « questions intéressant les femmes » pouvaient être étudiées. La discipline est ainsi devenue un mécanisme permettant d'orienter les problématiques sociales vers des cadres juridiques et administratifs centrés sur la famille, plutôt que de leur permettre de se développer dans le cadre d'une réflexion critique.

Les séminaires islamiques rendent cette tension encore plus manifeste. Les théories féministes ont fait leur entrée dans ces espaces théologiques, mais uniquement dans les limites de la jurisprudence islamique. Elles ont été mobilisées non pas pour repenser les hiérarchies de genre, mais pour réaffirmer les « rôles naturels », défendre les frontières doctrinales ou répondre aux objections religieuses. Tant dans les universités que dans les séminaires, les concepts féministes ont circulé, mais toujours dans des conditions qui neutralisaient leur potentiel de transformation.

Ces choix institutionnels ont été renforcés par l'ordre épistémologique plus large qui régissait les sciences sociales. Le positivisme et les méthodes quantitatives classiques dominaient la hiérarchie institutionnelle, définissant ce qui était considéré comme un savoir légitime et rejetant comme « non scientifiques » les approches fondées sur l'expérience vécue ou l'incarnation. Cette hiérarchie correspondait à la volonté de l'État de disposer d'une discipline dépolitisée et utile sur le plan administratif.

**> Malgré des lacunes importantes, les savoirs et la résistance issus de la base ont ouvert de nouvelles perspectives**

Une lacune fondamentale a également marqué cette discipline, à savoir l'exclusion quasi totale de la théorie queer, profondément marginalisée tant au niveau juridique qu'universitaire. Cette omission a empêché les études de genre d'intégrer des analyses intersectionnelles suscep-

tibles de relier le genre à la sexualité, au désir, aux liens de parenté et aux incarnations non normatives. Parallèlement, la prédominance du féminisme libéral anglophone – importé sans la base sociale qui l'avait fait naître – a restreint le champ d'étude à des préoccupations individualisées et propres à la classe moyenne. Bien qu'insuffisant pour aborder les conditions structurelles qui définissent la vie des minorités et des femmes subalternes, ce cadre d'analyse a permis de mettre en lumière des problèmes au sein de la classe moyenne qui ne sont toujours pas résolus, tels que la dévalorisation persistante du travail reproductif et de soin, les vulnérabilités juridiques, ou encore la féminisation de la pauvreté. Ensemble, ces facteurs ont produit une discipline certes identifiable mais dont le contenu est restreint ; une discipline qui doit désormais composer simultanément avec ses groupes négligés et les inégalités persistantes au sein de ce qui est censé être son noyau.

Pourtant, même si ce domaine d'étude restait restreint, il trouvait un écho dans la société. Bien que les études féministes ne se soient jamais pleinement imposées au sein de l'université, elles se sont étroitement liées au militantisme des femmes à partir du début du XXI<sup>e</sup> siècle. À travers des ONG, des associations caritatives, des cercles littéraires, des campagnes et des actes quotidiens de résistance discrète, les femmes ont développé leurs propres formes d'analyse et de critique. Ces modes de savoir issus de la base coexistaient en tension avec les structures académiques imposées par le haut.

Cette réalité a forgé une discipline marquée par deux forces opposées : une régulation venue d'en haut et une résistance venue d'en bas. Cette double dynamique – contrôle étatique et innovation féministe – a défini l'évolution des études de genre en Iran et continue d'ouvrir des perspectives pour repenser les limites mêmes de la connaissance sociale.

**> De la régulation à la réappropriation : la refonte des études de genre en Iran**

Face aux contraintes institutionnelles qui ont longtemps structuré les études de genre en Iran, des universitaires, des étudiantes et des militantes féministes ont travaillé sans relâche – souvent dans la discrétion, souvent au péril de leur vie – pour se réapproprier l'espace intellectuel même dont elles avaient été exclues. Dans mes propres salles de classe, cette résistance s'est manifestée dans les sujets que les étudiants ont choisi de traiter : des comptes rendus sur le travail de soin, l'intimité, la mobilité et les petites règles qui façonnent la vie genrée. Il ne s'agissait pas simplement d'exercices, mais bien de formes de savoir rebelles qui s'opposaient à la domestication de ce domaine.

En dehors de l'université, des militantes des droits des femmes, des responsables d'ONG, des féministes kurdes,

arabes et baloutches, des femmes migrantes et d'innombrables autres personnes ont élaboré des cadres analytiques fondés sur les luttes vécues plutôt que sur des programmes d'études approuvés par l'État. Ce travail de longue haleine a jeté les bases du profond bouleversement qui a suivi le soulèvement de Jina.

Né au Kurdistan iranien, le mouvement « Jina » a mis en lumière une nouvelle conscience féministe, : intersectionnelle, décoloniale et transnationale dans son orientation. Il s'est nourri de plusieurs dizaines d'années de mobilisation parmi les femmes kurdes, baloutches, arabes et migrantes qui, depuis longtemps, faisaient face à des régimes conjugués de patriarcat, de militarisme, de marginalisation ethnique et de dépossession économique. Leurs luttes ont « provincialisé » le féminisme jusque-là centré sur Téhéran et ont révélé à quel point le genre est indissociable de l'appartenance ethnique, de la classe sociale, de la violence et de la colonialité.

Cette conscience féministe émergente est ancrée dans des contextes locaux tout en restant attentive aux circuits mondiaux de la violence et de la solidarité. Dans cette optique, les luttes menées à Rojhelat et au Sistan-Baloutchistan trouvent un écho dans celles de Palestine et d'Afghanistan, et la défense de la vie et de la dignité est toujours perçue comme transnationale. Les études de genre sont ici mises au défi de rompre avec leurs origines définies par l'État et à se reconstruire autour des solidarités venues de la base, autour des savoirs qui émergent des corps, des communautés et de la survie au quotidien.

### > La nécessité de mettre en place une sociologie ancrée dans l'expérience vécue, et engagée en faveur d'une transformation collective

Dans cette optique, mon licenciement n'était pas un événement isolé, mais le symptôme d'un conflit plus large visant à déterminer qui a le droit de produire des connaissances et quels modes de savoir sont autorisés à exister. Cela nous rappelle que pour redonner toute sa place aux études de genre, nous devons mettre au premier plan précisément ces types de récits, d'attention, et de recherche ancrée dans la réalité, qui ont longtemps été considérés comme périphériques.

Dans cette perspective, la pratique féministe n'apparaît pas comme une alternative aux études de genre, mais comme une réorientation de celles-ci. Elle promeut une éthique régionale de la solidarité qui rassemble les luttes des minorités, des Afghans et des Palestiniens sans établir de hiérarchie de la souffrance. Dans ce contexte, les études de genre apparaissent comme une pratique connective d'écoute, de traduction et de visibilité des mondes de la vie marginalisés : une épistémologie à la fois située et transversale, ancrée dans le contexte mais capable de franchir les frontières disciplinaires, nationales et identitaires. Son avenir ne dépend pas d'une reconnaissance institutionnelle, mais de sa capacité à produire et à mettre en œuvre une sociologie pour les gens, fondée sur l'expérience vécue et engagée dans la transformation collective. ■

Contact :  
Shiva Alinaqian <[sh\\_alinaghian@yahoo.com](mailto:sh_alinaghian@yahoo.com)>

# > Table ronde :

## la recherche sociologique sur l'Iran, sous contrainte



Crédit : Hans-Peter Gauster, via Unsplash.

**C**ette table ronde rassemble six sociologues dont les travaux sont consacrés à l'Iran – six sociologues spécialisés dans différents domaines et qui travaillent dans différents contextes institutionnels depuis différentes localisations géopolitiques. Bien qu'unis par leur formation commune en sociologie, les participants à cette table ronde apportent différents points de vue liés à leur situation géographique à l'intérieur et à l'extérieur de l'Iran, et des connaissances qui transcendent les frontières nationales, linguistiques et institutionnelles. Trois questions méthodologiques fondamentales sont ici traitées afin d'examiner les obstacles, les innovations et les dilemmes éthiques liés à la conduite de recherches sociologiques sur l'Iran. Bien que leurs recherches portent sur des sujets très divers, de la vie urbaine aux politiques éducatives, en passant par l'activisme numérique et la justice environnementale, tous les participants à la table ronde sont également attachés à une recherche ancrée dans la réalité, critique et réflexive. Chacun d'entre eux évolue dans le domaine complexe de la recherche sur la société iranienne, entre restrictions politiques, effacement épistémique, contraintes institutionnelles et hiérarchies mondiales de la production de connaissances. Les participants à la table ronde peuvent être brièvement décrits comme suit.

**Nafiseh Azad** est une chercheuse en sciences sociales basée en Iran qui étudie le genre et la vie urbaine à travers

des méthodologies qualitatives. **Maral Latifi**, chercheuse basée en Iran spécialisée dans la marginalité urbaine et la souffrance sociale, s'intéresse à la mobilité descendante à Téhéran. **Mahbubeh Moqadam**, doctorante à l'université de l'Illinois aux États-Unis, part de la théorie féministe transnationale pour étudier l'activisme, l'esthétique et la subjectivité politique des jeunes. **Fatemeh Moghadasi**, chercheuse en éducation et politiques sociales basée en Iran, étudie la privatisation de l'enseignement, le travail des enfants et les initiatives de lutte contre la pauvreté. **Ladan Rahbari**, professeure associée de sociologie à l'Université d'Amsterdam aux Pays-Bas, s'intéresse au discours (numérique) et à la politique relative au genre et à la résistance. **Reza Sohrabi**, doctorant à l'Université Carleton d'Ottawa au Canada, étudie la politique environnementale et la pénurie d'eau.

Ensemble, ces chercheurs abordent trois questions fondamentales : comment contourner les contraintes méthodologiques liées à l'étude de l'Iran dans un contexte de surveillance et d'accès restreint ; quels cadres éthiques guident leur travail en tenant compte des sensibilités politiques et des risques ; et comment les dynamiques mondiales de pouvoir influent sur les conditions et les hiérarchies de la production de connaissances. Ces questions ont été posées par **Reyhaneh Javadi** et **Nazanin Shahrokni**, qui ont encadré et guidé cette table ronde.

**Reyhaneh Javadi (RJ) & Nazanin Shahrokni (NS) :** *Commençons par les défis qui conditionnent la possibilité même de mener des recherches. Quel obstacle méthodologique spécifique avez-vous rencontré dans le cadre de vos recherches sur l'Iran, et comment l'avez-vous surmonté ou vous y êtes-vous adapté ? Quels enseignements plus généraux cette expérience vous a-t-elle apportés sur la pratique de la sociologie dans des contextes politiquement contraignants ou opaques ?*

**Nafiseh Azad :** Mes recherches récentes portent sur l'intersection entre les femmes et la vie urbaine, et j'utilise des méthodes qualitatives pour explorer le vécu des femmes. Deux obstacles persistants ont marqué ce travail : l'accès

>>

limité aux données et la sensibilité politique accrue entourant les questions relatives aux femmes en Iran.

L'accès à des données fiables reste un défi majeur dans le domaine de la recherche sociale, en particulier sur les questions liées au genre. Des statistiques essentielles, telles que celles sur les immolations par le feu ou les crimes d'honneur, sont souvent classifiées ou inaccessibles. En recoupant les données du Centre statistique iranien et les chiffres publiés par des organisations semi-gouvernementales ou privées, j'ai réussi malgré ces contraintes à obtenir des informations partielles.

Le deuxième obstacle découle du fossé grandissant entre la culture officielle et la culture publique en Iran, qui hypothèque à la fois la possibilité de mener des recherches indépendantes au niveau national et les infrastructures nécessaires à leur mise en œuvre. Les instituts indépendants prêts à aborder des sujets sensibles sont rares, mais ils offrent des opportunités cruciales en dehors du système universitaire. Ma dernière étude, qui porte sur le rôle économique des femmes, a été menée par l'intermédiaire d'un de ces instituts.

Les considérations politiques continuent d'imposer des restrictions thématiques. Ainsi, certains sujets restent tabous. Néanmoins, en me concentrant sur des populations et des domaines accessibles, et en innovant sur le plan méthodologique, j'ai pu produire des données qualitatives détaillées dont les implications sociologiques peuvent être extrapolées. Bien que la diffusion publique reste limitée, en particulier en dehors des revues spécialisées, cette approche m'a permis de poursuivre une réflexion critique dans des conditions restrictives.

**Fateme Moghadas** : Les réflexions de Nafiseh sur la difficulté d'accéder à des données fiables sur les questions relatives aux femmes font écho à ma propre expérience dans le domaine de la recherche sur l'élaboration des politiques sociales. Dans mon travail, les obstacles que j'ai rencontrés sont moins liés à des tabous culturels qu'à des contraintes institutionnelles profondément enracinées qui structurent le domaine lui-même.

L'élaboration des politiques sociales repose sur une interaction soutenue entre les chercheurs et les décideurs politiques, or en Iran, cette relation est particulièrement faible. La prédominance des approches abstraites et philosophiques, associée à une demande minimale de recherche empirique de la part des décideurs politiques, a contribué à isoler les chercheurs et à rompre le lien entre production de connaissances et action politique. Cette déconnexion a pesé sur mes recherches sur les inégalités en matière d'éducation et la privatisation de l'enseignement public, au cours desquelles j'ai été à plusieurs reprises confrontée à des obstacles méthodologiques.

Tout d'abord, il y a la question de l'accès aux microdonnées. Pour analyser efficacement les inégalités en matière d'éducation, il faut disposer de données qui rendent compte du contexte individuel, familial et environnemental des élèves. En Iran, ces données sont rares, consignées de manière aléatoire et généralement disponibles uniquement au niveau national ou provincial. Les mécanismes formels permettant d'accéder à des données détaillées par l'intermédiaire d'institutions telles que le ministère de l'Éducation sont généralement inexistantes ou inefficaces. C'est pourquoi les chercheurs s'en remettent davantage à des canaux informels et des réseaux personnels – et donc à des méthodes qui non seulement ne sont pas viables sur le long terme, mais sont problématiques sur le plan éthique.

Deuxièmement, le contrôle exercé par le gouvernement sur les données d'enquête constitue un obstacle important. Depuis les années 1990, de nombreuses enquêtes d'opinion à grande échelle et à plus petite échelle ont été menées, pour la plupart financées par des institutions publiques. Pourtant, les données qui en résultent restent inaccessibles aux chercheurs indépendants. Cette monopolisation des données de terrain contribue à une pénurie plus générale de sources fiables dans le domaine des sciences sociales iraniennes.

Enfin, l'accès au domaine de recherche lui-même est de plus en plus restreint. Même lorsque les chercheurs travaillent avec des autorisations officielles délivrées par les ministères, leurs efforts pour mener des observations dans les écoles, des entretiens ou d'autres formes de collecte de données se heurtent souvent à des obstacles bureaucratiques ou à la défiance. Le milieu éducatif est considéré comme un espace politiquement sensible, ce qui rend difficile la réalisation de travaux empiriques, même élémentaires. En conséquence, les chercheurs sont souvent contraints de s'appuyer sur des documents ou des analyses secondaires, ce qui limite la portée et la profondeur de leurs recherches qualitatives.

Ces contraintes déterminent non seulement le type de questions qui peuvent être posées, mais influencent également la possibilité même de mener en Iran des recherches sur les politiques publiques qui soient pertinentes et fondées sur des données.

**Ladan Rahbari** : Comme Fateme, j'ai moi aussi connu les difficultés liées à des données inaccessibles ou incomplètes, mais la distance institutionnelle qu'elle décrit prend une autre dimension lorsque l'on travaille depuis la diaspora et que l'on ne dispose pas d'un accès facile ou sûr au terrain. Mener des recherches depuis l'étranger représente une complication additionnelle. Je peux vous donner un exemple tiré de mon travail sur les discours numériques de résistance et de dissidence.



La Bibliothèque nationale d'Iran. Crédit : Wikimedia Commons.

Dans le cadre d'un de mes projets actuels, j'analyse des messages en farsi publiés sur Twitter, qui ont circulé pendant et après le soulèvement "Femme, vie, liberté" de 2022. Il m'a fallu du temps pour donner un sens sociologique à ce soulèvement et me sentir prête à l'étudier, d'autant plus qu'en tant que chercheuse, je me sens concernée par le sujet au plan professionnel et personnel, mais que je vis loin de là où se produisent ces événements, aux Pays-Bas.

Pour ce projet en particulier, je me suis intéressée à la manière dont les utilisateurs parlant le farsi expriment leurs sentiments à l'égard de la religion. L'un des défis méthodologiques persistants auxquels j'ai été confrontée a été de distinguer les critiques de l'islam en tant que religion des critiques de la République islamique en tant que système politique. Il s'agit là d'une difficulté analytique que connaissent sans doute bien beaucoup de ceux qui travaillent sur l'Iran et sur les discours politiques populaires sur la religion et la religiosité. J'ai constaté une tendance à surinterpréter les données en faveur de l'une ou l'autre des interprétations.

Si j'avais un accès direct au terrain, je complérais l'analyse du discours par une enquête qualitative et quantitative à grande échelle afin de clarifier davantage les intentions et les interprétations. Je sais que les enquêtes à distance sont techniquement possibles, mais les mener à l'aide d'outils en ligne depuis un autre pays revient à introduire nombre de complications et de biais. De plus, comme le savent bien les spécialistes de l'Iran, la diaspora ne peut pas servir de référence fiable pour l'ensemble de la population iranienne. Je ne dispose donc que d'outils imparfaits pour travailler.

Il existe bien sûr des moyens de surmonter ces difficultés. Je dois, par exemple, m'appuyer sur d'autres méthodes telles que le recours à des co-lecteurs et à l'interprétation collaborative, ainsi qu'à des techniques de vérification par les membres. Mais même ainsi, je continue de penser que ces stratégies, aussi précieuses soient-elles, ne peuvent remplacer entièrement la rigueur et la portée d'une en-

quête solide et représentative menée en Iran. Une méthode ciblée de vérification par les membres à distance peut probablement aider dans une certaine mesure, mais elle ne peut pas résoudre entièrement les ambiguïtés d'interprétation. Ce n'est là qu'un exemple récent parmi les nombreuses limites et difficultés méthodologiques que je dois reconnaître et surmonter dans mes recherches.

**Mahbubeh Moqadam** : Faisant écho aux préoccupations de Ladan concernant la distance par rapport au terrain et les contraintes imposées par les restrictions de voyage, j'ai dû redéfinir ce que signifie « être sur le terrain ». L'un des défis méthodologiques les plus importants auxquels j'ai été confrontée dans mes recherches sur le rôle de la génération Z dans le mouvement « Femme, vie, liberté » a été mon incapacité à me rendre en Iran et à mener des travaux de terrain en personne. Cette limitation a restreint l'accès aux interactions quotidiennes et aux conversations informelles qui sont si importantes pour la recherche ethnographique.

Ce mouvement a servi de catalyseur aux manifestations menées par la jeunesse dans l'ensemble du pays contre les violences sexistes et le régime autoritaire. Plutôt que d'abandonner le sujet, je me suis tournée vers l'ethnographie numérique. Je me suis formée à cette méthode et j'ai commencé à collecter de manière systématique des données à partir des réseaux sociaux, de la couverture médiatique et des archives numériques. Pour enrichir cette approche numérique, j'ai établi un réseau de confiance grâce à un échantillonnage en boule de neige, en menant des entretiens en ligne et des conversations informelles avec des personnes qui résident actuellement en Iran, ainsi qu'avec d'autres qui ont récemment quitté le pays. Je m'entretiens également régulièrement avec des personnes qui voyagent entre l'Iran et les États-Unis, à qui je pose des questions ciblées et dont je recueille les observations. Des amis en Iran m'aident à accéder à des recherches récentes et à des thèses universitaires.

Bien que le projet en soit encore à ses débuts, cette stratégie adaptative et multisource m'a permis de recueillir des informations sur la vie quotidienne et les points de vue des acteurs locaux que j'étudie, ce qui m'a donné une compréhension plus approfondie et nuancée du terrain malgré mon absence physique.

**Reza Sohrabi** : Le recours de Mahbubeh à l'ethnographie numérique et aux récits anecdotiques me rappelle à quel point l'accès à l'information dépend aujourd'hui non seulement des relations avec les participants, mais aussi des méthodes elles-mêmes. Dans mon cas, l'établissement d'une relation de confiance n'était pas seulement une condition préalable à la recherche, c'était devenu une méthode à part entière.

Ma thèse de doctorat porte sur la pénurie d'eau et les mouvements sociaux en Iran. Il s'agit d'une étude compa-

rative des provinces d'Ispahan et du Khouzestan, où j'interviewe des chercheurs, des militants et des agriculteurs sur la politique de l'eau. Les contraintes liées au travail de terrain ont été particulièrement importantes, notamment en ce qui concerne le recrutement des participants.

Comme Mahbubeh, le fait que j'étudie à l'étranger a rendu la confiance essentielle pour obtenir des entretiens. Pour y parvenir, je me suis largement appuyé sur l'échantillonnage en boule de neige, en sollicitant des suggestions et des recommandations sans indiquer si j'allais donner suite, afin de protéger l'anonymat. J'ai également trouvé que l'engagement avec la communauté locale était une stratégie particulièrement efficace. Établir une communication ouverte avec les participants avant l'entretien m'a aidé à leur faire comprendre le caractère scientifique et l'objectif de mon projet. Une fois qu'ils ont compris l'importance de leur contribution, beaucoup se sont montrés désireux de participer.

Dans des contextes politiquement sensibles, la recherche nécessite des approches ancrées localement, qui reposent sur la confiance des participants envers le chercheur et impliquent qu'ils croient à la valeur du projet. Pour moi, la communication et l'engagement de la communauté locale ne sont pas seulement des outils d'accès, mais des éléments essentiels pour mener des recherches de manière éthique et efficace dans un contexte contraignant.

**Maral Latifi :** Ce que Reza souligne à propos de la fragilité de la confiance dans les contextes de recherche sensibles est absolument essentiel. Dans ma thèse de doctorat, j'étudie la mobilité descendante des groupes à revenu moyen à Téhéran à travers un cadre bourdieusien, en me concentrant sur l'imbrication entre la souffrance sociale et le déplacement spatial dans le contexte des récentes crises économiques en Iran. Sur le plan empirique, la recherche est basée sur 32 entretiens avec des personnes ayant suivi cette trajectoire, dont 25 ont constitué le cœur de l'analyse. Deux grands défis méthodologiques ont nécessité une approche bourdieusienne réflexive et relationnelle. Premièrement, les participants ont été invités à exprimer des formes chroniques et sédimentées de souffrance sociale – ce que Bourdieu appelait *la misère du monde* – qui se sont développées au fil de nombreuses années. Deuxièmement, ces expériences étaient étroitement liées à des processus de paupérisation qui, pour les classes moyennes, sont particulièrement stigmatisants.

Ce double dilemme risquait de réduire les entretiens à des échanges stéréotypés ou, plus grave encore, de reproduire la violence structurelle au sein même de la rencontre de recherche. Une méthodologie prudente, fondée sur la confiance, a été essentielle pour aborder de manière éthique ces récits de perte et de déplacement.

**RJ & NS :** *Ce qui ressort de vos réflexions, c'est que la méthode n'est jamais une simple question de tech-*

*nique, elle est déterminée par les conditions dans lesquelles la recherche se déroule : lorsque l'accès est précaire, que l'information n'est pas divulguée et que le terrain lui-même reste instable. Compte tenu de ces conditions, comment avez-vous géré, dans votre travail sur l'Iran, les tensions éthiques liées au risque, que ce soit pour vous-même, pour vos interlocuteurs ou pour vos données ? Quels principes éthiques ont guidé vos décisions, et de quelle manière ceux-ci pourraient-ils compliquer ou remettre en question les cadres dominants de l'éthique de la recherche ?*

**Ladan Rahbari :** Comme beaucoup de sociologues qui travaillent sur l'Iran, je suis constamment confrontée à des questions complexes liées à la sécurité et à la confidentialité de mes interlocuteurs, mais aussi à la mienne et à celle des autres chercheurs qui travaillent avec moi ou pour moi. Cependant, l'un des défis les plus importants auxquels j'ai été confrontée récemment ne provenait pas du domaine d'étude lui-même, ni de l'État iranien, mais de la procédure d'examen éthique de ma propre université.

Après avoir demandé et obtenu le financement du projet que j'ai décrit précédemment, le comité d'éthique de mon université l'a qualifié de hautement risqué, partant du principe que tout contact avec des Iraniens pourrait déclencher la mise en place d'un dispositif de surveillance (à distance) par l'État iranien à mon encontre, à l'encontre de mon institution, mais aussi des utilisateurs des réseaux sociaux que j'étudie. Je reconnais que ces préoccupations n'étaient pas entièrement infondées, et j'en partage assurément certaines. Mais les protocoles proposés pour atténuer ces problèmes de sécurité n'étaient pas adaptés et auraient rendu la recherche extrêmement difficile, voire pratiquement impossible.

L'une des recommandations consistait à obtenir le consentement éclairé de tous les utilisateurs des réseaux sociaux figurant dans l'ensemble de données assez volumineux sur lequel je souhaitais travailler. Cela aurait été une tâche irréalisable, mais aussi contre-productive dans la mesure où cela aurait pu mettre davantage en danger ces utilisateurs en les amenant à entrer en contact direct avec moi. Une autre recommandation consistait à effectuer toutes les analyses dans un environnement numérique hypersécurisé et à supprimer immédiatement les données, ce qui m'aurait empêché de revoir le matériel ou de vérifier mes conclusions.

Après des mois de négociations, j'ai finalement obtenu l'autorisation de poursuivre. Ce long processus a retardé le démarrage du projet de plusieurs mois. Après avoir traversé toutes ces étapes, j'étais vraiment découragée et j'ai décidé de ne pas collecter de nouvelles données. À la place, j'ai opté pour utiliser un ensemble de données existant compilé par un collègue d'une autre université aux Pays-Bas qui avait déjà obtenu l'autorisation du comité éthique de son université. J'ai eu beaucoup de chance qu'un tel ensemble de données existe déjà.

Je partage cette histoire pour montrer comment les cadres éthiques institutionnels (occidentaux) peuvent eux-mêmes finir par fonctionner comme des outils de sécurisation, en particulier lorsqu'il s'agit de recherches centrées sur des contextes dits non occidentaux perçus comme des zones « sensibles » et « à haut risque ». De tels processus, même s'ils partent d'une bonne intention, risquent de restreindre la liberté académique, en particulier pour les chercheurs migrants et issus de la diaspora comme moi, en conduisant à l'autocensure ou en décourageant les chercheurs au point qu'ils finissent par changer complètement de sujet ou de stratégie de recherche.

**Mahbubeh Moqadam :** La sécurisation institutionnelle décrite par Ladan fait écho à un dilemme éthique auquel je suis souvent confrontée dans mon propre travail. Dans mes recherches sur l'activisme numérique de la génération Z en Iran, des tensions éthiques surgissent fréquemment autour de la question de la visibilité et de celle des risques.

Un cas notable concerne une adolescente dont les publications sur Instagram sont devenues emblématiques pendant les manifestations du mouvement « Femme, Vie, Liberté ». Bien que ses publications aient été largement partagées, j'ai choisi de ne pas les citer directement. Au lieu de cela, j'ai anonymisé et paraphrasé leur contenu, en l'intégrant dans des récits composites afin d'empêcher toute réidentification. J'ai toujours donné la priorité à la sécurité et au consentement des participants plutôt qu'à l'« exhaustivité » apparente des données. Si certains cadres éthiques considèrent les données publiques comme neutres, je ne peux ignorer les dangers de l'hypervisibilité dans un contexte politique aussi sensible.

Après la répression du mouvement, la jeune fille a supprimé bon nombre de ses publications et *stories*. Le ton de son profil a sensiblement changé ; ses *stories* sur Instagram et ses publications sur Telegram sont passées de commentaires sociopolitiques à des contenus humoristiques et anecdotiques. Ce changement a mis en évidence les risques réels liés à l'exposition.

D'autres préoccupations éthiques sont apparues lors d'entretiens en ligne avec des participants en Iran. J'ai utilisé des plateformes cryptées telles que Signal, évité d'enregistrer les conversations sauf autorisation expresse, et garanti l'anonymat total. Ces pratiques ne sont pas seulement des choix techniques, mais des engagements éthiques dictés par les conditions précaires dans lesquelles interviennent aussi bien les chercheurs que les participants.

**Reza Sohrabi :** L'attention portée par Mahbubeh à la visibilité nous rappelle un dilemme plus général auquel beaucoup d'entre nous sont confrontés : comment préserver l'intégrité des récits des participants sans accroître leur vulnérabilité. Dans mes recherches, j'ai abordé ce défi éthique moyennant une approche flexible et centrée sur

les participants, qui permettait à chacun d'évaluer et de déterminer le processus d'entretien au fur et à mesure qu'il se déroulait.

Il s'est avéré essentiel de mener des entretiens anonymes, pour permettre aux participants de s'exprimer plus librement, sans craindre de représailles. L'anonymat a considérablement réduit l'appréhension que beaucoup ressentaient lorsqu'ils exprimaient leurs opinions. Dans un cas, un militant a fait part d'une critique détaillée des politiques gouvernementales en matière de gestion de l'eau. Bien que la conversation ait été ouverte, le participant s'est ensuite inquiété de savoir si ses commentaires pouvaient être traçables. Après avoir discuté des risques, il s'est senti rassuré quant au fait que son opinion ne pouvait être identifiée et a donné son accord pour qu'elle soit incluse.

J'ai néanmoins pris des mesures supplémentaires pour renforcer l'anonymat, en omettant toute référence temporelle et géographique spécifique afin de minimiser le risque d'exposition. Cela m'a permis de conserver la substance du récit tout en protégeant l'identité du participant.

Cette expérience m'a fait comprendre que la recherche éthique, en particulier dans des contextes politiquement sensibles, exige non seulement d'être attentif à l'éthique de la visibilité, mais aussi de s'engager à assurer la sécurité des participants comme partie intégrante du travail lui-même. Le fait d'être flexible et sensible aux préoccupations des participants a été fondamental pour créer un climat de confiance et, au bout du compte, pour rendre la recherche possible.

**Maral Latifi :** Comme Reza, j'en suis venue à comprendre l'éthique non pas comme une liste de conditions à remplir, mais comme une relation continue. Dans mon cas, cela m'a obligée à repenser non seulement l'anonymat, mais aussi la grammaire même de mon engagement auprès des participants. Sur le plan éthique, résister à la chosification des participants signifiait passer d'un « vous » extériorisant à un « nous » collectif et empathique.

Suivant l'approche de Bourdieu dans *La misère du monde*, j'ai recruté des participants par le biais de réseaux sociaux de confiance – soit des connaissances directes, soit des personnes recommandées. Cette stratégie a permis de réduire la distance symbolique et de créer les conditions propices au partage d'expériences de stigmatisation. Elle a été renforcée par ma propre proximité biographique, ayant moi-même connu des formes de relégation spatiale. Ces affinités ont favorisé une compréhension mutuelle et permis une interprétation plus nuancée.

Cependant, les conditions mêmes qui ont facilité la confiance et l'accès ont également compliqué l'anonymisation et nécessité une adaptation méthodologique. Par exemple, j'ai choisi de renoncer à la description biographique – qui aurait peut-être mieux permis de faire le lien en profondeur avec

la souffrance des participants – au profit d’une analyse thématique, qui offrait une meilleure protection de l’identité, même si c’était au détriment de la cohérence narrative.

**Fatemeh Moghadasi :** Le point soulevé par Maral au sujet de la proximité et des risques met en évidence un dilemme auquel je suis souvent confrontée : la confiance et l’intimité qui sous-tendent la recherche éthique peuvent entrer en conflit avec les institutions étatiques qui considèrent la recherche critique comme une menace politique. Si le monde universitaire offre aux chercheurs une certaine liberté dans le choix des sujets et des méthodes, cette liberté se réduit rapidement dès lors que la recherche dépasse les frontières académiques, que ce soit par le biais d’une collaboration avec des institutions étatiques ou par la diffusion publique des résultats. Ces limitations ne sont pas seulement techniques ou bureaucratiques ; elles sont profondément éthiques et idéologiques.

Dans le domaine de l’élaboration des politiques éducatives, la critique est généralement tolérée lorsqu’elle vise les défaillances managériales ou administratives. Mais lorsqu’elle touche à des enjeux plus profonds – tels que les fondements idéologiques du système éducatif, les valeurs normatives ancrées dans les écoles ou les questions de justice linguistique, culturelle et politique –, elle suscite souvent des réactions qui ne sont pas fondées sur une analyse scientifique, mais sur une surveillance idéologique ou un contrôle politique.

Dans un tel contexte, la critique structurelle est rarement bien accueillie. Elle est souvent rejetée comme étant une « manœuvre politique » ou accusée de « saper les institutions nationales ». Ces conditions placent le chercheur dans une position éthique difficile, l’obligeant à trouver un équilibre constant entre l’intégrité scientifique, l’accès au terrain et la sécurité personnelle ou professionnelle, en particulier dans le domaine de la recherche axée sur la justice, qui comporte ses propres risques et complexités.

**Nafiseh Azad :** Les réflexions de Fatemeh sur la politisation de la liberté de recherche font écho à mon travail dans le domaine des études sur la condition féminine, où les questions de sécurité et de consentement marquent chaque étape du processus. Étant donné que je m’appuie sur des méthodes ethnographiques et un échantillonnage raisonné, l’anonymat est essentiel, en particulier pour les travaux de recherche sur les femmes. J’utilise toute une série de techniques pour protéger les participantes, notamment le stockage anonymisé des données, la suppression des détails permettant de les identifier et la suppression des entretiens une fois la recherche terminée. Les participantes peuvent retirer leurs entretiens à tout moment, en totalité ou en partie, et peuvent me demander d’arrêter l’enregistrement à tout moment. Je prends toutes les mesures possibles pour assurer leur sécurité. J’évite de partager les entretiens via des ap-

plications de messagerie ou par courrier électronique et je ne les partage avec les autres membres de l’équipe de recherche que lorsque les participantes donnent leur consentement explicite.

Dans certains cas, j’ai refusé de soumettre mes recherches aux organismes commanditaires lorsque les participantes n’acceptaient pas de partager les entretiens originaux. Dans d’autres cas, j’ai assumé l’entière responsabilité de mon analyse écrite afin d’éviter de révéler les noms ou les lieux de résidence des femmes participantes. Ces précautions sont encore plus difficiles à prendre en dehors du système universitaire, où les protections et les ressources institutionnelles sont limitées.

L’aspect le plus douloureux et inévitable de ce travail est peut-être que je dois parfois abandonner de manière préventive des domaines de recherche entiers, lorsque je sens que je ne peux garantir la sécurité des données, celle des participants ou ma propre sécurité dans la diffusion des résultats.

**RJ & NS :** *Pourtant, ces tensions éthiques et méthodologiques ne sont pas seulement locales, elles sont ancrées dans des structures de pouvoir mondiales et marquées par la politique du savoir. Du choix des questions à poser à celui des récits jugés crédibles, c’est le pouvoir qui détermine ce qui compte comme recherche. Comment les dynamiques mondiales, telles que les sanctions, la positionnalité de la diaspora ou les attentes académiques occidentales, influencent-elles la production, la circulation et la réception des connaissances sociologiques sur l’Iran ?*

**Maral Latifi :** Un autre obstacle, moins visible, à la production de connaissances sociologiques en Iran est l’exigence dominante selon laquelle la recherche sociologique doit traiter des développements politiques immédiats ou prédire l’issue des mouvements de protestation. Cet impératif, ancré dans le discours de la « société en transition », décourage de manière subtile la recherche fondamentale sur la dynamique de l’espace social. Ironiquement, ces pressions entravent l’émergence d’une sociologie iranienne capable d’apporter une explication nuancée du présent et d’imaginer des futurs sociaux possibles.

**Fatemeh Moghadasi :** Pour rebondir sur ce que dit Maral, j’ai remarqué que même les efforts pour faire de la recherche fondamentale ou à long terme sont souvent bloqués par des contraintes financières structurelles. Un des obstacles majeurs à la recherche sociologique en Iran, c’est que les universités et les centres de recherche dépendent de projets commandités, souvent financés par des institutions gouvernementales ou semi-gouvernementales. Ces projets suivent un modèle de « demande et réponse », ce qui laisse peu de place pour des recherches indépendantes ou à long terme.

D'après mon expérience, j'ai rédigé des propositions de recherche sur des questions sociales urgentes qui n'ont jamais abouti faute de financement. Cela gaspille non seulement le potentiel de recherche, mais sape également la motivation et diminue la qualité de la production de connaissances.

Au niveau international, l'Iran est rarement considéré comme un cas d'étude prioritaire dans l'élaboration des politiques sociales. Les programmes de recherche des institutions axés sur l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient ont tendance à s'aligner sur les intérêts des organismes internationaux ou à privilégier les cas pour lesquels l'accès aux données est plus facile. En conséquence, les questions iraniennes sont souvent mises de côté ou réduites à des considérations géopolitiques et sécuritaires.

Cette lacune est évidente dans les études consacrées à la privatisation de l'éducation. Des pays comme l'Afghanistan et l'Irak, bien qu'en proie à des crises, font fréquemment l'objet d'analyses, tandis que l'Iran, malgré des changements de politiques importants, reste largement absent. Cela s'explique en partie par l'absence d'un système de données transparent et de collaborations internationales durables, qui rend difficile de positionner l'Iran comme un sujet « analysable » dans les cadres de recherche transnationaux.

**Reza Sohrabi :** Pour développer le point soulevé par Fatemeh concernant les exclusions structurelles, je voudrais souligner à quel point les sanctions internationales bouleversent les aspects logistiques les plus élémentaires de la recherche universitaire, en particulier pour les chercheurs de la diaspora. Les sanctions économiques américaines contre l'Iran ont de multiples répercussions sur les chercheurs. Lors de mes travaux sur le terrain, je n'ai pas pu apporter de soutien financier ni envoyer de cadeaux aux participants, car les transactions internationales, y compris les cartes-cadeaux, étaient bloquées.

J'ai également déposé une demande de subvention de recherche externe, mais celle-ci n'a jamais été évaluée car mon travail de terrain se déroulait en Iran. La justification invoquée était l'interdiction de mener des recherches dans les « zones de guerre », une désignation qui incluait l'Iran, malgré l'absence de conflit actif ces dernières années. Cela montre à quel point les représentations militarisées du Moyen-Orient et du Sud global influencent les classifications occidentales, déformant la réalité sur le terrain et privant les chercheurs de la diaspora de ressources essentielles.

Ces expériences révèlent les limites particulières auxquelles sont confrontés les chercheurs travaillant depuis la diaspora, notamment une mobilité restreinte, un manque d'accès aux financements et des obstacles académiques

structurels auxquels ne sont pas confrontés ceux qui travaillent dans des contextes moins politisés.

**Nafiseh Azad :** L'isolement auquel Reza fait référence n'est pas seulement matériel, il est aussi profondément intellectuel. Depuis l'Iran, je vis un isolement étouffant, déterminé à la fois par les sanctions internationales et les restrictions nationales. Les sanctions ont limité l'accès aux ressources universitaires, aux programmes de formation et à des outils de recherche essentiels. La participation à des conférences internationales est souvent bloquée par le refus de visas et, ces dernières années, elle est devenue pratiquement impossible. Ces obstacles sont aggravés par les restrictions imposées par le propre gouvernement iranien à la participation à des événements internationaux, ce qui conduit à un isolement généralisé des universitaires iraniens, un isolement qui n'est pas nouveau, mais déjà bien établi.

Mais ce qui est encore plus troublant, ce sont les attentes et les préjugés des institutions universitaires occidentales, qui éclipsent souvent la complexité et la diversité de la société iranienne, en particulier en ce qui concerne les femmes. Les stéréotypes sur les femmes musulmanes du Moyen-Orient continuent d'influencer les perceptions des membres des comités de lecture et des rédacteurs en chef des revues scientifiques. L'un de mes articles récents a été rejeté par une revue prestigieuse spécialisée dans les études sur le genre, car ses conclusions ont été jugées incompréhensibles ou inacceptables. Je pense que cela résulte d'une dissonance entre mes recherches et les discours occidentaux dominants sur les femmes musulmanes. Les expressions d'autonomie, de résistance ou d'approches alternatives de la famille et de la maternité sont souvent remises en question à un niveau fondamental.

Tout au long du processus d'évaluation, j'ai eu de plus en plus l'impression d'être traitée non pas comme une chercheuse, mais comme une collectrice de données. Dans un autre article, finalement publié après de nombreuses révisions, j'ai eu la nette impression que les membres du comité de lecture, bien qu'ils ne soient jamais allés en Iran, pensaient mieux comprendre les femmes iraniennes que moi. Les tentatives visant à représenter les femmes dans toute leur diversité et leur évolution se heurtent souvent à une forte résistance dans les milieux universitaires internationaux. Ce problème est encore plus prononcé dans le cadre des conférences, où l'on observe une dynamique similaire. Malheureusement, certains universitaires iraniens travaillant dans des institutions occidentales renforcent cette dynamique en évaluant les travaux de leurs pairs à travers le même prisme exotisant. Pourtant, ce qui ressort d'un travail de terrain approfondi, ce sont des femmes dont la vie et les choix défient ces récits réducteurs.

**Ladan Rahbari :** Je souhaite mettre l'accent sur la dimension politique des voix et de la crédibilité dans les espaces

diasporiques, en particulier au sein du monde universitaire occidental. En tant qu'universitaire faisant partie de la vaste diaspora iranienne et bénéficiant dans une certaine mesure de ressources institutionnelles, je suis à la fois protégée de l'oppression de l'État iranien et bénéficie d'un certain niveau de soutien auquel tout le monde n'a pas accès. Bien que je ne sois pas à l'abri de la surveillance ou du harcèlement à distance, je suis confrontée à d'autres formes de filtrage, tant au sein des institutions universitaires que, malheureusement, dans les cercles iraniens de la diaspora.

J'ai également remarqué que certaines voix, en particulier celles perçues comme étant celles d'experts laïques (parfois autoproclamés) pro-occidentaux, sont plus facilement acceptées dans les contextes occidentaux. Ce sont également celles qui ont tendance à reproduire les récits coloniaux ou orientalistes de l'Occident salvateur. Dans un tel environnement, il est difficile de se faire entendre lorsque certains récits diasporiques, parfois dominants, ont déjà défini les cadres d'analyse acceptés ou privilégiés.

Cela rend d'autant plus importante la production de travaux universitaires fondés et empiriques. Cependant, comme je l'ai mentionné dans mon commentaire précédent, les protocoles de recherche hyper-sécuritisés constituent de sérieux obstacles, non seulement à la collecte et au traitement des données, mais aussi au processus plus général de production de connaissances. Je comprends également ce que dit Nafiseh sur le fait que les institutions fonctionnent selon des paradigmes épistémologiques déjà établis et ne sont pas très flexibles lorsqu'il s'agit de connaissances alternatives ou de formes alternatives de production de connaissances. Je pense que nous devons rejeter l'approche qui consiste à nous considérer comme des sources de données permettant de prouver des théories occidentales déjà établies : le contexte iranien a ses propres spécificités et peut être mieux appréhendé grâce à une combinaison de répertoires de connaissances locaux, régionaux et, oui, parfois aussi transnationaux. Ce dont nous avons le plus besoin aujourd'hui, c'est d'une recherche rigoureuse et nuancée qui résiste aux cadres réducteurs, importés, répétés et souvent dépassés.

Je dis tout cela, mais je sais aussi que ce n'est pas facile. Il existe des pressions institutionnelles et néolibérales pour simplifier les réalités politiques et sociales en Iran. Et tout ne peut pas être imputé aux structures. Les universitaires,

comme tout le monde, font partie d'un marché capitaliste axé sur le profit, et parfois, faire des « choix » difficiles coûte cher. Il est véritablement épuisant de surmonter ces difficultés, en plus des contraintes méthodologiques et éthiques, des normes disciplinaires, de la stratégie politique de la diaspora et du filtrage persistant. Pour de nombreux universitaires (en particulier ceux en début de carrière) qui tentent de survivre sur un marché du travail très dur, ces décisions épistémologiques sont étroitement liées à leur vie personnelle. Comme nous, sociologues, aimons à le dire : c'est compliqué.

**Mahbubeh Moqadam :** La réflexion de Ladan sur l'épuisement me touche profondément. Dans mon propre travail, j'ai constaté à quel point les épistémologies dominantes limitent ce qui est considéré comme des connaissances importantes. Je fonde mes recherches sur des approches féministes et anticolonialistes transnationales, considérant les dynamiques de pouvoir mondiales non pas comme des contraintes externes, mais comme un élément central de la manière dont les connaissances sur l'Iran sont produites, diffusées et reçues.

En tant que chercheuse issue de la diaspora, je bénéficie d'une certaine visibilité – plateformes, accès linguistique et possibilités de publication – souvent refusée à ceux dont j'étudie la vie et la résistance. Pourtant, les sanctions, les tensions entre les États-Unis et l'Iran, la censure et la surveillance continuent de limiter mon accès aux archives, au travail de terrain et à la collaboration avec des chercheurs en Iran.

Dans le même temps, le monde universitaire occidental a tendance à privilégier les formes libérales et institutionnelles de savoir – axées sur la légalité, les politiques ou les réformes – tout en négligeant l'importance politique des affects, de la mémoire, de l'esthétique et de la résistance au quotidien. Dans mon travail, j'insiste sur le fait que ces pratiques moins lisibles sont politiquement essentielles. Il ne s'agit pas seulement d'une position théorique, mais d'un reflet des conditions spécifiques de l'Iran et des stratégies créatives de lutte qui en découlent.

Il s'agit également d'un engagement éthique à résister aux cadres de référence extractifs et à privilégier les formes de connaissance ancrées dans l'expérience vécue. Il s'agit d'un refus féministe de rendre la recherche lisible uniquement selon les termes définis par le Nord global. ■

# > L'économie politique et sociale de la migration de travail

**Karen Shire**, Université de Duisburg-Essen (Allemagne), **Heidi Gottfried**, Wayne State University et Russell Sage Foundation (États-Unis) et **Rina Agarwala**, Université John Hopkins (États-Unis)



Des tampons à une exposition artistique.  
Crédit : Karen Shire.

survie économique et/ou de sécurité physique. Pourtant, ces mêmes flux migratoires suscitent de profonds sentiments d'insécurité et d'inquiétude pour des milliards d'autochtones. Ces tensions sont en train d'entraîner un pays après l'autre dans des coalitions de droite alimentées par la haine. Il est temps que nous proposons de nouvelles grilles d'analyse pour traiter de la question migratoire, et les sociologues sont bien placés pour relever ce défi.

Ce dossier spécial propose des analyses sociologiques de l'économie politique et sociale des migrations de main-d'œuvre en s'intéressant plus particulièrement aux États, aux politiques publiques, aux acteurs et aux défis auxquels sont confrontées les personnes qui cherchent à améliorer leurs conditions de vie grâce à la mobilité, aussi bien à l'intérieur de leur pays qu'au-delà des frontières nationales. Les articles qui suivent s'appuient sur des communications initialement présentées lors de la conférence sur « L'économie politique internationale de la main-d'œuvre migrante » organisée conjointement par le Comité de recherche sur l'économie et la société (RCO2) de l'Association internationale de Sociologie et la World Society Foundation à l'Université de Duisburg-Essen à l'été 2024. Les questions traitées sont : les pays d'origine et les politiques d'émigration ; les capitaux destinés à l'investissement étranger ; les intersections complexes entre les migrations des zones rurales vers les zones urbaines et les migrations transfrontalières, en particulier depuis et vers les pays du Sud ; des comparaisons entre pays d'origine et pays d'accueil ; les migrations de personnes diplômées et celles de personnes à bas salaire ; et la manière dont tous ces facteurs influent sur les attentes et les parcours de vie des migrants. Les pays traités couvrent un large éventail de contextes socio-politiques, révélant des flux migratoires intrarégionaux et transnationaux complexes à travers le système mondial.

**D**epuis des siècles, la migration est tour à tour perçue comme une chance pour certains et comme un fléau pour d'autres. Du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, les migrations depuis l'Europe vers l'Asie du Sud et du Sud-Est, vers l'Amérique du Nord et du Sud et vers l'Afrique ont offert de nouvelles ressources, des terres et des opportunités aux immigrants européens. Mais ces mêmes flux migratoires ont été synonymes de conquête, de dépossession des terres, de maladies, de violence et (dans certains cas) de l'anéantissement culturel total pour les populations autochtones des pays d'accueil. Au cours des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, les migrations forcées de l'Afrique et de l'Asie du Sud vers d'autres régions d'Afrique, d'Asie et surtout des Amériques ont apporté la richesse aux colons dans les pays d'accueil, mais des niveaux de violence et de dégradation inhumains pour les migrants eux-mêmes, sans parler de leurs descendants pendant des générations. Aujourd'hui, nous assistons à une autre version de ce même dilemme. Pour des milliards de personnes, la migration représente la seule chance de

### > L'analyse des régimes de migration-développement

Une innovation importante dans l'analyse sociologique des migrations réside dans le fait de conceptualiser désormais le rôle et les conséquences de la migration de main-d'œuvre pour les pays d'origine, où les transformations économiques, sociales et politiques sont étroitement liées à la migration, dans ce qu'Agarwala appelle le « régime de migration-développement ». Comme le résume Agarwala dans son article qui ouvre ce dossier, trois questions guident l'étude des régimes de migration-développement en Inde, où Agarwala a initialement développé ce concept, ainsi que dans d'autres contextes du monde en développement : premièrement, qui bénéficie des migrations ; deuxièmement, quelles sont les conséquences des migrations ; et troisièmement, comment le lien entre migration et développement évolue constamment.

Mettre en lumière les bénéficiaires de la migration peut contribuer à influencer de manière positive sur l'opinion publique à l'égard de la migration et à renforcer le soutien en faveur de la migration. L'analyse approfondie des conséquences de la migration, notamment en ce qui concerne les hiérarchies de classes sociales et les coalitions d'élites, peut apporter un éclairage sur la migration en tant que modèle de croissance et sur ses effets sur les protections sociales. Enfin, l'étude de l'évolution des régimes de migration-développement au fil du temps peut faire émerger d'autres visions de la manière dont la migration peut contribuer au développement social.

En étudiant l'émigration depuis l'Inde vers des secteurs à bas salaires à l'étranger, Kumar examine s'il existait des accords bilatéraux entre les pays d'origine et les pays d'accueil, une pratique censée, du moins en théorie, garantir une migration sûre et ordonnée. Kumar constate que ces accords ne prennent pas suffisamment en compte la santé et la sécurité des émigrants indiens, en partie parce que les organisations de migrants et les syndicats ne sont pas consultés ni invités à participer à l'élaboration de mesures de protection. Pour l'État indien, l'émigration sert plusieurs objectifs : elle favorise le développement économique, tout en garantissant une légitimité politique tant au niveau national qu'international et en obtenant l'adhésion à un nouvel habitus néolibéral.

### > Migration de main-d'œuvre domestique et dans le secteur du care

Les travaux sociologiques sur les mobilités des migrants s'intéressent depuis longtemps aux conséquences de la migration de main-d'œuvre dans le secteur du care, tant pour les communautés d'origine confrontées à des déficits en matière de soins que pour les inégalités sociales dans les pays de destination, où les conditions de travail abusives trouvent leur origine dans les hiérarchies sociales et

ethniques mondiales. La série d'articles consacrée à la migration de main-d'œuvre dans les secteurs des employés de maison et de l'attention et des soins à la personne propose des comparaisons transnationales des mobilités dans les pays du Sud global, ainsi que des comparaisons entre les migrations entre milieu rural et milieu urbain et les migrations transfrontalières.

Vega-Salazar, Moreno, Castiblanco-Moreno et Pineda montrent comment les mobilités Sud-Sud des femmes en Amérique latine diffèrent systématiquement des flux Sud-Nord, sur lesquels a porté jusqu'à présent l'essentiel de la recherche sur la migration dans le secteur du care. Les chaînes mondiales du care ne sont pas de simples systèmes de transfert de travail reproductif. Le grand nombre de femmes vénézuéliennes qui migrent vers la Colombie emportent avec elles leurs obligations familiales lorsqu'elles émigrent avec leurs enfants et d'autres adultes à charge. Dans le secteur du care, cependant, les femmes colombiennes déplacées sont également très présentes, tandis que l'immigration irrégulière et les emplois dans le secteur informel courants dans ce secteur affectent les conditions de travail et les moyens de subsistance des femmes migrantes vénézuéliennes.

Ng et Ye comparent les tendances observées en Asie de l'Est et du Sud-Est, notamment entre la migration de main-d'œuvre des zones rurales vers les zones urbaines dans le secteur du care en Chine et la migration transnationale de travailleurs domestiques issus de pays à faible revenu vers Singapour. Les idéologies du « développementalisme mobile » fonctionnent de manière très similaire dans ces deux contextes, présentant les travailleurs domestiques mobiles et migrants comme moins modernes, et donc moins dignes d'un travail décent et d'un traitement équitable de la part des familles urbaines modernes pour lesquelles ils travaillent.

### > Remettre en question les idées reçues sur les migrants diplômés et qualifiés

Deux contributions se concentrent sur l'analyse des migrants diplômés et qualifiés, un sujet encore relativement peu abordé par la recherche sur les migrations. Cela vaut tout particulièrement pour les études consacrées aux migrations vers les pays du Golfe. Paul, Yavaş et Park présentent les conclusions de leurs recherches sur les migrants expatriés originaires du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) ainsi que d'Asie du Sud qui s'installent à Dubaï, une destination préférée aux marchés du travail habituels du Nord global. Si l'évolution de carrière et le niveau de vie à Dubaï ne diffèrent pas de ceux des pays du Nord, les expatriés de la région MENA et d'Asie du Sud considèrent que la proximité géographique, qui facilite les visites familiales, ainsi que la tolérance envers les identités religieuses et ethniques, font de Dubaï une destination préférée par rapport au Nord. Cette situation ne s'applique toutefois pas

aux migrants d'Afrique subsaharienne, qui subissent à Dubaï une discrimination similaire à celle qu'ils subissent dans les pays du Nord. Les villes globales comme Dubaï sont le théâtre de l'intégration d'un grand nombre d'immigrants faiblement rémunérés au service d'expatriés issus de l'élite, créant ainsi une économie précaire et féminisée de services reproductifs.

Xu compare les motivations des migrants chinois, aussi bien ceux qui se déplacent à l'intérieur du pays que ceux qui partent à l'étranger au Canada, pour y poursuivre leurs études. Les recherches portaient généralement de l'idée que la citoyenneté canadienne et le statut d'enregistrement urbain dit *hukou* en Chine constituaient les principales motivations de la migration motivée par les études, tant à l'échelle internationale qu'au niveau national. Xu constate au contraire que les migrants chinois qui migrent des campagnes vers les villes pour y faire des études s'intéressent davantage aux meilleures perspectives d'emploi sur les marchés du travail urbains chinois après l'obtention de leur diplôme qu'à un changement de *hukou*. Les migrants chinois qui partent au Canada faire des études préfèrent la résidence permanente à la citoyenneté, tout comme les Chinois ayant émigré des régions rurales de Chine vers le Canada, car une citoyenneté étrangère pourrait restreindre leur mobilité vers la Chine et leur capacité à mener une vie transnationale.

### > Le cas de l'influence chinoise au Cambodge

Le dernier article de Lai et Siu se concentre spécifiquement sur la manière dont les investissements directs chinois au Cambodge, qui représentent 90% de l'industrie textile et 55% de l'ensemble des usines à capitaux étrangers, renforcent un modèle de capitalisme autoritaire dans ce pays, où la croissance économique dépendante des investissements étrangers prime sur les droits du travail et la participation démocratique. Alors que les travailleurs cambodgiens du secteur de l'habillement continuent de lutter contre l'exploitation, le nombre de grèves a fortement diminué, le pays cherchant à fournir une main-d'œuvre bon marché pour attirer et apaiser les investisseurs chinois. Le régime de développement migratoire qui se dessine ressemble aux recherches antérieures sur le développement dépendant en Amérique latine et dans d'autres contextes d'Asie du Sud-Est.

### > Les idéologies et les politiques publiques déterminent si la migration favorise la mobilité sociale ou ne fait que renforcer les hiérarchies existantes

Les nouvelles pistes de recherche sociologique sur les migrations suggérées par ces articles soulignent l'importance des États – d'origine et d'accueil – ainsi que de leurs modèles de développement et d'investissement, qui déterminent si la migration ouvre des perspectives de mobilité sociale et de moyens de subsistance plus sûrs, ou si elle conduit au contraire à enfermer des migrants déjà vulnérables dans des conditions de vie précaires. La classe sociale, ainsi que le genre et l'origine ethnique, en particulier lorsque cette dernière recoupe les différences de niveaux de revenus entre les pays d'origine et de destination, jouent à cet égard un rôle déterminant. Bien que les migrants diplômés soient les plus susceptibles de tirer des avantages de la migration, cela dépend de leur intégration ou de leur exclusion des marchés du travail dans leurs pays de destination.

Les idéologies et les politiques de développement déterminent si la migration constitue une opportunité de mobilité sociale ou si elle contribue à renforcer les hiérarchies de genre, de classe et ethniques. La gouvernance internationale visant à garantir une migration sûre et ordonnée n'a toutefois pas encore permis d'assurer l'équité et la protection des migrants occupant des emplois à bas salaire. De même, les politiques publiques des pays de destination n'offrent pas encore aux migrants qualifiés les protections sociales et politiques qu'ils recherchent. Les conséquences de la migration en rapport avec les questions de frontières et d'inclusion et d'exclusion sont très similaires pour la migration interne et transnationale, qui se recoupent dans des secteurs tels que le travail domestique et le *care* ainsi que l'industrie manufacturière peu qualifiée. Les migrations Sud-Sud et la convergence de l'émigration et de l'immigration dans un nombre croissant de pays soulignent la nécessité d'approfondir la recherche sur les institutions et les pratiques qui influent sur les expériences des migrants à l'échelle mondiale. ■

Contact :

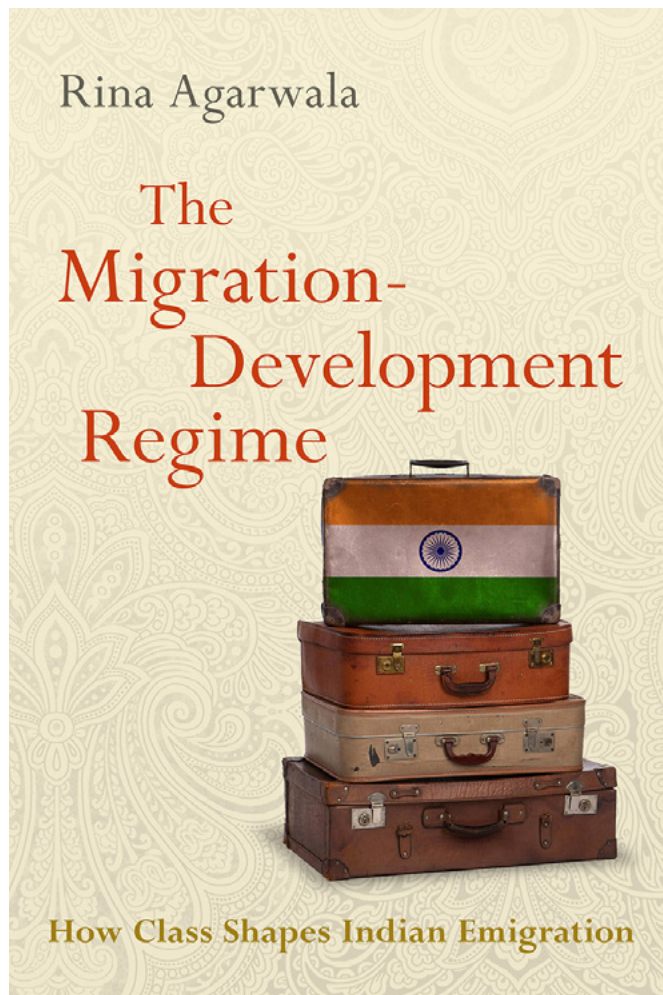
Karen Shire <[karen.shire@uni-due.de](mailto:karen.shire@uni-due.de)>

Heidi Gottfried <[ag0921@wayne.edu](mailto:ag0921@wayne.edu)>

Rina Agarwala <[agarwala@jhu.edu](mailto:agarwala@jhu.edu)>

# > Les apports de la sociologie sur la question migratoire

Rina Agarwala, Université John Hopkins (États-Unis)



Couverture du livre de Rina Agarwala *The Migration-Development Regime*, publié par Oxford University Press.

**L**a migration mondiale figure parmi les plus grands défis de notre siècle. Ce sujet influence les résultats électoraux, et les opinions divergentes qu'il suscite divisent les pays, les communautés et même les familles. En quoi la sociologie peut-elle contribuer à relever ce défi ?

Depuis des décennies, les sociologues nous ont aidés à ne pas nous contenter d'observer les migrants pris individuellement, mais à comprendre également les forces économiques et sociales plus générales qui catalysent les flux migratoires internes et mondiaux. La compréhension de ces facteurs structurels a permis de mieux cerner qui migre, comment et vers où ces personnes migrent, et pourquoi elles le font malgré les coûts et les risques que cela implique. Par exemple, les sociologues ont analysé les différents « facteurs de répulsion » – tels que la pauvreté économique, les épidémies, l'expropriation foncière et la violence – qui poussent certaines populations à prendre la décision difficile et souvent dangereuse de quitter leur foyer et leurs proches dans les régions d'origine. Les sociologues ont également mis en évidence les différents « facteurs d'attraction » – tels que les cadres juridiques et institutionnels et la demande de main-d'œuvre – qui attirent les personnes vers certaines régions d'accueil plutôt que d'autres. Conscients que les individus ne sont pas simplement des acteurs rationnels, les sociologues ont également étudié les processus de médiation tels que les réseaux ethniques, les affinités culturelles et les ensembles de décisions prises au niveau de la famille ou des ménages – qui alimentent certains flux migratoires, même lorsqu'ils ne sont pas les plus rentables ou les moins risqués.

Mais en tant que sociologues, nous ne devons pas en rester là dans notre réflexion. Dans mon dernier ouvrage, intitulé *The Migration-Development Regime: How Class Shapes Indian Emigration*, je propose un nouveau cadre analytique que j'appelle le « régime de migration-développement » (ou MDR), qui met à profit les outils sociologiques pour approfondir la réflexion de trois manières importantes.

## > À qui profitent les régimes migratoires ?

Tout d'abord, il s'agit d'exploiter nos connaissances sociologiques du pouvoir pour mettre en évidence les acteurs non migrants qui, non seulement subissent les conséquences négatives de la migration, mais aussi *en tirent profit*. Si les controverses publiques et politiques autour

>>

de l'immigration ont montré que celle-ci touche clairement des populations bien au-delà de celles qui migrent effectivement, les débats actuels ont tendance à se concentrer sur les coûts engendrés. Or, mettre en évidence qui, parmi les populations non migrantes, en tire profit et de quelle manière permet de mieux expliquer pourquoi les flux migratoires se poursuivent malgré les coûts et les risques encourus. Mettre en avant ces bénéficiaires et ces avantages pourrait également contribuer à renforcer le soutien de l'opinion publique à la migration. Enfin, mettre en lumière ces bénéficiaires et ces avantages peut aider à identifier précisément les domaines qui nécessitent une protection.

Quels acteurs non migrants tirent donc profit de la migration, et de quelle manière ? Dans le cas de la migration mondiale, on sait que les employeurs autochtones parviennent souvent à accroître leurs bénéfices économiques et à améliorer leur statut social basé sur des critères raciaux et de genre grâce à une main-d'œuvre migrante bon marché employée dans la sphère productive rémunérée. Les sociologues ont également contribué à mettre en lumière la manière dont les familles autochtones renforcent leur pouvoir basé sur des critères raciaux et de genre dans la sphère du travail reproductif, aussi bien rémunéré que non rémunéré, en comptant sur les migrants pour s'occuper de leurs personnes âgées, de leurs enfants, voire d'eux-mêmes.

Le cadre d'analyse MDR met en lumière un autre bénéficiaire trop souvent occulté dans les études sociologiques sur les migrations : l'État. Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, les « États de migration » – qu'il s'agisse de pays d'accueil ou d'origine – contrôlent qui a le droit de franchir ou de quitter certaines frontières nationales. Et malgré l'intérêt croissant pour le « transnationalisme », les États-nations restent les seuls acteurs dotés de l'autorité légitime pour réglementer, restreindre et régir les mouvements transfrontaliers de personnes. Mais une telle gouvernance a un coût. Alors pourquoi les États s'en préoccuperaient-ils ? En m'appuyant sur le cas de l'Inde comme pays d'émigration de 1833 à nos jours, je montre comment le gouvernement indien a systématiquement utilisé l'émigration comme vecteur pour assurer la croissance économique nationale, garantir sa légitimité politique (aux niveaux national et international) et obtenir l'adhésion à de nouvelles normes, habitudes et pratiques. Par exemple, les émigrants indiens ont contribué à diffuser le mouvement anti-impérialiste et antiraciste au début du XX<sup>e</sup> siècle ainsi qu'un mouvement en faveur de la démocratie dans les années 1970. Plus récemment, les travailleurs migrants pauvres qui circulent entre l'Inde et les pays du Golfe transmettent des idéaux d'entrepreneuriat et d'autosuffisance et forgent des identités cosmopolites mondiales.

Mais d'importantes questions restent en suspens et devront être abordées dans le cadre de recherches futures. De plus en plus, les États jouent simultanément le rôle

d'États d'origine et d'États d'accueil des migrants. Comment gèrent-ils ces rôles contradictoires ? En quoi les régimes étatiques au niveau national diffèrent-ils des régimes étatiques infranationaux et dans quelle mesure peuvent-ils entrer en conflit avec eux ? Dans le même ordre d'idées, le cadre d'analyse MDR nous invite-t-il à briser les cloisonnements actuels qui séparent les analyses des migrations internes des migrations internationales ?

### > Quelles sont exactement les conséquences des régimes migratoires ?

Deuxièmement, en mettant en évidence les bénéficiaires concrets de la migration, nous pouvons également exposer avec plus de précision ses conséquences réelles (intentionnelles et non intentionnelles), ce qui permet ensuite de mieux cerner la nature exacte des problèmes que nous devons résoudre.

Dans le cas de l'Inde, je m'appuie sur le cadre d'analyse MDR pour démontrer que les politiques et pratiques d'émigration menées par l'État indien depuis les années 1830 jusqu'à nos jours ont eu pour conséquence majeure d'exacerber et de renforcer de manière constante les inégalités de classe entre les citoyens indiens. Par exemple, à la suite de l'abolition de l'esclavage en 1833, le régime colonial britannique a encouragé l'émigration de travailleurs indiens pauvres pour qu'ils servent de travailleurs (*coolies*) racialisés (dans le cadre de la servitude contractuelle, de l'emploi informel et des emplois professionnels de la classe moyenne). Mais depuis les années 1900 jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement indien a légalement restreint la possibilité pour les citoyens pauvres d'émigrer à l'étranger, tout en permettant aux citoyens de l'élite de se déplacer librement. Si ces restrictions à la mobilité ont été mises en place au nom de la protection et du nationalisme, elles ont offert ce que j'appelle une « protection paternaliste », qui à son tour a creusé les inégalités de classe en Inde et à l'échelle mondiale.

Par ailleurs, depuis les années 1980, l'État indien a permis à ses émigrants issus de l'élite de conclure ce que j'appelle un « pacte d'élite » avec des chefs d'entreprise et des dirigeants gouvernementaux en Inde, ce qui a, à son tour, modifié la position de l'Inde dans l'ordre capitaliste mondial pour la première fois depuis les années 1800. En raison des politiques et pratiques d'émigration de l'État indien, les Indo-Américains, en particulier, ont servi de vecteur transnational clé pour la transmission des idéaux néolibéraux et des pratiques de privatisation, d'autosuffisance et de volontarisme depuis les cercles d'élite américains vers les élites indiennes. Cela a remodelé les entreprises indiennes, les organisations de la société civile, l'éducation, les soins de santé, les codes des impôts et les marchés immobiliers, faisant de l'Inde un nouvel acteur économique mondial. L'ancien [Premier ministre](#) britannique d'origine indienne et de confession hindoue est

une illustration de comment ces vecteurs transnationaux s'immiscent également dans la sphère intime : il est marié à une citoyenne indienne, fille du fondateur de l'une des entreprises informatiques les plus prospères d'Inde.

Mais, là encore, des questions importantes restent en suspens. Si le cadre d'analyse MDR met en lumière les inégalités liées à la classe sociale, devrait-il également permettre de mettre en évidence les conséquences des régimes migratoires fondés sur les castes et le genre ? Comment les États de migration ont-ils consolidé ces hiérarchies au fil du temps ?

### **> Comment les régimes migratoires peuvent-ils évoluer et évoluent-ils réellement ?**

Enfin, en tant que sociologues, nous sommes bien formés aux relations complexes et dynamiques entre structure et agentivité, et nous savons que le pouvoir peut s'exercer tant d'en haut que d'en bas. C'est pourquoi le cadre MDR conceptualise l'État de migration non pas comme une entité statique, mais comme un lieu de lutte. Dans

nos recherches sur les migrations, nous devons donc non seulement montrer comment les structures politiques et économiques déterminent les migrations d'en haut, mais aussi comment les migrants remodelent parfois les États et les structures économiques d'en bas. En raison de cette relation dialectique entre les États et les migrants, les MDR évoluent au fil du temps. Dans le cas de l'Inde, mon livre retrace l'ascension et le déclin de trois MDR distincts, des années 1830 à nos jours. Les recherches futures devraient retracer les changements historiques qui se sont produits dans les MDR de différents pays et régions infranationales, et utiliser ces histoires pour envisager des futurs alternatifs.

Depuis des décennies, les sociologues apportent une contribution majeure à notre compréhension des migrations mondiales. Mais les défis actuels prennent de nouvelles tournures, et un nouveau souffle est nécessaire pour poursuivre nos recherches. Le cadre MDR offre un nouvel outil susceptible de contribuer à élargir ces futures recherches. ■

Contact :  
Rina Agarwala <[agarwala@jhu.edu](mailto:agarwala@jhu.edu)>

# > La pratique de l'État indien en matière de migration sûre et ordonnée

Ashwin Kumar, Université Cornell (États-Unis)



Le drapeau indien. Crédit : Ragu Raja, via Pexels.

**A**u cours des dernières décennies, de nombreux travaux ont été consacrés au rôle de l'État, en particulier celui des pays d'origine des migrants, dans la gestion des migrations au service de divers objectifs politiques et de développement. L'appel en faveur d'une migration sûre et ordonnée s'inscrit dans le cadre du [débat](#) sur les interactions entre migration et développement. Les Objectifs de développement durable des Nations Unies de 2015 et le Pacte mondial pour les migrations adopté en 2018 définissent un modèle de migration « sûre, ordonnée et responsable ».

Dans cet article, j'examine les réalités de ce modèle sur le terrain, ainsi que la manière dont les gouvernements à l'échelle nationale et infranationale envisagent et mettent en œuvre des programmes à ces fins. Plus précisément,

j'examine comment l'Inde, premier fournisseur de main-d'œuvre migrante au monde, conçoit une migration sûre et éthique moyennant la diffusion de compétences recherchées sur le marché du travail pour les futurs travailleurs migrants. Pour ce faire, je m'appuie sur des entretiens menés auprès d'organisations de travailleurs, ainsi que d'agences fédérales et régionales de formation et de recrutement, dans les principales régions d'origine des migrants que sont Delhi, le Kerala et le Telangana.

## > Les promesses et les limites de « l'écosystème de la migration des compétences » pour une migration sûre et ordonnée

Comme le souligne [Rina Agarwala](#), l'État indien, tant à l'époque coloniale qu'au cours de la période postcoloniale, est toujours intervenu auprès de sa population migrante afin d'atteindre ses propres objectifs de développement. L'un des principaux moyens utilisés a consisté à garantir la sécurité de ses travailleurs migrants.

Plus récemment, l'État indien s'est efforcé de promouvoir un recrutement éthique en dotant les travailleurs migrants des compétences recherchées sur le marché du travail et en les envoyant travailler à l'étranger par des voies officielles négociées dans le cadre d'accords bilatéraux sur le travail (ABT) conclus avec les pays d'accueil. Bien que leur applicabilité soit limitée, ces accords visent à garantir un ensemble de normes convenues d'un commun accord concernant les pratiques de recrutement sûres et éthiques, ainsi que les salaires et la protection du travail dans les pays de destination. En février 2025, le gouvernement fédéral indien, ainsi que les gouvernements locaux de certains des États du pays, ont conclu des ABT axés sur les compétences avec des pays tels que [l'Allemagne](#), [Israël](#) et le [Japon](#) pour un large éventail de professions et de secteurs, notamment la construction, les travaux électriques et techniques, et les soins de santé. Avec ces accords, le gouvernement indien a estimé qu'il pourrait également mieux contrôler le fonctionnement des agences privées, qui continuent à dominer le marché du recrutement, par le biais d'une surveillance et d'une [collaboration](#) occasionnelle. De nouveaux acteurs (à savoir les agences [fédérales](#) et [régionales](#), en plus des agences privées de

>>

développement des compétences) ont désormais intégré l'écosystème de la « migration des compétences ».

Cependant, la mise en œuvre de ces programmes s'est avérée difficile au sein du système fédéraliste fragmenté de gestion des migrations qui est celui de l'Inde. Les acteurs fédéraux et régionaux poursuivent des ambitions et des stratégies différentes mais adoptent également des positions politiques distinctes, ce qui engendre concurrence et confusion au cours du processus de mise en œuvre. Mes entretiens avec les agences fédérales et régionales de développement des compétences ont révélé une concurrence acharnée entre elles, chacune cherchant à surpasser les autres pour remporter des contrats et acquérir une notoriété institutionnelle, tout en rivalisant avec les nombreuses agences privées de recrutement et de développement des compétences existantes. Cette concurrence s'est traduite par un manque de collaboration et est source de confusion quant aux exigences de qualification des migrants. Par exemple, alors que le récent accord entre l'Inde et l'Allemagne exigeait le respect de normes strictes en matière de compétences et de formation linguistique avant que le recrutement puisse avoir lieu, l'accord entre l'Inde et Israël, établi de longue date pour le secteur de la construction, n'exigeait qu'un test sommaire basé sur les tâches.

### > Les aspects pratiques et éthiques d'une migration « sûre » vers des zones dangereuses

En fait, l'accord entre l'Inde et Israël a suscité une vive controverse sur ce qui constituait une migration de main-d'œuvre sûre et éthique. Lorsque j'ai interrogé des responsables sur la sécurité liée à l'envoi de travailleurs indiens dans une zone active de conflit, tant les agences fédérales que celles de l'État du Telangana ont justifié leur décision en assurant qu'un contrôle gouvernemental strict serait exercé. Les travailleurs percevaient un bon salaire pour leur travail, l'accord couvrant même la nourriture et le logement. Au cas où les travailleurs se trouveraient dans une situation dangereuse, les consulats indiens prendraient en charge leurs besoins, y compris leur évacuation, si nécessaire.

Les agences de l'État du Kerala, quant à elles, ont remis en question la sécurité et la déontologie de cet accord bilatéral. Contrairement à la position plus ambivalente du gouvernement fédéral vis-à-vis du conflit, le ministre en chef du Kerala a officiellement condamné les attaques d'Israël sur Gaza en décembre 2023. Les agences de recrutement du gouvernement du Kerala ont confirmé qu'à la suite de la déclaration du ministre en chef, elles avaient refusé d'envoyer des travailleurs en Israël dans le cadre de

cet accord. Comme l'a fait valoir un agent de recrutement de l'État du Kerala :

« *Nous [les agences gouvernementales] devrions nous concentrer sur le recrutement éthique de travailleurs vers les diverses destinations. Les envoyer dans une zone active de guerre est contraire à toute forme d'éthique !* »

Le niveau d'incapacité du gouvernement indien à protéger les travailleurs était également évident dans les pratiques d'embauche et de licenciement. Quelques mois après l'arrivée du premier groupe de travailleurs en Israël, un [rapport](#) d'enquête a révélé que près de 2.000 travailleurs indiens avaient été licenciés par des entrepreneurs israéliens locaux, ce qui a conduit à l'expulsion d'un grand nombre d'entre eux d'Israël. Les employeurs ont invoqué un « manque de compétences » pour justifier ces licenciements. Et le gouvernement indien ne pouvait pas faire grand-chose pour remédier à cette situation. Cet incident a révélé plusieurs failles dans la vision de ce programme visant à faciliter une migration « sûre, ordonnée et responsable ».

### > Donner la parole aux travailleurs

Enfin, au-delà des gouvernements fédéraux et régionaux, la société civile doit également être prise en compte. Traditionnellement, les organisations de travailleurs, les associations de la société civile et les réseaux syndicaux transnationaux ont joué un rôle déterminant dans la défense des droits des migrants. Mes entretiens révèlent que, à mesure que la gestion gouvernementale de la main-d'œuvre migrante se développe, la voix des organisations de travailleurs migrants s'est affaiblie. Par exemple, les syndicats indiens se sont opposés à l'accord conclu entre l'Inde et Israël, arguant qu'il était tout à fait contraire à l'éthique de contribuer à l'oppression en cours des Palestiniens. Pourtant, les syndicats et d'autres associations de migrants ont confirmé qu'ils n'avaient pas été consultés lors de l'élaboration de ces accords.

Les organisations ont souligné que toute initiative visant à garantir un recrutement sûr et éthique des travailleurs migrants devait prendre en compte les points de vue de ceux qui défendent les droits des travailleurs migrants sur le terrain. Dans un contexte de durcissement des frontières mondiales, leur implication devient de plus en plus cruciale, en particulier au niveau transnational. Au-delà de la formation des travailleurs migrants et de leur mise en relation avec des employeurs intéressés à les embaucher, tout espoir d'une migration sûre et ordonnée nécessitera une vision plus inclusive pour garantir les droits des travailleurs migrants. ■

Contact :  
Ashwin Kumar <[ak2398@cornell.edu](mailto:ak2398@cornell.edu)>

## > Le care au-delà des frontières : les migrantes vénézuéliennes en Colombie

**María Camila Vega-Salazar**, Université des Andes (Colombie), **Carolina Moreno**, Université des Andes (Colombie), **Suelen Castiblanco-Moreno**, Université de La Salle (Colombie), et **Javier A. Pineda D.**, Université des Andes (Colombie)



Campement dans une forêt, avec du linge suspendu au-dessus d'un sentier.  
Crédit : Luna Andrade Arango, via Pexels.

**A**u début du XXI<sup>e</sup> siècle, la sociologue Arlie Hochschild introduisait la notion de *global care chains* (chaînes mondialisées du care) pour désigner les réseaux transnationaux de femmes transférant par-delà les frontières les responsabilités dans le domaine de l'attention à la personne et du soin (ce qu'on appelle le care en anglais), le plus souvent des pays pauvres vers les pays riches. Ce concept a donné naissance à un vaste domaine de recherche analysant comment le genre, la classe sociale et la migration interagissent avec la prestation de soins. Une grande partie de la littérature s'est concentrée sur la migration Sud-Nord : des femmes du Sud migrant vers des pays plus riches pour répondre à des besoins croissants en matière de soin. Mais que se passe-t-il lorsque les chaînes de care opèrent au sein même des pays du Sud global ? Des chercheurs latino-américains se sont penchés précisément sur cette question, révélant des schémas complexes de migration et de prestation de soins d'un pays à l'autre, notamment entre le [Chili](#), le [Brésil](#) et l'[Argentine](#) et, plus récemment, la Colombie.

Cet article se concentre sur la migration Sud-Sud, en prenant l'exemple des femmes vénézuéliennes qui ont émigré en masse vers la Colombie depuis 2015. Fin 2023, près de 2,9 millions de Vénézuéliens s'étaient installés en Colombie, les femmes étant légèrement plus nombreuses que les hommes. Beaucoup de ces femmes doivent non seulement composer avec des politiques d'immigration précaires et des

marchés du travail hostiles, mais aussi assumer des tâches rémunérées et non rémunérées dans le domaine du care.

Nous pensons que la théorie des chaînes mondiales du care doit être révisée afin de mieux refléter les réalités des flux migratoires régionaux, féminisés et souvent circulaires dans les pays du Sud. Ces dynamiques du care ne suivent pas toujours les mêmes schémas que ceux observés dans les pays plus riches. Par exemple, les femmes migrantes voyagent souvent avec leurs enfants, forment des ménages multigénérationnels dans le pays de destination ou continuent d'assumer des tâches de soin au sein de leur propre famille. Dans ces contextes, le travail de care est reconfiguré, et non simplement transféré.

### > Le travail du care en Colombie : un panorama complexe

La Colombie est depuis longtemps marquée par les déplacements internes causés par le conflit armé, ce qui contribue à ce qu'une forte proportion de femmes travaille dans les secteurs informels du soin et des services domestiques. Aujourd'hui, le pays est également une destination majeure pour les migrants internationaux, en particulier les femmes vénézuéliennes.

Au départ, le gouvernement colombien a répondu à l'afflux de Vénézuéliens par une aide humanitaire. Par la

suite, il a mis en place des mécanismes de régularisation juridique, en particulier le permis de protection temporaire (PPT), qui offrait l'accès au travail et aux services de base. Cependant, les retards administratifs, l'évolution de la volonté politique et l'application limitée de la loi ont laissé de nombreux migrants sans papiers et vulnérables à l'exploitation de leur travail.

Cela est particulièrement vrai dans le secteur du *care*. À partir des données de l'enquête officielle sur les ménages en Colombie (GEIH), nous constatons que, malgré un niveau d'éducation relativement élevé, les femmes vénézuéliennes sont surreprésentées dans les secteurs informels à bas salaires tels que l'hôtellerie, la restauration et le commerce de détail. Étonnamment, le travail domestique n'est pas le secteur où ces femmes sont le plus représentées. Ce rôle est en grande partie occupé par les femmes colombiennes [déplacées à l'intérieur du pays](#), ce qui est révélateur de la manière dont les conflits internes de la Colombie ont façonné son propre marché du travail dans le secteur du *care*.

Bien que les femmes vénézuéliennes occupant des emplois domestiques soient généralement plus jeunes et plus instruites que leurs homologues colombiennes, elles sont davantage exposées à des emplois dans le secteur informel et exclues des systèmes de protection sociale. Par exemple, 40% des travailleuses domestiques vénézuéliennes n'avaient aucune couverture santé en 2023, et seules 7% étaient affiliées à des systèmes d'épargne-retraite, malgré des emplois à temps plein. La plupart n'ont qu'un contrat de travail verbal, ce qui aggrave encore la précarité de leur situation.

### > Au-delà des chiffres : une critique féministe

Avec cette étude, nous appelons à adopter une approche plus intersectionnelle dans l'analyse du travail du *care*. Le genre n'est pas la seule variable en jeu. L'origine nationale, le statut juridique, l'origine ethnique, l'âge et le niveau d'éducation s'entrecroisent pour déterminer la répartition des responsabilités en matière de *care*, et qui en est exclu.

Le cas du Venezuela soulève également des questions quant à la viabilité des politiques actuelles en matière de migration et d'emploi. Le passage de la Colombie de l'aide humanitaire à « l'intégration socio-économique » ne s'est pas encore traduit par des protections ou des opportunités concrètes pour les femmes migrantes. Les changements politiques récents dans le pays se sont en outre traduits

par des appels en faveur de retours volontaires des migrants vénézuéliens dans leur pays, malgré l'instabilité qui y règne toujours.

Au lieu de recourir à des permis temporaires et de dépendre du pouvoir discrétionnaire des responsables politiques, des pays comme la Colombie devraient avoir une politique migratoire solide et permanente qui permette de reconnaître la valeur du travail de *care* fourni par les migrants et garantir les droits de ceux qui l'exercent, quel que soit leur statut administratif.

### > Repenser les chaînes du care dans les pays du Sud

Cette recherche s'inscrit dans un corpus croissant de travaux latino-américains qui remettent en question les modèles eurocentriques de la migration dans le domaine du *care*. Plutôt que de supposer un flux unidirectionnel de main-d'œuvre du Sud vers le Nord, nous devons reconnaître les réalités dynamiques et multidimensionnelles du *care* dans les différents contextes régionaux. En Colombie, les soins et l'attention à la personne sont à la fois exportés et importés : alors que de nombreux Colombiens ont émigré à l'étranger, le pays reçoit également un afflux important de travailleurs du *care* venus de l'étranger.

De plus, dans les pays du Sud, le travail de *care* est souvent déterminé par les déplacements, les inégalités et la négligence des pouvoirs publics. Il n'est pas seulement question d'emploi, mais aussi de survie et de solidarité entre les femmes. Les responsabilités de *care* sont réparties par le biais de réseaux informels, d'arrangements familiaux et de stratégies communautaires, souvent sans le soutien de l'État.

Les femmes vénézuéliennes en Colombie redéfinissent ce que signifie être une migrante et une aidante. Leurs expériences remettent en question les modèles simplistes des chaînes mondiales du *care* et nous invitent à considérer les soins et l'attention à la personne non seulement comme un travail, mais aussi comme un lieu de lutte politique et de transformation sociale. En documentant ces réalités, cette étude appelle à une sociologie de la migration et du *care* plus ancrée dans la réalité et plus inclusive, qui place au centre les voix et le pouvoir d'action des femmes qui doivent composer avec une vie en déplacement. ■

Contact :

María Camila Vega-Salazar <[mc.vega611@uniandes.edu.co](mailto:mc.vega611@uniandes.edu.co)>

Carolina Moreno <[camoreno@uniandes.edu.co](mailto:camoreno@uniandes.edu.co)>

Suelen Castiblanco-Moreno <[secastiblanco@unisalle.edu.co](mailto:secastiblanco@unisalle.edu.co)>

Javier A. Pineda D. <[jpineda@uniandes.edu.co](mailto:jpineda@uniandes.edu.co)>

# > “Développementalisme mobile” et migration de travailleuses domestiques en Chine et à Singapour

Lynn Yu Ling Ng, Université York (Canada), et Yunhui Ye, Université de Victoria (Canada)



Des travailleuses domestiques pendant leur jour de repos.  
Crédit : Rex Pe, via Creative Commons CC BY 2.0.

**L**a pandémie de Covid-19 a remis au centre de l'attention les métiers du *care* et notre dépendance mondiale à l'égard des travailleurs domestiques migrants. Pourtant, malgré des enjeux communs, les expériences de ces travailleurs ont rarement fait l'objet d'analyses comparatives entre les différents contextes nationaux. Les travaux menés dans ce domaine en Asie de l'Est, en Europe, et même au sein de grands pays comme la Chine et l'Inde, se développent, mais restent relativement marginaux par rapport aux courants dominants de la recherche. Nous participons à ce débat important en comparant le cas des travailleuses domestiques qui sont des migrantes internes en Chine et celui des travailleuses domestiques étrangères à Singapour, afin de montrer comment des stratégies de développement économique similaires créent des formes parallèles d'exploitation.

**> Des modèles dépassés classent ce qui est rural et traditionnel comme plus « arriéré » et ce qui est urbain et moderne comme « supérieur »**

Dans notre article « Same but Different: Care Labor Migration in China and Singapore » (Identique mais différente : la migration de main-d'œuvre dans le secteur du *care* en Chine et à Singapour), qui paraîtra dans un prochain numéro spécial consacré aux « Spatialités de la domesticité » de la revue *Work Organisation, Labour and Globalisation*, nous nous appuyons sur la recherche féministe en économie politique et sur des recherches ethnographiques en ligne pour comparer les expériences des travailleuses domestiques d'un pays à l'autre, afin de mettre en lumière les schémas communs d'exploitation ancrés dans les idéologies du développement.

Nous illustrons les circonstances de ce que nous appelons le « développementalisme mobile » : des idéologies de développement linéaires et par étapes qui, suivant la théorie dominante de la modernisation, opposent les statuts inférieurs et supérieurs respectivement des populations rurales/traditionnelles et des populations urbaines/modernes.

Les mobilités des migrants sont marquées par ces hiérarchies sociales. En Chine, les travailleuses domestiques issues d'un milieu rural sont victimes de discrimination en raison de leur *suzhi* (qualité humaine) inférieure. À Singapour, les travailleuses domestiques étrangères sont perçues comme provenant de régions « moins développées » d'Asie. Ces deux groupes de femmes migrantes sont soumis au « développementalisme mobile » d'un classement civilisationnel colonial dans lequel certaines personnes sont considérées comme intrinsèquement plus « modernes » ou « développées » que d'autres.

Ce système de classement n'est pas le fruit du hasard. Il trouve son origine dans la théorie de la modernisation d'après-guerre, qui prône un progrès linéaire de sociétés rurales/traditionnelles « arriérées » vers des sociétés urbaines/modernes « avancées ». Que les travailleuses franchissent des frontières internationales (Singapour) ou les clivages internes entre zones rurales et urbaines (Chine), elles sont confrontées à la même dévalorisation de leur dignité humaine et de leur travail.

**> Comprendre la crise du care**

Les États recourent à des stratégies de développement pour justifier la dévalorisation des femmes et du travail de *care* qu'elles accomplissent. Les objectifs nationaux de modernisation économique et d'« élévation » du pays constituent un élément majeur, mais non le seul, de ce tableau. De nombreuses études féministes en économie politique se sont intéressées à la manière dont le travail de *care* est systématiquement dévalorisé. Qu'il soit effectué par des migrantes chinoises d'origine rurale ou par des migrantes asiatiques, ce travail est rendu invisible et exploitable par les idéologies genrées qui présentent les femmes de couleur comme particulièrement aptes, par nature, à servir les autres. Cette situation reflète un échec mondial plus général à valoriser le travail de *care*. Les soins et services à la personne sont considérés comme un « devoir naturel » des femmes : une ressource infinie et inépuisable motivée par « l'amour » plutôt que méritant une rémunération équitable.

>>

## > La notion de *suzhi* (qualité humaine) et l'Asie « moins développée »

Le système chinois du *hukou* (enregistrement des ménages), mis en place dans les années 1950, instaure une ségrégation institutionnelle entre les zones rurales et urbaines. Les migrants originaires des zones rurales peuvent travailler en ville, mais n'ont pas accès à des avantages des résidents urbains tels que les soins de santé, l'éducation pour leurs enfants ou la sécurité sociale. La rhétorique du *suzhi* renforce cette situation en présentant les ruraux comme des personnes de « moindre valeur », dépourvues de bonnes manières et constituant un frein à la modernisation de la Chine.

Lorsque son employeur a refusé à une aide à domicile son jour de congé pour le Nouvel An en lui demandant : « En tant que *Baomu* [terme péjoratif pour désigner les aides à domicile], de quel droit demandez-vous un jour férié ? », celle-ci a courageusement contesté cette situation en lui répondant : « Les *Baomu* ne sont-ils pas des citoyens chinois ? Si oui, ils ont droit aux jours fériés légaux. » Son acte de défi lui a coûté son emploi.

À Singapour, les employées de maison étrangères sont victimes de discrimination raciale en tant que femmes originaires de pays asiatiques « moins développés ». Les sites web de recrutement affichent leurs photos, leurs caractéristiques personnelles et leurs « compétences » comme pour comparer des produits avant l'achat. La politique d'hébergement obligatoire des aides à domicile imposée par l'État et le système de parrainage par l'employeur (semblable au système de la *kafala*) créent des relations de dépendance qui font qu'il n'est pas facile pour les travailleuses de changer d'employeur, même lorsqu'elles sont victimes d'abus.

Le cas des travailleuses chinoises est celui de citoyennes de la même ethnie qui se déplacent à l'intérieur de leur propre pays. Leurs homologues à Singapour sont des ressortissantes étrangères qui franchissent les frontières internationales. Les deux groupes sont confrontés à des défis similaires.

**Vulnérabilité juridique :** en Chine, plus de 90% des travailleuses domestiques n'ont pas de contrat de travail officiel, car seules les entreprises, et non les ménages, sont reconnues comme employeurs. De même, bien que les travailleuses domestiques étrangères à Singapour aient des contrats, elles sont classées comme « travailleuses invitées » temporaires dans la catégorie de visa la plus basse, renouvelable tous les deux ans.

**Exploitation des aides à demeure :** les unes comme les autres vivent généralement chez leurs employeurs, d'où l'attente d'une disponibilité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Une employée de maison à Singapour a raconté : « Je me réveille à 4 heures du matin pour préparer le petit-déjeuner [...] Mon temps de repos commence entre 23 heures et minuit, selon l'heure à laquelle mes employeurs rentrent du travail. » Une

aide à domicile chinoise écrivait dans un poème : « Quand ma tête touche l'oreiller, il est déjà 23 heures. Épuisée, trempée de sueur, je m'allonge dans mon lit en pensant à chez moi. »

**Traitement déshumanisant :** Les deux groupes de migrantes sont confrontés à des attitudes condescendantes bien ancrées dans l'idéologie du développement. Les employeurs chinois critiquent le « mandarin non standard » des employées de maison et les obligent à s'exercer à parler « correctement ». Les employeurs singapouriens considèrent que les employées de maison étrangères ont besoin de « discipline » pour s'adapter à la vie urbaine, critiquant leur hygiène, leur manque de familiarité avec les appareils électroménagers modernes et leur mode de vie rural « nonchalant ».

## > Le dénigrement des travailleuses migrantes du care

Notre approche comparative s'intéresse à la dimension nationale au sein des migrations internationales. Tant les migrations internes (en Chine) que les migrations internationales (à Singapour) révèlent des idéologies de développement à différentes échelles et dans divers contextes. Toutes deux créent ce que l'on pourrait appeler des « spatialités de la domesticité » : des espaces privés où l'exploitation prospère à l'abri du regard public et de la réglementation du travail. Les stratégies mondiales de développement créent des hiérarchies locales qui justifient le traitement de certaines populations comme une main-d'œuvre à disposition. Qu'elles soient justifiées par des écarts de développement entre zones rurales et urbaines ou par des disparités internationales, les conséquences sont similaires : le travail de care des femmes devient une marchandise exploitée pour soutenir la reproduction sociale d'autres familles.

Comprendre le développement mobile nous aide à voir les liens entre des situations apparemment différentes. Les travailleuses domestiques chinoises qui luttent pour les droits fondamentaux du travail et les travailleuses domestiques étrangères à Singapour qui s'organisent pour obtenir un traitement équitable sont confrontées à des défis similaires, qui trouvent leur origine dans des idéologies de développement qui les positionnent comme intrinsèquement moins dignes de respect et de protection.

Enfin, reconnaître collectivement ces parallèles ouvre la possibilité de créer des liens de solidarité transnationale et relationnelle et de tirer les enseignements des différents contextes étudiés. Ces deux groupes de femmes font preuve d'une résilience remarquable, utilisant les espaces en ligne pour partager leurs expériences, s'apporter un soutien mutuel et exposer les injustices. Leurs voix remettent en cause le dénigrement généralisé du travail de care et l'exploitation dont fait l'objet ce travail, et exigent la reconnaissance de leur pleine humanité. ■

Contact :  
Lynn Yu Ling Ng <[lynnngyl@yorku.ca](mailto:lynnngyl@yorku.ca)>  
Yunhui Ye <[yunhuiye@uvic.ca](mailto:yunhuiye@uvic.ca)>

# > L'attrait particulier de Dubaï pour les expatriés non occidentaux

**Anju Mary Paul, Mustafa Yavaş et Sejin Park**, Université de New York (NYU) à Abu Dhabi, Émirats arabes unis

**D**epuis l'ouvrage de référence de Saskia Sassen décrivant New York, Londres et Tokyo comme des « villes globales », d'autres villes globales ont été identifiées et classées en se fondant principalement sur des critères économiques. En tant que pôles de la mondialisation du monde des affaires, les villes globales accueillent le siège de grandes multinationales dirigées par des migrants hautement qualifiés. Alors que ces villes se disputent ces talents, les analystes qui les évaluent et les classent, ainsi que les décideurs politiques qui cherchent à les mettre en valeur, ont tendance à utiliser des critères universels, comme si tous les expatriés avaient le même profil défini par la recherche de revenus élevés, d'un mode de vie confortable et d'une plus grande sécurité. Même l'importance culturelle des villes globales est mesurée au nombre de musées et de sites emblématiques qu'elles abritent.

Nous nous demandons s'il y a d'autres aspects « distinctifs » d'une ville globale susceptibles d'accroître son attrait pour des sous-groupes spécifiques de migrants hautement qualifiés. Pour répondre à cette question, nous nous intéressons au cas de Dubaï, qui a rapidement progressé dans les classements des villes globales. En nous appuyant sur des enquêtes et des entretiens approfondis avec des professionnels migrants non occidentaux à Dubaï, nous constatons que Dubaï exerce un attrait particulier à la fois en tant que ville globale et en tant que ville « locale » pour les expatriés originaires d'Asie du Sud et de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA).

En tant que ville globale typique, Dubaï offre (1) des avantages économiques accrus, (2) un niveau de vie plus élevé et (3) une plus grande sécurité que les migrants associent souvent à l'idée qu'ils se font du Nord global. Mais Dubaï offre également des avantages « locaux » à ces migrants : (4) une proximité géographique avec leurs pays d'origine, (5) une familiarité culturelle, liée à l'importance et à l'ancienneté des populations migrantes issues de ces régions, et enfin (6) une plus grande tolérance à l'égard des identités religieuses et raciales spécifiques de ces migrants.

## > Contexte de Dubaï

Avec 3,5 millions d'habitants, Dubaï est la plus grande ville des Émirats arabes unis. Au cours des deux dernières décennies, Dubaï s'est rapidement imposé comme le lieu de prédilection pour les sièges régionaux des multinationales opérant dans la région MENA. La ville se targue d'être le pôle le plus favorable aux affaires et le plus libé-

ral du Moyen-Orient, et obtient régulièrement des scores élevés en matière de sécurité publique, de confiance dans le gouvernement et de qualité de vie – autant de critères standards utilisés pour évaluer le degré d'hospitalité d'une ville envers les expatriés.

En même temps, Dubaï (et le reste des Émirats arabes unis) reste fortement dépendant des migrants pour soutenir sa croissance économique. En 2023, 92% de la population de Dubaï était composée de non-émiratis. Si l'image courante des expatriés à Dubaï est celle d'Occidentaux, ils sont en réalité bien plus nombreux à venir d'Asie du Sud et de la région MENA.

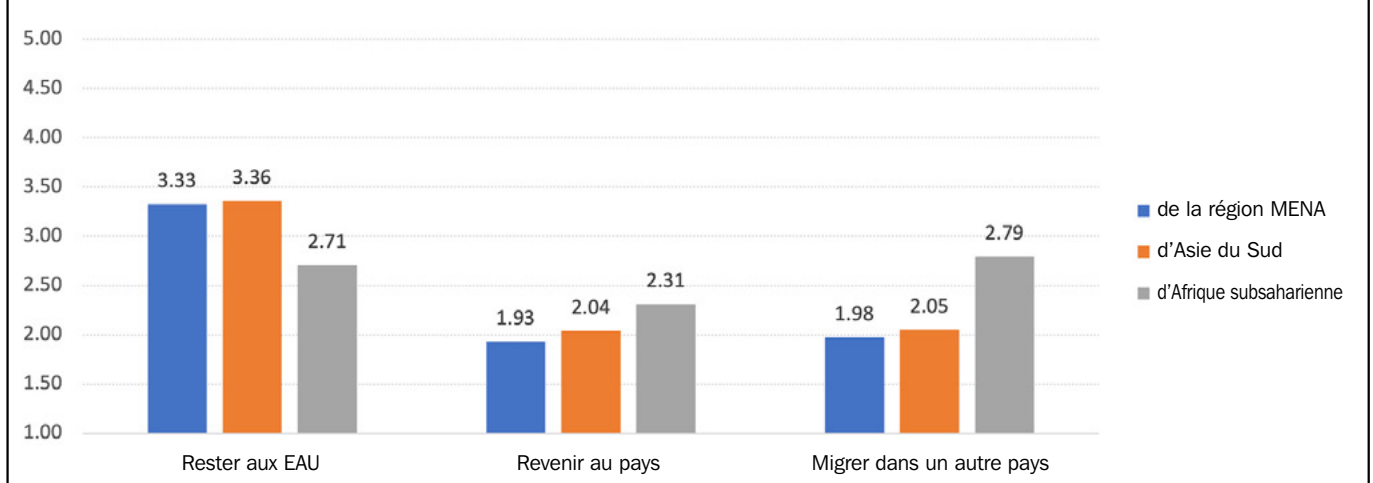
## > Un profil d'expatriés différent

Pour évaluer l'attrait relatif de Dubaï, nous avons mené des enquêtes et des entretiens auprès de migrants hautement qualifiés issus des trois régions du monde à proximité immédiate des Émirats arabes unis (Asie du Sud, MENA et Afrique subsaharienne). Nous avons inclus les pays d'Afrique du Nord dans la région MENA, et non dans le reste de l'Afrique, car leurs habitants parlent l'arabe et sont considérés comme ethniquement arabes.

Nos données d'enquête ont révélé que les trois groupes de personnes interrogées manifestaient un fort désir de s'installer aux Émirats arabes unis avant leur migration (avec une moyenne de 3,68 sur une échelle de 1 à 5). Toutefois, les personnes interrogées originaires d'Asie du Sud et de la région MENA ont exprimé un désir bien plus marqué de rester aux Émirats arabes unis, comparativement aux migrants d'Afrique subsaharienne (3,35 contre 2,71). Cet écart était lié à des niveaux de satisfaction différents selon les groupes, lorsqu'ils comparaient leur vie aux Émirats arabes unis à leur vie dans le pays où ils avaient vécu auparavant.

Alors que les personnes interrogées originaires d'Asie du Sud et de la région MENA ont constaté des améliorations significatives à leur arrivée aux Émirats arabes unis sur trois fronts clés – carrière, niveau de vie et familiarité culturelle –, celles originaires d'Afrique subsaharienne n'ont signalé une amélioration significative que sur le plan professionnel et celui du niveau de vie, mais pas sur le plan de la familiarité culturelle, en raison de la plus faible taille des communautés africaines subsahariennes dans le pays. En conséquence, les personnes interrogées d'Afrique subsaharienne se montraient davantage enclines

## Les attentes futures des expatriés non occidentaux à Dubaï



Source : Anju Mary Paul, Mustafa Yavaş et Sejin Park.

à envisager de *quitter* les Émirats arabes unis pour un pays tiers, comparativement aux deux autres groupes.

### > Les avantages au plan économique, du style de vie et de la sécurité à Dubaï

Nos entretiens approfondis avec 46 de ces professionnels mobiles à l'échelle internationale et qui ont résidé hors de leur pays d'origine avant de venir à Dubaï, ont permis d'éclairer ces points de vue divergents. Les trois groupes ont mis en avant les avantages économiques, le confort de vie et la plus grande sécurité dont ils bénéficiaient à Dubaï. Ces atouts s'appliquent à l'ensemble des migrants qualifiés travaillant comme expatriés aux Émirats arabes unis, quel que soit leur pays d'origine. Les avantages financiers offerts par Dubaï aux professionnels expatriés peuvent parfois même dépasser leurs revenus pour des postes comparables dans les pays occidentaux, en partie grâce à la faible TVA des Émirats arabes unis et à l'absence d'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Les personnes interrogées ont souligné une qualité de vie élevée à Dubaï, y compris des infrastructures publiques bien entretenues et un sentiment de plus grande sécurité. Elles ont également mis en avant leur accès facile à du personnel domestique abordable, rendu possible par l'afflux important de travailleurs migrants à bas salaires venus d'Asie et d'Afrique, qui rejoignent eux aussi les Émirats arabes unis pour trouver un emploi dans les secteurs du *care* et des services. Ces caractéristiques témoignent de l'incontestable statut de « ville globale » attribué à Dubaï, avec ses importantes populations de migrants aux deux extrémités du marché du travail.

### > Dubaï, le meilleur des deux mondes

Mais les personnes interrogées d'Asie du Sud et de la région MENA ont également longuement évoqué la proximi-

té géographique de Dubaï avec leurs pays d'origine, ce qui leur permet de rendre visite fréquemment – et à moindre coût – à leur famille restée au pays, ou d'accueillir leurs proches grâce à la politique souple de visa touristique des Émirats arabes unis. Compte tenu des larges communautés migrantes de la classe moyenne issues de ces deux régions, présentes depuis longtemps aux Émirats arabes unis, et des diverses institutions culturelles et sociales qui se sont développées au sein de ces communautés, les expatriés d'Asie du Sud et de la région MENA ont souvent souligné le sentiment de familiarité culturelle ressenti à Dubaï. Ils ont mentionné les nombreux équipements disponibles – allant des mosquées, supermarchés et restaurants offrant des plats halal et typiques de leur pays d'origine, aux écoles dispensant leur programme scolaire national – qui contribuent à ce qu'ils se sentent « comme chez eux » à Dubaï.

Enfin, ces personnes interrogées ont évoqué une plus grande acceptation de leur identité religieuse et raciale, dont elles manquaient souvent dans les villes globales du Nord. En revanche, les personnes interrogées d'Afrique subsaharienne étaient plus enclines à évoquer des discriminations raciales aux Émirats arabes unis, ou simplement un sentiment de solitude dû à l'absence d'une importante communauté ethnique partageant le même statut social.

Dans l'ensemble, nos résultats soulignent la nécessité, dans les études sur les villes globales/mondiales, de prendre en compte la diversité des migrants qualifiés dans ces villes, plutôt que de partir de l'idée d'un expatrié universel. Il convient de mieux reconnaître les caractéristiques sociales et culturelles de ces villes – au-delà des notions simplistes de cosmopolitisme – qui font que certains groupes de migrants se sentent « chez eux » à l'étranger. ■

Contact :  
Anju Mary Paul <[anju.paul@nyu.edu](mailto:anju.paul@nyu.edu)>  
Mustafa Yavaş <[mustafa.yavas@nyu.edu](mailto:mustafa.yavas@nyu.edu)>  
Sejin Park <[sejin.park@nyu.edu](mailto:sejin.park@nyu.edu)>

# > L'immigration étudiante des Chinois : interne, à l'étranger et de retour

Feng Xu, Université de Victoria (Canada)



Gaokao. Source : Hubei Daily, disponible sur : [http://m.cnhubei.com/content/2019-06/08/content\\_10844871.html](http://m.cnhubei.com/content/2019-06/08/content_10844871.html).

**D**e nombreux jeunes migrants chinois cherchent à améliorer leur situation sociale par le biais d'une meilleure éducation. Cette étude porte sur les Chinois partis étudier ailleurs en Chine ou à l'étranger, ainsi que sur ceux qui en reviennent. Je m'intéresse plus particulièrement à la manière dont ils ont vécu leur quête d'un statut de résident local, qu'il s'agisse du *hukou* (enregistrement de résidence) à Shanghai ou Pékin, ou de la résidence permanente au Canada. Bien que la citoyenneté canadienne puisse être, d'un point de vue fonctionnel, plus proche du *hukou* que ne l'est la résidence permanente, la citoyenneté n'a pratiquement pas été mentionnée par les personnes que j'ai interrogées ; le droit de vote n'est pas évoqué, et la citoyenneté canadienne ne fait que compliquer les visites ou un retour futur en Chine.

De 2024 à 2025, j'ai interrogé 12 Chinois partis étudier en Colombie-Britannique, au Canada, et 15 à Pékin

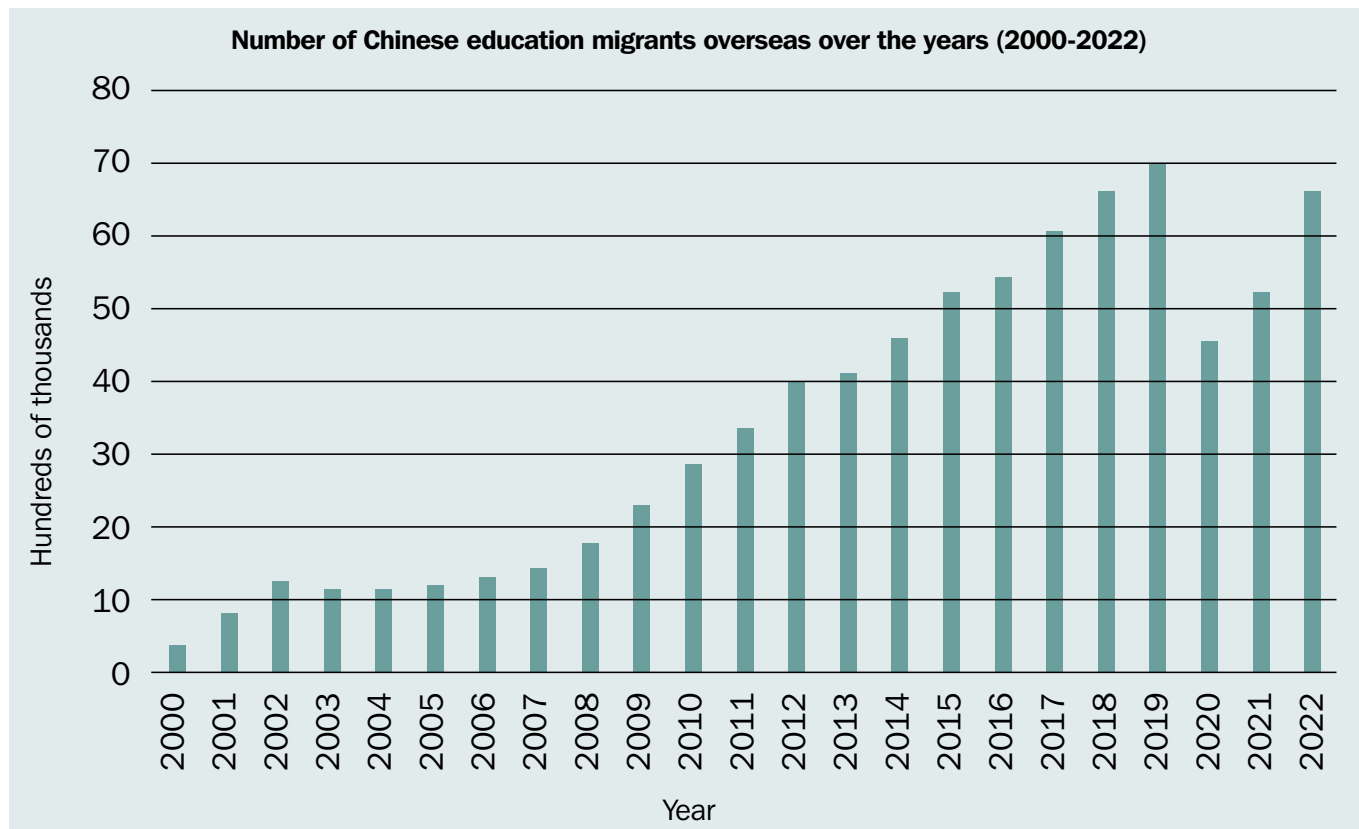
et Shanghai, en Chine. La plupart étaient nés dans les années 1990 ; peu étaient mariés ; la plupart étaient des femmes ; chacun avait un emploi ou était en recherche d'emploi.

Pourquoi regrouper ces deux groupes dans une même étude ? Premièrement, les « pratiques frontalières » d'inclusion et d'exclusion s'exercent aussi bien aux frontières nationales qu'à l'intérieur des territoires nationaux. Deuxièmement, les expériences de migration interne et internationale se recoupent. Et enfin, le lien entre éducation et mobilité sociale est complexe.

## > Des expériences de migration fluides et imbriquées

Les entretiens que j'ai menés bouleversent les oppositions bien nettes établies entre les migrants « chez eux » et

>>



Données du Centre pour la Chine et la Globalisation, adaptées de *The Development of Chinese Students Abroad (2023-2024)*. Disponible sur <https://web.archive.org/web/20240514045418/http://www.ccg.org.cn/archives/84327>.

« à l'étranger ». À l'exception de trois « migrants internes » parmi les personnes interrogées, tous étaient également « revenus » après avoir étudié à l'étranger, mais aucun n'était retourné dans sa ville natale. Parallèlement, plusieurs « rapatriés » installés à Pékin ou à Shanghai considéraient eux aussi ces lieux comme temporaires, même si tous voyaient ces villes comme des oasis cosmopolites, développées et attrayantes.

La plupart des personnes interrogées au Canada souhaitaient y rester, mais même celles qui avaient obtenu la résidence permanente retournaient en Chine pour rendre visite à leurs proches et à leurs amis, et certaines prévoyaient résolument de rentrer définitivement lorsque leurs parents seraient âgés. (Une étude récente a montré que plus de 80% des migrants pour raison d'études à l'étranger rentrent dans leur pays d'origine.) Dans l'ensemble, les expériences des migrants pour raison d'études se sont révélées provisoires, fluides, imbriquées et complexes.

### > Inégalités spatiales et mobilité liée à l'éducation

Les personnes interrogées ont grandi dans une Chine hypermobile, marquée par l'ère des réformes. La mobilité spatiale qui sous-tend leurs aspirations reflète de fortes inégalités géographiques. Elle dépend d'un assouplissement des politiques chinoises en matière de *hukou* et de passeports, et des politiques d'accueil des talents mises en place par les pays d'accueil, ainsi que de moyens de transport

et de communication améliorés et moins coûteux (trains à grande vitesse, transport aérien, réseaux sociaux).

À mesure que ces migrants en quête d'éducation se déplaçaient, des pressions migratoires plus importantes ont souvent transformé leur ville d'origine. La désindustrialisation du nord-est de la Chine a entraîné la fermeture d'usines et forcé à l'exode. Ailleurs, l'urbanisation, tirée par le marché et par l'État, a profondément modifié le tissu social. Les travailleurs migrants construisent souvent de nouvelles maisons pour leurs proches dans leur ville d'origine. Les villes d'origine restent dans les mémoires pour leurs relations sociales plus denses, mais aussi comme des lieux laissés derrière soi.

La préférence pour Pékin et Shanghai a sans doute été influencée par les critères de recrutement de l'étude, mais elle n'est pas surprenante. Les détenteurs d'un *hukou* de Shanghai ou de Pékin ont plus facilement accès aux meilleures universités chinoises dans leur pays. En revanche, les migrants issus des zones rurales ou des petites villes, comme les personnes que j'ai interrogées, ont dû déménager et ont souvent été placés en internat, en général au moins dès le lycée.

La préparation au *gaokao* (l'examen national d'entrée à l'université) était une activité qui accaparait tout le temps ; elle exigeait un soutien considérable, invisible et sous-estimé, celui du personnel salarié dans les internats, ou celui des parents, principalement des mères. Ceux qui

n'étaient pas en internat pouvaient louer un logement près de l'école grâce à un emploi rémunéré ou à l'aide de leurs parents, mais ils passaient tout de même la majeure partie de leur temps à l'école. Les élèves du secondaire qui avaient déménagé pour leurs études étaient donc relativement sédentaires pendant toutes les années de leurs études. Être admis dans une grande université de Pékin ou de Shanghai constituait donc déjà une belle réussite.

De nombreuses personnes interrogées au Canada ont également commencé à migrer pour leurs études dès le secondaire, reproduisant ainsi les parcours des migrants internes en Chine. Pourtant, contrairement au prestige associé à l'entrée dans une grande université de Pékin ou de Shanghai, s'inscrire dans une université canadienne est un indicateur de réussite bien moins évident. De nombreux étudiants de premier cycle ont soit obtenu de mauvais résultats au *gaokao*, soit souhaité l'éviter. Seules les familles de la classe moyenne ou aisées peuvent se permettre de couvrir l'intégralité des frais de scolarité en Colombie-Britannique, au Canada. Les étudiants de troisième cycle plus modestes basés en Colombie-Britannique travaillent donc souvent tout en poursuivant leurs études. Le coût et les possibilités d'immigration ont conduit les personnes que j'ai interrogées au Canada. Au-delà de l'ascension sociale, elles ont alors souvent cité le développement personnel comme raison de leur migration vers le Canada.

### > Pratiques frontalières et élaboration de stratégies en vue d'un statut local permanent

Les travailleurs migrants peu qualifiés en Chine n'ont pas les mêmes espoirs de mobilité sociale ascendante que les migrants pour raison d'études. Les autorités locales d'accueil en Chine recherchent une main-d'œuvre migrante bon marché, mais pas en tant que titulaires permanents du *hukou*. Bien qu'il ait perdu de son importance aujourd'hui, le *hukou* continue d'offrir certains droits essentiels tout au long de la vie, notamment le droit à l'éducation pour les futurs enfants.

En revanche, les migrants pour raison d'études qui réussissent bénéficient d'un accès relativement privilégié au *hukou* local. Mais ils se heurtent encore à de multiples obstacles dans les meilleures universités et villes chinoises. Même lorsqu'ils réussissent, les titulaires du *hukou* dans les grandes villes se moquent des compétences et des notes d'examen exceptionnellement élevées des migrants qui ont réussi.

Contrairement à ceux partis étudier au Canada, les migrants pour études chinois peuvent légalement rester à Pékin ou à Shanghai sans *hukou* local après l'obtention de leur diplôme. Il leur suffit de trouver un emploi et un logement. Il est intéressant de noter que, comme l'accès au *hukou* de Pékin ne privilégie que les fonctionnaires, le *hukou* n'est pas une priorité pour ceux qui visent un

emploi dans le secteur privé. Contrairement aux migrants peu qualifiés, ils savent que ce sont les bons emplois du secteur privé, et non le *hukou*, qui leur fourniront une assurance maladie et une retraite privées. Le statut de *hukou* local importe surtout aux migrants diplômés ayant des enfants, et bon nombre des personnes que j'ai interrogées avaient d'autres projets.

Pour les migrants chinois venus au Canada pour leurs études, en revanche, la résidence permanente est essentielle à tout séjour de longue durée, que ce soit pour des perspectives d'emploi, le développement de liens affectifs ou pour échapper à la violence sexuelle. Sur le papier, les « étudiants internationaux » bénéficient effectivement d'un parcours distinct vers la résidence permanente dans le cadre du Programme de mobilité internationale du Canada. Cependant, la réalité de ce parcours s'est avérée complexe. Les modifications fréquentes du système de points canadien et les récentes réductions des quotas d'admission peuvent compromettre des projets de résidence permanente soigneusement élaborés. De plus, pour gagner des points supplémentaires en vue d'une invitation à présenter une demande de résidence permanente, les personnes interrogées occupaient souvent des emplois locaux, peu qualifiés et précaires. Entre l'obtention du diplôme et l'invitation à déposer une demande de résidence permanente, la première expérience professionnelle au Canada peut également être cruciale pour décrocher plus tard des emplois plus stables. Toutes les personnes interrogées, sauf une, ont trouvé leur premier emploi local dans des entreprises détenues par des Chinois, dont peu exigent une expérience professionnelle au Canada. Certains employeurs étaient eux-mêmes des migrants récents. Les emplois courants comprennent des services spécialisés destinés à la communauté chinoise locale, notamment des services d'aide aux études et à l'immigration, ou encore des emplois dans la restauration.

### > Conclusion

Aussi bien les recherches sur les migrations internationales que celles sur les migrations internes présentent un intérêt pour comprendre ces expériences de migration pour raison d'études. En combinant ces recherches, il apparaît que les frontières nationales ne constituent pas l'obstacle principal auquel se heurtent les migrants, parmi lesquels figurent les inégalités de pouvoir. Le *hukou* chinois sépare les zones rurales des zones urbaines, ainsi que les villes de statut différent ; mais il distingue également les personnes peu qualifiées des personnes diplômées. C'est la résidence permanente canadienne, et non la citoyenneté à terme, qui conduit les migrants pour raison d'études vers des emplois précaires, généralement dans des entreprises liées à la communauté chinoise. De plus, l'instabilité des règles du jeu complique leur quête d'un statut stable sur place. ■

Contact :  
Feng Xu <[fengxu@uvic.ca](mailto:fengxu@uvic.ca)>

# > Précarité et mobilisation des travailleurs migrants cambodgiens de la confection

Tsz Chung Lai et Kaxton Siu, Université baptiste de Hong Kong (Hong Kong)



Des travailleurs migrants issus des zones rurales du Cambodge participent à une séance de formation sur les droits du travail. Photo de Kaxton Siu.

**L**e 9 mars 2024, environ 600 travailleurs migrants cambodgiens issus de zones rurales et employés par la société chinoise Y&W Garment Company ont défilé jusqu'au ministère du Travail et de la Formation professionnelle. Ils ont remis une pétition réclamant le paiement de leurs salaires et avantages sociaux impayés, après que le propriétaire de l'entreprise a brusquement déclaré faillite, les privant ainsi de leur dernier mois de salaire. Plus tard dans l'après-midi, le ministère a publié un communiqué exhortant les travailleurs, leurs représentants légaux, les syndicats locaux et les autres parties prenantes à mettre fin immédiatement à la manifestation, les accusant d'entraver la circulation et de provoquer des embouteillages. Le ministère a conseillé aux travailleurs de demander réparation par les voies légales, soulignant l'importance de « maintenir l'ordre public et de protéger les intérêts de la communauté dans son ensemble ».

La faillite soudaine de Y&W Garment Co. Ltd. et les salaires impayés qui en ont résulté illustrent de manière frappante les conditions précaires auxquelles sont confrontés les travailleurs migrants ruraux cambodgiens du secteur de la confection, dans un contexte d'évolution des investissements étrangers. En même temps, la manifestation collective des travailleurs met non seulement en évidence leur vulnérabilité, mais démontre également leur capacité à se mobiliser et à affirmer leur capacité d'agir face à une exploitation et à une insécurité croissantes. L'expansion rapide des usines détenues par des Chinois, conjuguée à ces actes de résistance des travailleurs, soulève des questions urgentes pour les sociologues du travail et des relations du

travail : quelle est la situation actuelle des travailleurs migrants ruraux cambodgiens du secteur de la confection dans le contexte d'une présence écrasante du capital chinois ? Et surtout, comment les travailleurs réagissent-ils aux défis et aux difficultés imposés par les mauvaises conditions de travail et l'incertitude économique ? Quelle est la position du gouvernement cambodgien face à cette situation ?

## > La précarité multiforme des travailleurs

L'examen de la situation actuelle des travailleurs migrants ruraux du secteur de la confection au Cambodge met en évidence des formes multiples et entrecroisées de précarité. D'après notre enquête de 2023-2024 menée auprès de 86 travailleurs de 28 usines de confection, il est évident que ces travailleurs sont confrontés à une grave insécurité de l'emploi, due à des salaires de subsistance (204 dollars par mois), à la généralisation des contrats à court terme (66% des contrats étant d'une durée de six mois ou moins) et à une discrimination généralisée fondée sur l'âge – les travailleurs de plus de 40 ans étant particulièrement exposés aux licenciements et à l'exclusion. Les usines appliquent systématiquement des suspensions par rotation, ne versant aux travailleurs que 40 dollars par mois pendant les périodes de baisse des commandes, ce qui perpétue des cycles d'instabilité financière et d'incertitude. L'importante intégration de l'industrie dans des chaînes de valeur mondiales dictées par les acheteurs permet aux marques internationales de faire peser les risques liés aux fluctuations de la demande et de la production sur les plus vulnérables : les travailleurs eux-mêmes.

La précarité s'étend bien au-delà des portes des usines, influant sur les schémas migratoires et les stratégies de survie des ménages. Pas moins de 77% des travailleurs sont des migrants ruraux, et les doubles revenus sont essentiels à leur survie : 75% des couples mariés vivent ensemble à Phnom Penh, mais le coût de la vie de base (300 dollars par mois pour deux personnes) dépasse les salaires habituels. Pour faire face, de nombreuses familles laissent leurs enfants dans leur village d'origine (37%), comptant sur les grands-parents pour s'occuper des enfants et, en période de crise, sur les transferts de fonds inversés ; 31% des travailleurs reçoivent une aide de leur famille restée à la campagne. L'endettement, généralisé, est écrasant (d'un montant de 4.250 dollars en moyenne) et souvent garanti par des terres, ce qui compromet la sécurité à long terme des travailleurs et perpétue les cycles de malnutrition et de pauvreté intergénérationnelle, les salaires ne parvenant jamais à couvrir ne serait-ce que les besoins les plus élémentaires. Ces dettes trouvent leur origine dans le sous-emploi pendant la période du Covid, pendant laquelle les travailleurs peinaient à joindre les deux bouts étant donné le coût élevé de la vie à Phnom Penh. De plus, certains travailleurs migrants ruraux empruntent de l'argent pour acheter des motos et du carburant afin de faire la navette entre les zones rurales et urbaines, en particulier ceux dont les enfants et les parents âgés sont restés au village.

### > Le capitalisme autoritaire et la réponse de l'État cambodgien

La réaction du gouvernement face à la manifestation contre Y&W illustre le virage autoritaire pris par le Cambodge en matière de relations de travail. En présentant cette manifestation comme une menace pour l'ordre public, l'État marque un durcissement de la répression à l'égard du militantisme des travailleurs, s'inscrivant ainsi dans une tendance régionale vers un capitalisme autoritaire dans lequel la croissance économique et les investissements étrangers priment sur les droits du travail et la participation démocratique.

Bien que les travailleurs migrants ruraux cambodgiens aient une longue histoire de résistance collective, leur marge de manœuvre s'est considérablement réduite. Selon Better Factories Cambodia, le nombre de grèves a chuté de 147 en 2013 à seulement 9 en août 2018, tandis que le nombre de jours de travail perdus est tombé de près de 889.000 à 42.000. Les conflits du travail portés devant le Conseil d'arbitrage sont passés de 248 en 2016 à 50 en 2017. Cette baisse est moins le signe d'une amélioration des relations de travail qu'une conséquence de la répression systématique menée par l'État : arrestation de dirigeants syndicaux, intimidation des militants et cooptation des syndicats pour faire alliance avec le gouvernement, en particulier depuis les élections de 2013.

Le cadre juridique régissant le droit syndical n'a cessé de s'éroder, et le recours à des modes de règlement des conflits indépendants est de plus en plus rare. Le discours du gouvernement – centré sur « l'ordre public » et « l'intérêt général » – sert à masquer une réalité plus profonde : la priorité est donnée aux intérêts du capital, tant national qu'étranger, au détriment du bien-être et des droits des travailleurs.

### > La précarité et la possibilité de résister

La manifestation contre Y&W Garment offre un aperçu saisissant de la précarité multiforme et du manque de liberté d'action des travailleurs migrants ruraux cambodgiens du secteur de la confection dans un régime capitaliste autoritaire. Si les investissements chinois ont stimulé la croissance économique et la création d'emplois, ils ont également ancré un système où les risques et l'insécurité sont supportés presque exclusivement par les travailleurs. En octobre 2024, les capitaux chinois détenaient environ 54,7% des parts des 2.236 usines du Cambodge, ce qui représente un investissement impressionnant de 9,086 milliards de dollars. Plus frappant encore, les investisseurs chinois contrôlent désormais environ 90% de toutes les usines de confection au Cambodge.

Cette évolution spectaculaire illustre l'évolution de la Chine, qui est passée du statut d'« usine du monde » à celui d'investisseur mondial dominant. La hausse des coûts de main-d'œuvre sur le marché intérieur pousse les entreprises chinoises à délocaliser leur production vers des pays comme le Cambodge, où les bas salaires constituent un avantage concurrentiel majeur. La prédominance du capital chinois dans les industries clés du Cambodge contraint l'État cambodgien à s'aligner sur les intérêts du capital. Cet alignement – qui se manifeste par la répression du militantisme syndical et l'accent mis sur « l'ordre public » – a encore réduit la marge de manœuvre pour la négociation collective et les changements impulsés par les travailleurs.

Pourtant, la résilience des travailleurs migrants ruraux cambodgiens reste intacte. Leur volonté de manifester, leur recours aux réseaux familiaux et communautaires, ainsi que leurs luttes incessantes pour des salaires équitables et des conditions de travail décentes témoignent d'un puissant esprit de résistance. Pour aller de l'avant, il faudra de nouvelles formes de solidarité et de mobilisation – tant au Cambodge qu'au-delà des frontières – afin de contrer la précarité croissante imposée par le capital mondial et les régimes autoritaires. Le cas cambodgien nous rappelle de manière frappante que l'avenir du travail dans un monde globalisé sera déterminé par la confrontation permanente entre les exigences du capital et les luttes des travailleurs pour la dignité, la sécurité, et la justice. ■

Contact :  
Tsz Chung Lai <[22482261@life.hkbu.edu.hk](mailto:22482261@life.hkbu.edu.hk)>  
Kaxton Siu <[kaxton\\_siu@hkbu.edu.hk](mailto:kaxton_siu@hkbu.edu.hk)>

# > La guerre, une accumulation entremêlée : le cas de Gaza

Guilherme Leite Gonçalves, Université d'État de Rio de Janeiro (Brésil)



Crédit : Markus Winkler, via Pexels.

**L**es spécialistes du droit ont apporté des éclairages essentiels sur les nouvelles formes de guerre dans la société contemporaine. Par exemple, dans un chapitre rédigé pour l'[ouvrage commémoratif](#) consacré à Masato Ninomiya, Toshiki Mogami établit un lien entre trois dimensions : la vengeance d'État, le génocide et le colonialisme. Ces processus peuvent toutefois être réinterprétés à la lumière des conditions spécifiques du développement capitaliste, lorsque, motivée par la perspective de revenus futurs, la suraccumulation de richesses alimente la pression pour ouvrir de nouveaux marchés dans un contexte de financiarisation. Une telle perspective, qui s'inspire de Karl Marx, Rosa Luxemburg et Hannah Arendt, a été ultérieurement redéfinie dans les débats sur la théorie de l'appropriation territoriale ([Landnahme](#)). Suivant cette approche, la croissance capitaliste, contrainte par des li-

mites spatio-temporelles, surmonte ces barrières en occupant des territoires non capitalistes au moyen de la violence, de la politique coloniale et de la guerre. La question est de savoir comment cela se manifeste dans les conflits militaires récents ; un problème qui doit être replacé dans le cadre du système de l'accumulation financière.

Le capital porteur d'intérêts, fondé sur les droits de propriété sur la monnaie et l'obligation de remboursement avec intérêts, prend la forme de capital fictif sur les marchés secondaires, créant ainsi des anticipations de flux de revenus qui se multiplient grâce au potentiel de capitalisation. Sous la forme de contrats d'investissement, ce régime accumule de manière excessive des créances sur la plus-value future, dont la réalisation dépend d'expropriations visant à intégrer des territoires et des po-

>>

pulations dans un circuit de valorisation. Ces annexions canalisent le capital excédentaire vers les infrastructures, l'habitat et l'extraction des ressources, tout en générant des flux de revenus via des titres adossés à des actifs fonciers et immobiliers.

La dévastation de la Palestine constitue, en ce sens, un cas extrême d'[accumulation entremêlée](#) en temps de guerre.

### > Israël est devenu un nœud stratégique pour le capital mondial

Comme l'ont souligné [William I. Robinson et Hoai-An Nguyen](#), l'invasion de l'Irak en 2003 a coïncidé avec l'accélération de l'intégration du Moyen-Orient dans l'économie mondiale, à la suite de la création de la Grande zone arabe de libre-échange (plus connue sous l'acronyme anglais GAFTA) et de la conclusion d'autres accords bilatéraux et multilatéraux. Elle a donné lieu à une vague d'investissements commerciaux et financiers dans des secteurs stratégiques, soutenus par les capitaux des pays du Golfe – des milliards de dollars provenant de fonds souverains – ainsi que par des flux en provenance d'Europe, des Amériques et de Chine. Israël est devenu un nœud stratégique pour les capitaux mondiaux.

Dans ce contexte, l'enfermement de Gaza peut être compris comme un moyen par lequel la suraccumulation transnationale, qui s'est déjà manifestée à travers le complexe des entreprises israéliennes, cherche de nouvelles frontières de valorisation. Il s'agit d'une forme d'accumulation primitive : une expropriation des terres, des biens et des personnes visant à les transformer en relations sociales régies par le marché.

### > La peur du terrorisme et l'état d'urgence ouvrent la voie à la vengeance d'État

Cette expropriation repose sur la suspension des droits et des garanties, permettant ainsi le déploiement d'un appareil militaire sans contrôle ni garde-fou institutionnel. Cette suspension s'appuie sur un dispositif juridique (l'état d'urgence) destiné à la légitimer. Le concept de « vengeance d'État », tel que l'a souligné Mogami, rend compte de ce glissement : la réponse de l'État à la violence à caractère politique dirigée contre des personnes ou des biens n'est plus régie par la loi, mais motivée par la vengeance.

À la suite des attaques du Hamas, Benjamin Netanyahu a promis une « [vengeance impitoyable](#) » et a invoqué le verset « [souvenez-vous de ce qu'Amalek vous a fait](#) », souvent interprété comme un impératif de riposte. La légitimité d'un tel scénario se fonde sur la mobilisation des peurs moyennant un discours faisant appel à la « terreur ». Ainsi, l'insécurité de la population est amplifiée par une idéologie dominante qui normalise la panique sociale et autorise des pratiques disproportionnées de vengeance étatique.

La déclaration du ministre de la Défense Yoav Gallant annonçant un « [siège complet](#) » de Gaza – « pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de carburant » – est devenue emblématique de la punition collective et de la famine comme méthode de guerre.

### > Une reproduction de la logique du colonialisme européen

L'idéologie de la vengeance d'État repose sur la stigmatisation du « terroriste ». Elle fonctionne comme un mécanisme d'altérisation qui attribue à certains groupes des caractéristiques de violence, de barbarie et d'irrationalité, les transformant ainsi en cibles légitimes de la répression. Ce dispositif renforce également l'image morale de supériorité des sociétés qui se considèrent comme « civilisées ». Dans cette perspective, la guerre contre le terrorisme reproduit la logique du colonialisme européen, où les hiérarchies entre les peuples et les races justifiaient les missions civilisatrices et l'action répressive à l'encontre des populations colonisées. À cet égard, la description que fait Yoav Gallant des Palestiniens comme des « [animaux humains](#) » fait écho au langage de déshumanisation typique des entreprises coloniales.

Le caractère colonial de la vengeance d'État fait des guerres contemporaines des instruments destinés à satisfaire les exigences de valorisation de la suraccumulation financière. Les discours stigmatisants d'altérisation légitiment la violence qui facilite la dépossession de territoires et des peuples, atteignant sa forme extrême dans le conflit israélo-palestinien, où le populisme d'extrême droite de Netanyahu radicalise ce qu' [Eran Kaplan](#) identifie comme l'héritage révisionniste du militarisme colonial de Jabotinsky. Il s'approprie des arguments religieux et fondés sur le droit naturel pour ériger la supériorité juive sur les Arabes, prônant un colonialisme raciste qui exclut toute perspective de coexistence égalitaire. Dès lors, la guerre à Gaza permet à l'État de se livrer à une vengeance motivée par des impératifs de nettoyage ethnique, ouvrant ainsi la voie à des actes génocidaires à l'encontre des Palestiniens. Cette violence sert les solutions qui vont dans le sens de la suraccumulation, en puisant dans des doctrines telles que celle de la [terra nullius](#) – qui voudrait qu'une terre jugée « vide » ou « inutilisée » est ouverte à la colonisation – pour justifier l'anéantissement et la reconstruction, permettant ainsi de nouveaux investissements et la valorisation des actifs.

### > Une colonisation territoriale étroitement liée à une accumulation militarisée

Selon [Forbes](#), les actions du secteur de la défense ont atteint des sommets historiques pendant l'escalade au Moyen-Orient, portées par les contrats conclus avec les principaux fournisseurs d'armes, ce qui a, à son tour, relancé l'industrie militaire. Cette accumulation militarisée est étroitement liée à d'autres formes de valorisation

du capital. Fin octobre 2024, au milieu des bombardements, Israël a accordé des licences à des entreprises énergétiques transnationales pour explorer le gaz et le pétrole en Méditerranée, cherchant à faire du pays une plaque tournante du gaz pendant la crise énergétique aggravée par la guerre en Ukraine, comme le montrent [Robinson et Nguyen](#).

L'imbrication entre la colonisation territoriale, l'ethno-nationalisme d'extrême droite et la canalisation de la suraccumulation financière est depuis devenue évidente. Parmi les plans de reconstruction de Gaza figurent *Gaza 2035*, publié par le gouvernement israélien, et *Un plan économique pour reconstruire Gaza : une approche BOT [Construction-Exploitation-Transfert]*, rédigé par Joseph Pelzman et présenté à l'équipe de Donald Trump. Tous deux prônent une gouvernance internationale et des dispositifs de sécurité favorisant la privatisation des biens publics par des investisseurs étrangers.

Comme le soulignent [Nur Arafah et Mandy Turner](#), le plan américain déclare le territoire « dépourvu de lois sur la propriété » et, sur cette base, le loue pour une durée de 50 ans, les investisseurs acquérant des « parts de capital à Gaza » et assumant le contrôle total de l'économie, des infrastructures et de l'administration. En revanche, *Gaza 2035* lie la reconstruction à l'exploitation des réserves énergétiques de Gaza (environ 122.000 milliards de pieds cubes de gaz et 1,7 milliard de barils de pétrole). Les deux plans présupposent le déplacement des Palestiniens : le plan BOT prévoit que Gaza soit « entièrement vidée », tandis que le projet israélien envisage de « la reconstruire à partir de rien ». Tous deux prévoient également le maintien d'une présence militaire pour assurer un contrôle politique externe et permettre une restructuration économique en adéquation avec les intérêts des investisseurs.

## > À Gaza, les Palestiniens pris au piège entre la violence et la dépendance financière

Une fois la première phase du cessez-le-feu conclue le 9 octobre 2025, le débat sur la reconstruction de Gaza devrait s'intensifier. Le [plan de paix en 20 points](#) de Trump propose la mise en place d'une administration avec la participation des Palestiniens, présentée comme technocratique mais politiquement subordonnée à un « Conseil de la paix » présidé par le président américain et comprenant des figures historiques de l'ordre néolibéral, telles que Tony Blair. Le plan promet que les Palestiniens survivants seront « libres de partir et de revenir », parallèlement à une initiative économique visant à « redynamiser Gaza » : une synthèse des cadres de référence antérieurs destinés à attirer les investissements, sur le modèle des « villes miracles modernes et florissantes du Moyen-Orient » (points 9 et 10). Saluant le cessez-le-feu, [Trump](#) a déclaré : « Gaza va être lentement reconstruite [...] il y a d'énormes richesses dans cette partie du monde ».

La guerre de Gaza illustre comment l'accumulation entremêlée entre destruction et reconstruction engendre une interaction complexe entre dépossession, financiarisation et populations restantes. Selon [Orwa Switat](#), la résistance à la violence génocidaire réaffirme les liens collectifs ou communautaires avec la terre, alimentant ainsi les luttes contre l'expropriation, tandis que la « valorisation économique », en tant que technique coloniale, encourage l'inclusion civique, mais dans le cadre d'une citoyenneté israélienne stratifiée qui devient encore plus discriminatoire dans le contexte de l'après-guerre. L'augmentation des destructions et des morts s'accompagne de promesses de prospérité financière dans les territoires restructurés. Ainsi, l'accumulation entremêlée piège les Palestiniens entre violence et dépendance financière à l'égard de la reconstruction elle-même. ■

Contact :  
Guilherme Leite Gonçalves <[guilhermeleite@iesp.uerj.br](mailto:guilhermeleite@iesp.uerj.br)>

